

La rencontre de Yasser Arafat et d'Itzhak Rabin à Washington autour du président Clinton

## Les Etats-Unis garantissent l'accord Israël-OLP et veulent rassurer la Syrie

« Opportunisme » et continuité

L'HISTOIRE, au Proche-Orient, n'est pas ingrate. En s'accrochant à l'implantation d'un accord de paix, elle a permis au président américain de récupérer aujourd'hui à son profit une bonne part de la gloire qui rejette aux yeux du monde sur les participants à la cérémonie de signature de Washington. Voilà qui témoigne d'une grande intuition politique, du moins d'un bon sens de l'opportunisme.

Dieu sait pourtant si, dans cette affaire, Bill Clinton revient de loin. N'aurait-il pas, dans un premier temps, accueilli l'annonce de l'accord « Gaza-Jéricho », avec la plus parfaite désinvolture, en assurant qu'il y avait eu dans le passé nombre de choses semblables ? La virginité ne tarde guère et depuis une semaine, le chef de la Maison-Blanche multiplie les propos enthousiastes pour saluer le caractère « historique » de l'arrangement conclu dans le dos des Américains.

Et pour lui donner le maximum d'éclat il n'a pas hésité à forcer la main d'Itzhak Rabin, qui n'avait pourtant pas initialement l'intention de venir à Washington signer celle de Yasser Arafat. En fait, Bill Clinton recueille aujourd'hui les fruits des efforts constants déployés par la diplomatie américaine sous le règne de ses trois prédécesseurs, en particulier grâce à l'obstination patiente de James Baker.

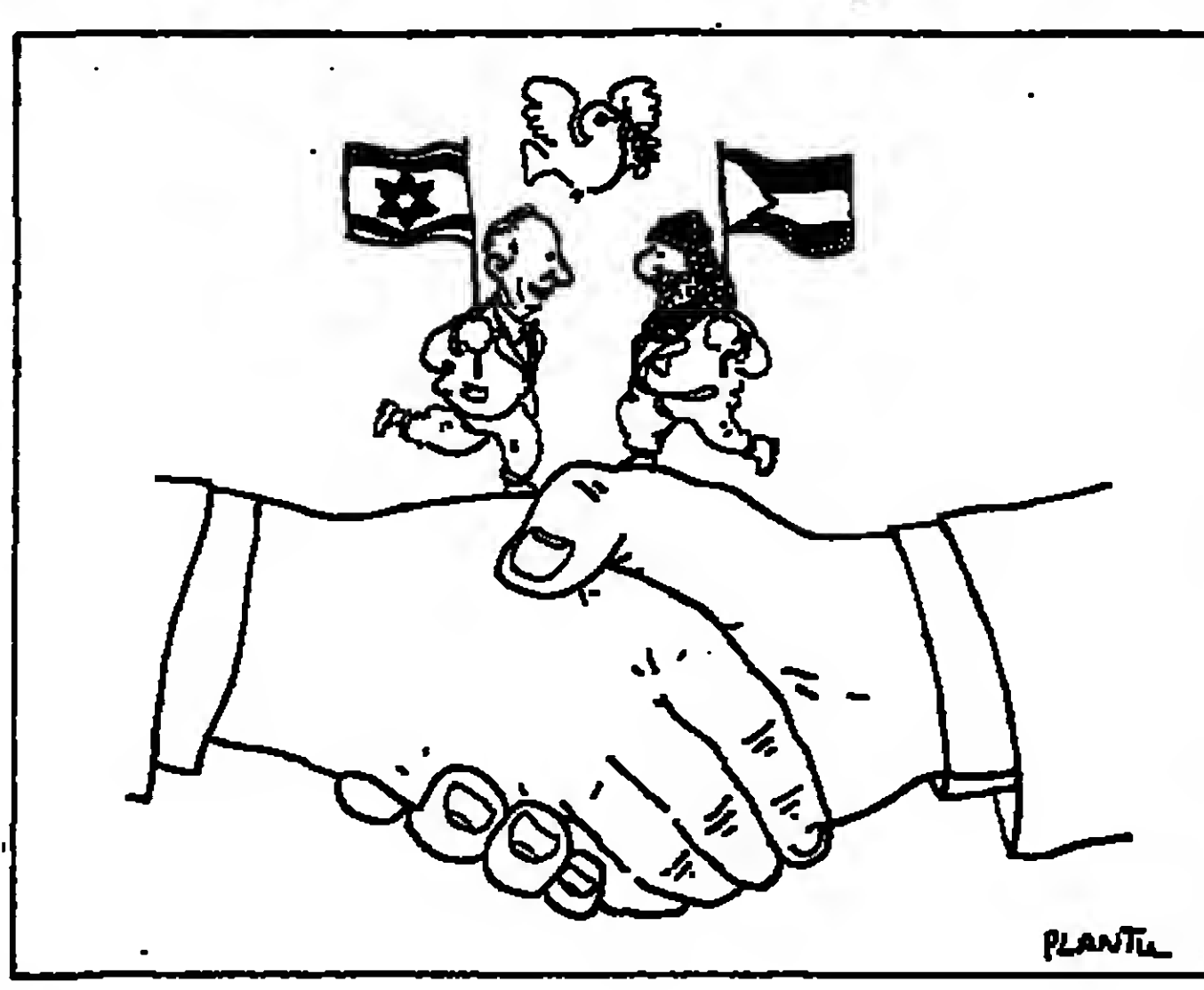
En effectuant huit tournées au Proche-Orient pendant la seule année 1991 (« S'occuper de cette région est un travail à plein temps »), il a noté déjà Henry Kissinger, en cultivant la confiance des pays arabes alliés des Etats-Unis pendant la guerre du Golfe, en mettant au point la conférence de Madrid - coparrainée par Washington et Moscou - en sachant hausser le ton, si nécessaire, notamment à l'adresse d'Israël lors de la controverse sur la poursuite par le gouvernement Shmitt des implantations juives en Cisjordanie - ce qui lui valut à l'époque les foudres du candidat démocrate Bill Clinton - l'ancien secrétaire d'Etat américain a ouvert la voie à l'accord du 13 septembre.

Ce qui compte aujourd'hui, c'est que les dirigeants de Washington affirment vouloir faire fi de tout bois pour que l'accord « Gaza-Jéricho » soit un succès sur le terrain. Il est vrai qu'il ne manquent pas d'obstacles, notamment la confiance que leur témoigne Itzhak Rabin, de longue date le plus pro-américain des dirigeants israéliens, et la dette politique contractée par les pays du Golfe, prêts de financer généreusement la future « paix » israélo-palestinienne.

Au-delà de l'accord « Gaza-Jéricho », les Etats-Unis souhaitent consolider rapidement le processus en cours, en l'élargissant aux autres pays arabes. Voilà pourquoi Warren Christopher a laissé entendre dimanche que des GI pourraient prêter main-forte sur le Golan à la mise en application d'un traité israélo-syrien. La « pax americana » au Proche-Orient marquerait alors un nouveau point.

Avant d'arriver à Washington pour participer, lundi 13 septembre, à la signature de l'accord préliminaire israélo-palestinien sur l'autonomie des territoires occupés, Yasser Arafat a déclaré que la négociation sur le statut définitif des territoires occupés doit conduire à la formation d'un Etat palestinien formant une confédération avec la Jordanie. De son côté Itzhak Rabin, a confié : « Je suis en paix avec ma conscience et je pars à Washington le cœur léger ».

L'administration américaine veut maintenant s'efforcer de rassurer la Syrie.



### Exorcismes

par Jean-Pierre Langellier

Dans le grand album illustré du Proche-Orient, trop riche en guerres et en drames, la cérémonie de Washington ira rejoindre les rares images d'espoir offertes par le conflit israélo-arabe, et qui remontent, pour l'essentiel, à la fin du règne d'Anwar El Sadate : le discours du raï à la Knesset et les sourires de Camp David. Par sa puissance symbolique et son

impact politique, la signature, à la Maison Blanche, en présence d'Itzhak Rabin et de Yasser Arafat, d'une « déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie » n'a rien d'envie aux célébrations du passé. Mais elle a lieu dans un climat différent.

L'Etat juif avait, en novembre 1977, accueilli par un déchaînement d'enthousiasme la décision stupéfiante du président

égyptien, Arafat n'étant pas Sadate, la fièvre est empreinte, cette fois, de gravité. La reconnaissance mutuelle et l'accord Israël-OLP suscitent un assez large soutien, mi-tranquille, mi-inquiet. Selon les derniers sondages, 57 % des Israéliens juifs l'approuvent (60 % en comptant les Arabes). Mais l'incertitude est trop grande pour autoriser des réjouissances massives.

Lire la suite page 5

### L'éventail des futurs

par Jacques Lesourne

Nul doute que, en dépit des multiples futurs qu'il contient en germe, l'accord signé à Washington le 13 septembre entre Israël et l'OLP annonce une rupture dans l'évolution d'un Proche-Orient marqué par les traces des civilisations nombreuses qui se sont succédé ou ont coexisté sur son sol. Mais une rupture est toujours source d'incertitudes, comme vient de l'illustrer la fin du communisme soviétique. Quels enchaînements et quels acteurs peuvent modifier demain le devenir des relations israélo-palestiniennes ?

Au départ, une triple constatation :

1) L'accord est devenu possible parce que l'OLP, convaincue de l'absence de solution militaire, s'était progressivement déchargée de l'emprise des autres pays arabes pour assumer seule son destin, tandis que l'opinion publique israé-

lienne aspirait de plus en plus à échanger des territoires contre une paix durable.

2) En ne se limitant pas à la dimension politique du problème, mais en consacrant de nombreux paragraphes aux questions économiques, la Déclaration, avec une hauteur de vues remarquable, s'inspire d'une vision à long terme et réunit en un seul texte ce que furent pour l'Europe occidentale, à neuf ans de distance, la naissance de la République fédérale en 1949 et le traité de Rome en 1958.

3) En quelques jours, les regards se portent sur l'Autorité palestinienne et des Israéliens se sont déjà sensiblement transformés, comme si près de quarante ans de promiscuité hostile avaient inconsciemment engendré les prémices d'un respect mutuel.

Lire la suite page 3

■ La longue quête d'une reconnaissance américaine

par ALAIN FRACHON

■ Les Américains ont forcé la main à M. Rabin

■ Réjouissances et vague d'attentats dans la bande de Gaza et en Cisjordanie

par PATRICE CLAUDE

■ Comme un rêve d'enfance à Nazareth, parmi les quelque 800 000 Arabes israéliens

par DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

■ Quarante-cinq ans de conflit

pages 3 à 6

## Emploi : recettes éprouvées

Elaboré hâtivement, le projet de loi est encore évolutif ; il comporte beaucoup de mesures et peu d'innovations

par Alain Lebaube

Tel qu'il devait être présenté en conseil des ministres, le 13 septembre, le projet de loi quinquennal sur l'emploi sera un simple brouillon. Il ne comprendra pas tous les aménagements élaborés lors des récentes discussions avec les partenaires sociaux, et notamment ceux qui concernent la formation professionnelle. Evolutif, le texte devrait adopter sa forme définitive - et convenue - lors de la discussion parlementaire, par voie d'amendements déposés par le gouvernement. Ce qui supposera une parfaite discipline de la majorité.

Cette situation pour le moins curieuse, voire inédite, s'explique par des contraintes de calendrier qui avaient déjà amené le Conseil économique et social (CES), la semaine dernière, à condamner la « précipitation » gouvernementale. Comme il est de droit, le Conseil d'Etat a été consulté, mais sur une version antérieure à la « concertation » qui a eu lieu le 6 septembre avec les syndicats et le patronat (le Monde du 8 septembre) et qui s'est poursuivie depuis. Et c'est cette version qui devait être soumise au conseil des ministres. D'où le catouillage institutionnel pour un document censé être, selon les vœux de Michel Giraud, ministre du

travail, « une loi de société » ! Ironie de la procédure quand il s'agit d'arrêter des orientations dans une durée elle-même voulue exceptionnelle, à savoir cinq ans.

Quoiqu'il en soit révélateur d'une improvisation surprenante, largement due à un manque de rigueur dans la pratique du dialogue social dont se sont plaints les partenaires sociaux à des degrés divers, il n'est pourtant pas l'essentiel. En dépit de son ambition affichée, des objectifs fixes et de l'importance du catalogue offert, il ne ressort pas de ce projet de loi quinquennal le souffle que la gravité des temps aurait pu dicter.

Lire la suite page 20

### PS : le retour de Lionel Jospin

L'ancien ministre de l'éducation nationale, qui avait pris ses distances avec la politique en avril dernier, a réuni ses amis socialistes au cours du week-end.

page 8

### Un entretien avec Jürgen Habermas

Le philosophe allemand revient sur l'état d'esprit de ses compatriotes et plaide pour des progrès rapides de l'union politique de l'Europe.

page 2

## C'est sur les routes que nous mesurons le mieux nos succès à l'exportation.



A L'ETRANGER : Maroc, 6 DH ; Tunisie, 800 m ; Algérie, 230 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 48 FR ; Canada, 225 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 18 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

Mais son originalité est établie : une liaison régulière par le col du Somport, par semaine les camions TELF, devenue filiale de Bourgeois-Montreuil, franchissent le col, chargés de tissus de laine, de consommation, de commerce de ski en provenance de la triche. De longues années, une caractéristique de l'économie avec l'Etat, à l'organisation déficiente. Finalement, l'implantation d'une association franco-espagnole de deux formules pour le pays - il a été créé un correspondant local à son territoire, voire à la direction de Madrid et de visent, à terme, les routes de TELF. Leur « aide » est saluée par le Premier ministre, pour la première fois attribué par le commerce de Saragossa à une entreprise étrangère.

Pour le maire, André Labarrère, le nécessaire rééquilibrage du Sud-Ouest passe par le percement du tunnel du Som et le développement du réseau Pau-Tarbes-Lourdes.

Autre exemple : l'implantation d'une PME espagnole. Vide d'entreprise de singeries, spécialisée dans le traitement thermique, asphalte industrielle dans la Baïssa, devenue à l'heure des capitaux espagnols, pour nous des opérations business, le maire de l'entreprise a su attirer le soutien de l'entreprise. Il s'agit de créer une situation de crise que l'Espagne oblige à réduire sérieusement les dépenses. Sept ans après le début, l'entreprise maintient ses coûts.

Les relations entre l'Espagne ont toujours été bonnes. L'ancien ministre de l'Industrie, André Labarrère, confirme l'attachement de l'Espagne à la région. En 1991, l'Espagne a été l'un des pays les plus importants pour le commerce de la région. La communauté de l'Union européenne a été l'un des principaux partenaires de la région. L'Espagne a été l'un des principaux partenaires de la région. L'Espagne a été l'un des principaux partenaires de la région.

Pour l'ancien ministre de l'Industrie, en congé de part de la décision du précédent gouvernement de surcoûts à la fin du tunnel du Somport, le percement de ce dernier a été l'un des principaux projets de la région. L'Espagne a été l'un des principaux partenaires de la région. L'Espagne a été l'un des principaux partenaires de la région.

Prochain article : L'Espagne et la région.





# Un entretien avec Jürgen Habermas

« Nous oublions que les nouveaux problèmes ne changent rien aux anciens »

« A la différence de la plupart des universitaires allemands, vous intervenez dans le débat public à propos de questions particulièrement sensibles. En outre, vos prises de position rencontrent un écho international. Nous aimerions vous demander d'abord de rappeler quel est l'arrière-plan philosophique de vos interventions. Pourrait-on les caractériser globalement en disant que vous considérez les dangers de notre civilisation comme un défi pratique, alors que des penseurs comme Adorno et Heidegger les envisageaient comme un destin inéluctable ?

— Je ne mettrai pas si nettement sur le même plan Adorno et Heidegger. Il est vrai que tous deux font un diagnostic dramatique de l'époque en la plaçant dans la vaste perspective d'un déclin historique. La « raison instrumentale » ou bien le « dispositif de la technique » font apparaître au grand jour des tendances fatales, d'origine archaïque, conduisant à l'assujettissement et à la réification. Mais Adorno savait que même la critique la plus radicale de la raison ne peut se passer d'une force de négation inhérente à la raison elle-même. A la différence de Heidegger, il n'a jamais rejoint les adversaires des Lumières. Aussi était-il suffisamment inconscient, comme intellectuel assumant un rôle public, pour parler et agir en contradiction avec ce que l'on aurait attendu du théoricien du « monde administré ». Malgré son pessimisme théorique, il a tout bonnement adopté, vis-à-vis du grand public, une attitude de pédagogie.

— N'avez-vous pas malgré tout, envers des questions d'intérêt public, une attitude plus pragmatique, qui vous distingue à la fois d'Adorno et de Heidegger ?

— Peut-être a-t-il fallu attendre ma génération pour que nous nous débarrassions de certaines prétentions propres à la culture des mandarins allemands. Après la guerre, nous sommes entrés plus étroitement en contact avec l'esprit anglo-saxon. Il existe par ailleurs aujourd'hui, en philosophie, une conscience plus nettement développée du fait que nos arguments sont faillibles. Je ne fais plus confiance au concept fort de « théorie » propre à la tradition philosophique, ni, pour ainsi dire, à la Vérité avec un grand V. Mais je ne fais pas non plus le deuil d'une telle connaissance de la totalité, dans le style d'une théologie négative.

— Vous souhaitez cependant mettre en évidence les enjeux de notre époque et dire comment faire face aux défis que nous rencontrons. Quels sont en ce

Né à Dosseldorf en 1929, Jürgen Habermas, professeur à l'université de Francfort, est l'un des philosophes les plus renommés de notre époque. Auteur d'une œuvre considérable, tant par le nombre de ses ouvrages et articles que par l'ampleur de sa réflexion, où convergent l'apport de la tradition philosophique et celui des sciences humaines, il se caractérise aussi, depuis près de quarante ans, par une constante activité journalistique menée parallèlement à son travail de recherche.

Prolongeant de manière originale le mouvement de pensée inauguré par l'école de Francfort, où il fut dès 1956 l'assistant d'Adorno, il s'est formé notamment auprès de Horkheimer, de Gadamer à Heidelberg, et de Karl Löwith. Au cours de ces dernières années, une quinzaine de ses livres ont été traduits en français. Ses analyses, notamment celle de la « raison communicationnelle », sont aujourd'hui au centre des débats intellectuels entre l'Europe et les Etats-Unis. Connu pour ses prises de position en faveur du mouvement étudiant de 1968, il n'a cessé d'intervenir, particulièrement sur les questions qui confrontent l'Allemagne à son passé, provoquant de fréquentes polémiques, dont la plus récente concerne la modification du statut du droit d'asile dans la Constitution allemande.



domaine vos principaux thèmes, et vos objectifs ?

— A une telle question, on ne peut répondre que par un livre ou par une phrase : à mon sens, la question formulée par Max Weber à propos des paradoxes de la rationalisation reste la meilleure clé pour un diagnostic de l'époque fondée à la fois sur la philosophie et la science.

— Qu'est-ce à dire ?

— Nous devrions, sans gêner, nous rendre compte tout à la fois de la tournure ironique propre à un progrès social et culturel qui ne cesse de se démentir lui-même, et du prix à payer pour une modernisation à laquelle nous refusons néanmoins de renoncer. Ce qui domine actuellement, c'est une critique assez peu dialectique des Lumières qui ne nous apprend pas grand-chose. Quand Horkheimer et Adorno parlaient de « raison instrumentale », ils ne voulaient pas dire que l'on serait en droit d'identifier la raison à l'activité objectivante d'un entendement tel qu'il est propre à un sujet qui s'affirme lui-même. Ce qui leur importait, c'était qu'un entendement qui cherche à s'élever en totalité usurpe une place qui ne revient en vérité qu'à la raison. Les Lumières se changent alors en mythes positivistes. C'est notamment au cours de notre siècle qu'elles montrent leur revers barbare. Les horreurs nées d'une dérai-

son existante nous ont débarrassés du dernier reste de confiance essentialiste dans la raison.

— En même temps, il n'existe à notre connaissance aucune solution de rechange à une modernité qui a pris conscience de ses propres contingences. Moins nous choisissons des subterfuges imaginaires, moins nous sommes tentés d'interpréter les risques inhérents à la modernité comme une fatalité agencée depuis longtemps. Il n'existe rien de supérieur ni de plus profond à quoi nous pourrions en appeler. Seule existe une raison, devenue procédurale à force de désenchantement, et qui travaille seulement au moyen d'arguments, y compris en s'opposant à elle-même. C'est d'ailleurs ce qu'a voulu dire Kant : la critique de la raison s'est sa propre œuvre.

— N'est-ce pas, en fin de compte, l'ancien rationalisme que vous êtes en train de décrire ?

— Non, à condition que la dialectique de la raison soit animée par une méfiance, radicalement antipositiviste, contre la consolingue idéologique qu'apportent les fausses généralités. Le travail d'une raison autocratique consiste en effet à surmonter ses propres projections déraisonnables. Une telle raison est capable de transformer ses énergies critiques en forces d'engagement de la communication qui réalise l'accord sans contrainte. Je pense à la force de l'entente intersubjective qui, en cas de conflit, est la seule alternative à l'emploi de la violence.

— Grâce à la force non coercitive du meilleur argument, elle permet, en effet, d'aboutir à un accord non violent, y compris entre étrangers qui ont besoin d'une communication de ce type pour se reconnaître comme étrangers et pour se respecter précisément à travers ceux de leurs traits qui les font « autres », et par lesquels ils se distinguent les uns des autres.

— Soyons plus concrets, si vous le voulez bien. Les bouleversements intervenus en Europe centrale et orientale ont profondément modifié la vision que notre époque avait d'elle-même. Les problèmes actuels ont-ils encore un lien avec ceux que vous avez identifiés et étudiés au cours des années 60 et 70, ou bien vous semblent-ils être d'une nature tout à fait différente ?

— Eh bien, on peut tout de même parler d'émancipation à propos de cette « révolution de rattapage » à laquelle nous avons assisté avec étonnement et enthousiasme. Certes, nul ne s'attendait à une telle faillite du socialisme d'Etat. Il va de soi qu'un événement aussi inattendu et qui change le cours de l'histoire, entraîne de nouveaux problèmes auxquels nous n'aurions pas osé penser il y a dix ans : reconversion d'une économie d'Etat épuisée en rapports de propriété du capitalisme privé, retour de guerres civiles à motivation ethnique et de conflits nationalistes, désintégration de l'ordre bipolaire du monde, nouvelle constellation des forces en Europe centrale. D'un autre côté, des désastres aussi profonds génèrent leurs propres illusions. Nous oublions que les nouveaux problèmes ne changent rien aux anciens, ils ne font qu'en détourner notre attention.

— Par exemple ?

— Officiellement, la CEE compte aujourd'hui 17 millions de chômeurs. Dans les pays de

l'OCDE, on en prévoit 36 millions pour l'année prochaine. Même la prochaine reprise s'effectuera suivant le modèle d'une « croissance sans création d'emplois » (jobless growth). Cela signifie que la segmentation se renforcera dans nos sociétés, avec les conséquences bien connues que l'on observe aux Etats-Unis : ghettoïsation, dégradation de la cour des villes, augmentation de la criminalité, etc., sans parler des problèmes de l'immigration, de l'écologie, de l'égalité des sexes. Bref, tous les problèmes que nous abordons avec 1989 du point de vue d'une transformation sociale et écologique du capitalisme industriel sont simplement devenus plus aigus.

« Les régions appauvries du monde ne disposent d'aucune sanction contre le Nord »

— Cela dit, l'interdépendance des événements mondiaux, qui s'exerce de façon drastique, a anéanti l'illusion de ceux qui croyaient encore à la possibilité de régler ces problèmes d'un point de vue purement national. La responsabilité de l'Occident dans la misère croissante de l'Europe de l'Est, les flux migratoires planétaires dont les causes ne pourraient être éliminées que par une reconstruction de ce que l'on appelle autrefois le tiers-monde, la pression des conflits internationaux, le nouveau rôle de l'ONU, tout cela nous a rendus plus sensibles à la simultanéité des développements inégaux à l'échelle du globe.

— Vous attendez-vous à une intensification de crises sans issue partout dans le monde, ou bien ces crises portent-elles en elles leur solution virtuelle ?

— Je n'en sais rien. Nos réactions sont peut-être souvent trop subjectives. De nombreux observateurs se sentent paralysés par l'accumulation des problèmes qu'ils perçoivent partout dans le monde. La théorie des systèmes répand une idée qui rencontre une fois de plus un écho favorable : tout change, mais rien ne va plus. Il me semble que la constellation qui caractérisait le début du mouvement ouvrier en Europe, lorsque les masses se révoltaient contre la domination de la bourgeoisie, se reproduit aujourd'hui à l'échelle mondiale, mais dans une configuration bien différente.

— En effet, les masses des régions appauvries du monde ne disposent d'aucune sanction efficace à l'égard du Nord : elles ne peuvent pas faire la grève, tout au plus peuvent-elles nous « menacer » de vagues d'immigration massive. Ce qui, en Europe, était un effet secondaire du désir d'émancipation est aujourd'hui un objectif déclaré : atteindre les formes de vie des sociétés prospères, participer à cette civilisation dont les conquêtes rayonnent à travers le monde et qui, par ses signes avant-coureurs (séries télévisées, Coca-Cola et jeans), a effectivement pénétré jusque dans les derniers recoins. Or nous savons, ne serait-ce que pour des raisons écolo-

giques, que le niveau de bien-être que cela suppose ne peut pas être étendu au monde entier.

— Cette évolution mondiale coïncide avec une situation très particulière en RFA. A la différence des Etats d'Europe de l'Est, qui doivent résoudre leurs problèmes sur la base d'une indépendance politique reconquise, l'Allemagne, engagée dans le processus de sa réunification, se trouve pour ainsi dire face à elle-même. Parviendra-t-elle à sortir seule de cette situation ?

— Etant les partenaires les plus proches de la France et membres de la CEE, nous ne sommes heureusement pas seuls. De plus, pour un pays comme le RFA, l'économie est fondée largement sur l'exportation, la souveraineté nationale formellement établie est quelque peu fictive. D'un autre côté, de telles fictions ont parfois leur poids propre, lorsqu'elles touchent l'imaginaire des masses, ou même seulement celui des élites. Certains se remettent à rêver d'une Allemagne devenant à nouveau une grande puissance au centre de l'Europe. C'est pourquoi il est important d'observer la mentalité politique qui sera celle des Allemands au sortir de cette rencontre avec eux-mêmes. De nombreux Allemands de l'Ouest ont l'impression de rencontrer à l'Est une part de leur propre passé.

— Cela suscite à la fois des souvenirs légitimes et des sentiments nostalgiques, mais aussi des affects inconscients qui semblaient être oubliés depuis longtemps. Même parmi les intellectuels, on rencontre des sentiments bizarres, comme le soulagement d'avoir surmonté, en même temps que la division nationale, une prétendue aliénation culturelle, nous permettant aujourd'hui seulement de revenir à ce qui nous est propre. Au lieu de laisser se développer de telles idées, il faudrait ouvrir un débat sur le rôle de la nouvelle Allemagne. Une telle explication aurait dû avoir lieu dans le cadre d'un débat sur la Constitution. Cela n'a pas été possible, en raison de la précipitation avec laquelle la réunification a été mise en œuvre.

— Dans ce contexte, comment jugez-vous le changement du droit d'asile ? Voyez-vous une évolution identique en France, où le gouvernement, avec sa réforme du code de la nationalité, a mis en cause le droit du sol en vigueur depuis la Révolution ?

— En effet, dès que le gouvernement français a changé, Charles Pasqua a agi très rapidement. En tout cas, en République fédérale, la manière dont les partis conservateurs ont utilisé ce thème du droit d'asile contre une opposition impuissante a été extrêmement dommageable. Devant l'arrière-plan des changements de mentalité déjà évoqués et d'un potentiel de conflits sociaux accumulés depuis l'unification, la dramatisation sans scrupule de ce thème a encore accentué une montée de la xénophobie et de l'antisémitisme qui n'en avaient pas besoin. De toute façon, il n'y a pas de solution simple du problème de l'immigration.

— Mais, quoi qu'on pense du changement du droit d'asile décidé par le Parlement fédéral, deux choses sont nécessaires en Allemagne. D'une part, il nous faut une politique d'immigration ouvrant de nouvelles options juridiques, afin

d'éviter que tout immigrant soit obligé de demander l'asile politique. D'autre part, il nous faut faciliter la naturalisation des travailleurs étrangers que nous sommes allés chercher en Europe du Sud-Est depuis le milieu des années 50. Ils vivent chez nous dans le rôle paradoxal d'Allemands ayant un passeport étranger et ont pour aujourd'hui d'être, comme à Mölva ou à Solingen, les victimes d'agressions incendiaires de l'extrême droite.

— Comment combattre le racisme en Allemagne, et plus généralement en Europe ? Est-il à vos yeux de même nature que celui des années 30 ?

— A la seconde question je répondrai par oui et non. Bien que les agressions et les meurtres sur fond de terrorisme de droite aient été plus fréquents en Allemagne de l'Est, les charges catastrophiques qu'y subissent des régions aujourd'hui désindustrialisées, avec un taux de chômage régional allant jusqu'à 40 %, offrent au moins une explication. En revanche, dans l'Ouest de l'Allemagne, les conditions n'ont pas changé. Là, ce sont des écarts qui se sont ouverts ; en effet, les vieux préjugés, qui avaient été soumis à une censure informelle, ont réjailli. Or si cela est vrai, la haine actuelle de tout ce qui est étranger ou quelque peu déviant présente une généalogie qui — en passant par des traditions peu spectaculaires — remonte jusqu'à l'époque nazie, et probablement plus loin encore.

« Nous devrions faire avancer l'union politique de l'Europe »

— D'un autre côté, la comparaison avec les années 30 est trompeuse. En effet, depuis le début des années 60, la mentalité politique de la population d'Allemagne fédérale s'est manifestement libéralisée. Par suite de la révolte des étudiants, ce changement d'attitude a touché une grande partie de la population. Reste à savoir si ce progrès de la civilisation politique observable dans l'ancienne République fédérale se poursuit, aujourd'hui, après l'unification de l'Allemagne. L'attitude que la République fédérale adopte à l'égard des valeurs occidentales en est un bon indicateur. En disant cela, je pense aux liens intellectuels avec l'Ouest, plus encore qu'à la politique étrangère.

— Cette dernière est également importante. Quelle devrait être selon vous la place de l'Allemagne dans le contexte international ?

— Nous devrions faire avancer l'union politique de l'Europe, mais en évitant de le faire par des moyens administratifs, sans soutien populaire. Dans la mesure où les résistances se développent, y compris en République fédérale, il nous faut un débat public sur le développement futur de la Communauté. Ce développement doit certes passer par Maastricht, mais en visant une démocratisation résolue des institutions bruxelloises et une interprétation politique effective des espaces publics nationaux en Europe. Par ailleurs, l'armée allemande devrait participer aux interventions de l'ONU. Mais il faudrait faire en sorte que l'ONU se transforme rapidement en organe exécutif, au lieu de s'en tenir à des résolutions. Pour être reconnue comme une force neutre, garante de l'ordre mondial, l'ONU doit être capable d'agir au moyen d'une armée placée sous son propre commandement. Ce sont là deux exemples d'un programme alternatif à une politique étrangère qui pourrait se développer chez nous, orientée vers l'Est et militarisée dans l'esprit de la nouvelle souveraineté.

— En tout cas, l'état interne assez florissant de la République fédérale, avec des alternatives qui restent singulièrement confuses, est plutôt malin. Pour l'instant, le mot d'ordre inquiétant selon lequel « l'Allemagne devient plus allemande » s'exprime qu'un état d'esprit vague, assourdi par nos propres problèmes internes. Mais demain ?

Propos recueillis par  
ROGER-POL DROIT  
et JACQUES POULAIN  
(traduit de l'allemand  
par Rainer Rochlitz)

**VIENT DE PARAÎTRE HORS SÉRIE**

## LES NOURRITURES DE DEMAIN

Manger pour vivre  
ou vivre pour manger ?

Médecins, sociologues, chercheurs, diététiciens et autres nutritionnistes se penchent sur le contenu de nos assiettes et nous expliquent les liens entre habitudes alimentaires et santé, entre « science-fiction » et nourriture de demain.

Un numéro spécial été de Sciences et Avenir pour devenir - enfin - des consommateurs avertis.

**SCIENTES ET AVENIR**

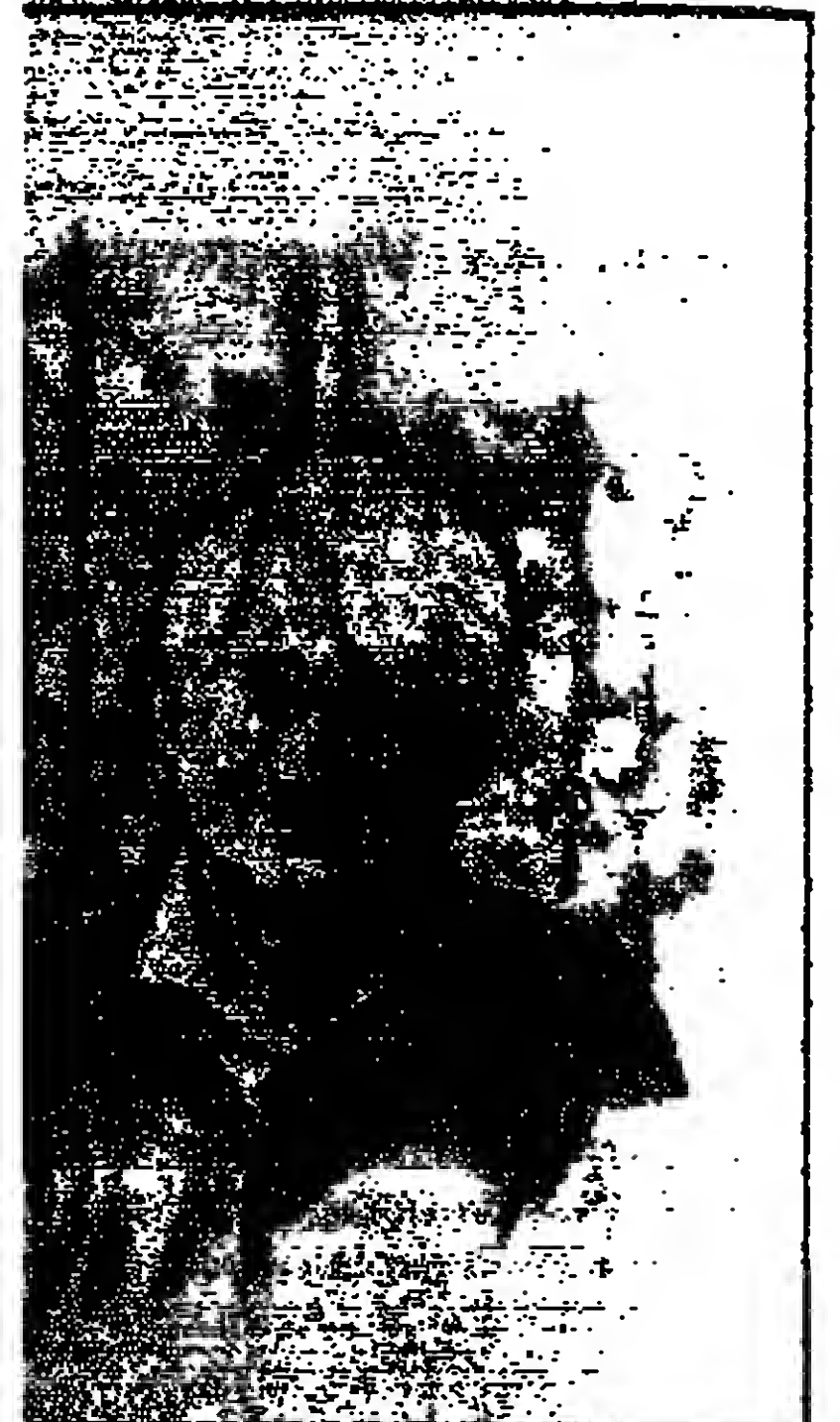
EN VENTE PARTOUT 27 F

JAN 10 1994



# L'ACCÉLÉRATION DU PROCESSUS DE PAIX AU PROCHE-ORIENT

**Habermas**  
rien aux anciens



«...le silence de bien-être...»

«...la situation mondiale...»

«...nous devrions faire avancer l'union politique de l'Europe...»

«...C'est une catastrophe...»

«...C'est une catastrophe...»

«...C'est une catastrophe...»

C'est à une cérémonie «sobre et digne», selon les vœux du président américain, à laquelle étaient conviés, lundi matin 13 septembre, sur les pelouses de la Maison Blanche, à Washington, quelque 3000 invités, au premier rang desquels Itzhak Rabin, le premier ministre israélien, et Yasser Arafat, le chef de l'OLP. Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères, pour l'Etat juif, et Abou Mazen, au nom de la centrale palestinienne dont il est membre du comité exécutif, devaient signer la déclaration de principes sur l'autonomie des territoires occupés. Premier arrivé, dimanche, dans la capitale fédérale, Yasser Arafat qui avait abandonné le pistolet qu'il porte d'habitude à la ceinture, a reçu, dans son hôtel, de nombreux visiteurs, au

nombre desquels l'ancien président américain, George Bush. Après la cérémonie de signature, le chef de l'OLP devait s'entretenir en tête-à-tête avec M. Rabin, puis être reçu par le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher. En revanche, il n'était pas prévu qu'il rencontre Bill Clinton.

Après avoir fait une brève escale aux Pays Bas, qui leur a permis de rencontrer leurs homologues néerlandais, MM. Rabin et Pérès étaient arrivés, lundi matin, à Washington. Le président américain devait rencontrer le premier ministre, après la cérémonie de signature. Dans un entretien accordé au New York Times, celui-ci a évoqué la possibilité de soumettre à référendum l'accord de paix avec l'OLP si la Knesset qui est appelée à se prononcer, le

20 septembre, refusait de l'entériner. Tandis que l'OLP avait décrété une journée de «fête nationale», lundi, dans les territoires occupés, les mouvements islamistes, le Hamas et le Jihad, avaient appelé, le même jour, à une grève générale. Plusieurs attentats avaient été commis, la veille, à Gaza et en Israël, par des extrémistes musulmans. M. Clinton a souhaité que Yasser Arafat condamne notamment les meurtres de quatre Israéliens, dont trois militaires.

Les tensions demeurent très vives au sein de la centrale palestinienne. Elles se sont traduites, samedi, par la démission du comité exécutif de l'OLP, d'un membre (indépendant) - le cinquième - Abdallah Hourani. Dans une déclaration politique, le

comité a présenté l'accord de paix avec Israël comme «le premier accord de l'histoire contemporaine à reconnaître les droits légitimes des Palestiniens et leur unique représentant : l'OLP».

Les Douze de la CEE vont inviter Yasser Arafat à se rendre à Bruxelles et un Conseil européen sera convoqué à cette occasion, a annoncé, dimanche, la présidence belge. L'Organisation de la conférence islamique (OCI) a qualifié, samedi, dans un communiqué, les accords de paix de «développement éminemment positif». La Chine a jugé qu'il s'agissait d'une «étape majeure» sur la voie de la réconciliation au Proche-Orient tandis que Jean Paul II y a vu «le début d'un chemin long et ardu sur lequel les difficultés ne manqueront certainement pas».

## Les Américains ont forcé la main à M. Rabin

JÉRUSALEM

de notre correspondant

«...C'est une catastrophe...»

«...C'est une catastrophe...»

«...C'est une catastrophe...»

«...C'est une catastrophe...»

«...C'est une catastrophe...»

«...C'est une catastrophe...»

«...C'est une catastrophe...»

«...C'est une catastrophe...»

la réserve de son mari : «Ce sera difficile pour lui, mais il le fera. Il faudra bien...» Et la vieille combattante des unités d'élite juives clandestines d'avant la création d'Israël d'ajouter : «C'est un acte naturel dans la culture des deux peuples...» Qui mieux que nous, les Juifs, pouvons pardonner à ceux qui nous ont fait du mal ? Vous savez, les gens sont quelquefois différents de leur image publique. Qui sait ? C'est peut-être le cas pour Arafat...»

En tout cas, le premier ministre ne fait pas une confiance illimitée au chef de l'OLP. «Je lui accorde», a-t-il dit, «le bénéfice du doute». Le geste hautement symbolique de la poignée de main représente pour beaucoup d'Israéliens, y compris parmi ceux qui soutiennent les efforts de paix, un véritable séisme psychologique. «C'est beaucoup trop tôt», estime un nombre de journalistes locaux.

«Un spectacle obscène»

«Depuis trente ans Arafat incarnait pour nous le diable en personne. Rabin, quand il était chef de l'armée en 1982, parlait des combattants de l'OLP comme de véritables «coffres-forts». Ariel Sharon, son ministre de l'époque, qualifiait Arafat d'espèce de «créature bizarre avec des poils partout sur le visage». Même si beaucoup d'entre nous faisaient la part de la propagande, nous avons été élevés avec ces images-là. Vraiment, il faut déjà laisser un peu de temps à l'opinion pour digérer la reconnaissance de l'OLP. Voici que les choses s'embrouillent et que le gouvernement donne l'impression d'être plus contrôlé par le mouvement, c'est grave...»

«Ce sera un spectacle obscène», a prédit le Jerusalem Post, journal de la droite anglophone. «Le premier ministre, se demande l'éditorialiste, pourra-t-il au moins éviter les embrassades d'un homme directement responsable, comme dit Ariel Sharon, de la plus large flaque de sang civil juif

## Les principaux points de l'accord

Voici les principaux points de l'accord entre Israël et l'OLP sur l'autonomie palestinienne pour les cinq ans à venir, en commençant par «Gaza, Jéricho d'abord», qui devait être signé, lundi 13 septembre, à Washington. Intitulé «Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie», cet accord doit entrer en vigueur un mois après sa signature. Le Monde avait publié, le 2 septembre, cette «Déclaration» dans son intégralité.

■ **Préambule** : Israël et les Palestiniens proclament qu'il est temps de mettre fin à leur conflit, de reconnaître leurs droits légitimes et politiques mutuels, de s'efforcer de vivre dans la coexistence pacifique et d'aboutir à un accord de paix juste, total et durable.

■ **Elections** : un conseil sera élu directement, sous supervision internationale, par les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza pour gérer l'autonomie pour une période transitoire n'excédant pas cinq ans. Un accord sera conclu sur les modalités de l'élection, qui aura lieu au plus tard neuf mois après l'entrée en vigueur de la Déclaration de principes. Les Palestiniens de Jérusalem qui y vivent pourront participer au processus électoral.

■ **Juridiction** : la juridiction du conseil s'étendra aux territoires de la Cisjordanie et à la bande de Gaza, à l'exception des questions qui seront discutées lors des négociations sur le statut permanent. La Cisjordanie et la bande de Gaza forment une unité territoriale unique dont l'intégrité sera préservée durant la période transitoire.

■ **Période transitoire et négociations** : le statut final : la période transitoire de cinq ans commencera avec le retrait israélien de la bande de Gaza et de la zone de Jéricho. Les négociations sur le statut définitif commenceront au plus tard au début de la troisième année de la période transitoire. Ces négociations couvriront notamment : Jérusalem, les réfugiés, les implantations, les arrangements de sécurité, les frontières et les relations avec les voisins.

■ **Passation préparatoire des pouvoirs** : dès l'entrée en vigueur de

## L'éventail des futurs

Suite de la première page

Aussi, au-delà d'un accident à court terme provoqué par les radicaux et toujours possible, l'analyse suggère-elle trois scénarios pour penser le futur à un horizon de dix ans.

Dans le premier scénario, l'éloignement de l'Irak, l'affaiblissement de l'Irak, une relative stabilité en Syrie, Jordanie, Arabie saoudite et Egypte assurent la pérennité du tête-à-tête israélo-palestinien. Dès lors, la nécessité de résoudre ensemble des problèmes quotidiens, l'esprit d'entreprise des Israéliens, le niveau d'éducation des Palestiniens, la démocratie relative qui règne au sein de l'OLP, l'existence des territoires, l'aide des diasporas, la soutien économique de la Communauté européenne et des Etats-Unis favorisent les investissements étrangers et l'essor économique de la zone. Dans un tel contexte, les intégrités de tous bords peuvent se retrouver marginalisées et les questions les plus difficiles, comme celles de Jérusalem, du statut et du devenir des implantations israéliennes en Cisjordanie, recevoir une solution. A plus long terme, rien n'empêche même de rêver à l'émergence d'un marché commun proche-oriental incluant la Jordanie, l'Egypte et peut-être l'Arabie saoudite.

Un deuxième scénario est concevable, avec de multiples variantes : la déstabilisation politique de l'environnement israélo-palestinien - chose durable en Syrie après la disparition d'Hafez El Assad, lues violentes de clans en Arabie saoudite, ébranlement du régime égyptien par les Frères musulmans, élargissement des possibilités de manœuvre de Saddam Hussein, montée en puissance

de l'Irak. Dans ce scénario, le découplage israélo-palestinien subsisterait, mais il serait en permanence menacé par le terrorisme d'extrême droite musulman trouvant refuge dans l'un ou l'autre des pays de la région. Des hommes politiques de premier plan pourraient être assassinés. Le développement économique israélo-palestinien s'en trouverait ralenti par suite des craintes des investisseurs étrangers, et les inégalités de revenus entre Israéliens et Palestiniens contribueraient à élargir le climat déjà assombri par les attentats.

Un troisième scénario enfin, le plus noir : le bouleversement de l'environnement atteindrait un tel niveau et prendrait des formes telles que la coexistence paisible entre Israël et l'Etat palestinien en serait gravement compromise, tandis que l'Etat hébreu pourrait se voir à nouveau impliqué dans des conflits avec ses voisins. L'accord du 13 septembre 1993 aurait certes changé le cours de l'histoire, mais ses effets potentiels seraient largement annulés par les soubresauts d'une région encore grosse de tensions.

Ces images du futur ne sont que des caricatures, des baïlloles pour la pensée. L'avenir tracera son chemin irrégulier au gré des aléas, de l'action des forces sociales et de la volonté des hommes. Rien n'est encore écrit, mais les deux signatures apposées, à la Maison Blanche, au bas de la Déclaration de principes israélo-palestinienne rendent soudainement concevable un futur d'espérance.

JACQUES LESOURNE

## Abou Mazen au grand jour

Mahmoud Abbas - alias Abou Mazen - qui devait signer l'OLP l'accord avec Israël, est un homme de l'ombre, plongé depuis plus de dix ans dans le complexe dossier des relations israélo-palestiniennes. Considéré comme l'un des architectes de l'accord sur l'autonomie palestinienne, il est avant tout un fidèle de Yasser Arafat. Il a adhéré à son mouvement, le Fatah, au tout début des années 60, alors qu'il vivait dans les pays du Golfe.

Agé de 58 ans, le discret Abou Mazen, apprécié des dirigeants arabes et des diplomates, n'est pas spécialement populaire dans les rangs palestiniens. Les militants ne le connaissent pas. Il n'est pas prolifique et reste peu connu des journalistes qu'il évite généralement.

Originaire de Safed, dans le nord de la Palestine (aujourd'hui Israël), qu'il quitta en 1948 pour s'établir à Damas, il est titulaire d'une thèse de doctorat sur le sionisme, soutenue à Moscou à la fin des années 70. C'est à cette époque qu'Abou Mazen, de nature réservée, «a été convaincu qu'il n'y avait pas de solution possible au conflit israélo-arabe sans un dialogue entre Israéliens et Palestiniens», selon ses proches collaborateurs.

Dès le milieu des années 70, ce pragmatisme noua des contacts discrets avec des personnalités de la gauche israélienne non-sioniste, notamment des membres du Parti communiste israélien qu'il rencontre à Prague. Membre du Comité central du Fatah, il entre en 1983 - au moment où il quitte Damas pour Tunis - au Comité exécutif de l'OLP, où il devient chef du département des relations arabes et internationales. C'est à cette époque qu'il commence à apparaître en public lors de rencontres avec des Israéliens en 1983. Il participe à tous les forums qui se tiennent à l'initiative d'organisations non-gouvernementales en Roumanie ou en Hongrie et s'entretient alors avec des personnalités du Mapam, la gauche sioniste israélienne. Ces rencontres devaient lui attirer l'hostilité d'une partie des cadres de l'OLP. - (AFP)

## Le précédent de Camp David

La signature de l'accord entre Israël et l'OLP en rappelle une autre, celle de l'accord négocié, à Camp David, aux Etats-Unis, dans l'Etat du Maryland, au mois de septembre 1978, sous l'égide des Etats-Unis, entre l'Egypte et l'Etat juif. Ces deux pays s'engageaient alors à conclure un traité de paix dans les trois mois, l'année israélienne se terminant au 1er septembre, calendrier précis. L'avenir des territoires occupés de Cisjordanie et de la bande de Gaza était aussi évoqué. Un projet d'autonomie dans ces territoires occupés - assez comparable à celui qui vient d'être établi - avait été déjà élaboré, mais, les Palestiniens ayant refusé de l'examiner, il était resté lettre morte.

Le voyage historique du président égyptien, Anouar El Sadate, à Jérusalem, le 19 novembre 1977, avait ouvert la voie au processus de paix. Il fallut de longues tractations avant que le président américain, Jimmy Carter, décide, au début du mois d'octobre 1978, de lancer ses invitations à Anouar El Sadate et au premier ministre israélien, Menachem Begin, afin de «chercher un cadre pour le paix au Proche-Orient».

La réunion commença, le 6 septembre, à Camp David, la résidence de week-end des présidents américains. Alors que l'environnement à Jérusalem était tendu, l'accord fut annoncé et paraphé, le 17 septembre, par Jimmy Carter, Anouar El Sadate et Menachem Begin.

Le traité de paix israélo-égyptien fut signé le 26 mars à la Maison Blanche par les présidents américain et égyptien et par le premier ministre israélien, au cours d'une cérémonie à laquelle quelque 1 600 personnes avaient été conviées.

RÉGIS DEBRAY

## L'ÉTAT SÉDUCTEUR

L'ÉTAT ET LA FONCTION PUBLIQUE

DE LA FONCTION PUBLIQUE

ET DE L'ART DE GOUVERNER.

GALLIMARD







Yasser Arafat et les Etats-Unis **Exorcismes**

Yasser Arafat et les Etats-Unis  
*La longue quête d'une reconnaissance*

**WASHINGTON**

*de notre correspondant*

Même auprès d'un public blasé, qui a déjà vu le drapeau noir descendre du Kremlin et qui a assisté à la chute du mur de Berlin, l'image est de celles qui laissent rêver : Yasser Arafat à la Maison Blanche, «l'homme au keffiyeh», longtemps accusé aux États-Unis d'être un des parrains du terrorisme, reçu dans les salons officiels américains...

Invité pour la première fois de sa vie à Washington, hôte de marque de la capitale américaine, Arafat a

alors d'ouvrir le dialogue avec la centrale palestinienne. Brèves rencontres. Au début de l'été 1990, l'administration Bush suspendit les discussions après que l'OLP ait refusé de condamner une attaque menée par une de ses factions sur un temple, au sud de Tel-Aviv.

A vrai dire, l'administration ne faisait que respecter une ligne de conduite dictée par le Congrès. En 1989, celui-ci avait voté une législation imposant au gouvernement de suivre l'activité de l'OLP et de cesser tout contact avec la centrale palestinienne en cas où l'une de ses cellules commettait un attentat.

Tout se passe comme si les Israéliens avaient, au fil des ans, largement accompli, de manière soutenue, la révolution mentale qui éclate maintenant au grand jour. Comme si les savaient déjà, plus ou moins confusément — surtout depuis le déclenchement de l'intifada — qu'ils le feraient, ils avaient, vers le début de l'année, commencé à accepter de construire la paix avec Yasser Arafat et personne d'autre. Bref, la majorité d'entre eux étaient «mûrs» pour l'aventure. Encore fallait-il qu'un dirigeant respecté, au-dessus de tout soupçon de faiblesse, les obligât à en prendre conscience. Ce ne pouvait être

de l'administration israélienne, qui guillotine le diplomate, chef d'Etat sans état, rescapé de toutes les batailles du Proche-Orient, a dû, à coup sûr, savourer l'ultime étape de ce qui a été pour l'OLP un long marathon consacré à la quête d'une éventuelle reconnaissance de la part des Etats-Unis.

Yasser Arafat touche à son après plusieurs années. S'il obtient un visa pour se rendre à New-York, le 13 novembre 1974, où, pistolet à la ceinture et rameau d'olivier à la main, il prononcera un discours à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, il ne peut recommencer en 1988. Les Etats-Unis rechignent à lui accorder un visa, le chef de l'OLP se rendit à l'ONU, à Genève.

La même année vit M. Arafat prononcer les «mots» que le gouvernement américain attendait : reconnaissance du droit à l'autodétermination, à la fin de la domination du terrorisme. Washington décida

d'*«activités terroristes»*. Cette législation est toujours en vigueur et, formellement, l'administration ne peut pas reconnaître l'OLP tant que le Congrès ne l'aura pas abrogé.

Le dialogue avec l'OLP de Tunisie s'arrêta. Mais, conséquence du processus de négociations israélo-arabes mis en œuvre au lendemain de la guerre du Golfe, les Etats-Unis engagèrent un dialogue soutenu avec les représentants de l'OLP de l'intérieur, Fayyaz Husseini et Issam Achour, qui, pour être résidents des territoires occupés, n'en paraissent pas moins leurs consignes à Tunis... En réalité, les relations entre les Etats-Unis et l'organisation palestinienne avaient commencé avant les contacts de 1969 au Liban, la CIA avait passé un accord avec l'OLP, aux termes duquel celle-ci assurait la protection de l'ambassade américaine à Beyrouth.

AL. Fr.

qu'Itzhak Rabin, ce sabra pragmatique, sans dogme ni état d'âme.

«La mémoire est un droit», affirmait autrefois, en songeant aux Arabes qu'aux Juifs, Haim Weizmann, futur président de l'Etat d'Israël. Ce peut être aussi un poison qui nourrit les rancœurs et brouille la vue. En l'occurrence, le premier ministre joue un rôle d'exorciste, en assurant l'histoire avec une audace tout militaire, transgressant les tabous, il aide ses compatriotes à se libérer du poids des peurs et des haines — ces levains du conflit, — à se débarrasser du passé. Itzhak Rabin, comme Yasser Arafat, a su en quelque sorte, avoir l'audace de sa modération.

Et comme il n'est pas l'homme des demi-mesures, le premier ministre est allé plus vite, et plus loin, qu'on aurait pu le croire. *«A partir du moment où nous avons décidé de prendre le risque de nous fixer des engagements avec Yasser Arafat, il faut aller jusqu'au bout et ne pas s'arrêter en chemin»,* expli-

*Comme un rêve d'enfance.*

A Nazareth et parmi les quelque 800 000 Arabes israéliens, même ceux qui sont contre la paix sont émus...

**NAZARETH**

de notre envoyé spécial

Pour Naïta, c'était un rêve qu'elle faisait, enfant, en de ceux dont elle savait qu'ils n'étaient pas très sérieux mais qu'elle faisait «*comme si*» : c'était comme ça que l'on se comportait à l'époque très simple. L'histoire ne s'enseignait pas. Elle s'expliquait d'elle-même. Dans les montagnes, dans les champs, dans les villages, il suffisait de voir. Samedi, Naïta, quinze-vingt ans, est assise vu par la caméra devant elle, et elle considère encore, la sage, le monde qui l'a vue naître.

Sassine Jael. Dans ma tête, ils ont toujours été mes frères. Mes frères, mes frères, mes frères... Les autres aussi. Mon grand-père a été tué par un commando juif en 1948, ma famille a été installée ensuite en Israël. Maintenant ça va. Mon père, chauffeur-roulier, est payé comme un juif. Moi, j'ai des petites amies juives. Ça va bien. Ça va bien. Ici-Aviv, je dors chez elles. Mes voisins sont juifs, ça ne me vexait pas avoir de problèmes avec eux. Mais jamais je n'ai accepté que nos frères vivent comme des chiens dans les territoires occupés ».

Berlin, 27 - Il tient avec une prouesse qu'il prononce en français, ce mot-là, qui résonne dans la rue, loin de la tribune, un vieil homme, Tawfiq Toubi, qui a été député communiste à la Knesset de 1947 à 1981, fait écho au discours d'Ibrahim Nimer Hosseini, le porte-parole du Conseil arabe israélien. C'est lui, le premier arabe qui nous avons contribué à ce que les deux parties se rapprochent et négocient. Depuis toujours nous voulions cette cohabitation. C'est notre victoire historique ».

A quelques kilomètres de là,

Elle s'est tenue à l'écart, sous les arcades des cafés, des pâtisseries et des petits restaurants. Au côté de sa fille, Djennifa, âgée de dix-neuf ans, elle a écouté les obscurs qu'il n'ont rien dit de

«*Séisme des apogées*». Puis, il s'est appare ce que l'image qu'il avait si longtemps hantée : deux drapeaux, des couleurs autrefois interdites, flottant et croisant les pils de la grande ville de Jérusalem. Nalla et Djemila ont pleuré. Djemila a répété : «*C'est incroyable, c'est incroyable*». Nalla et Djemila sont Palestiniens de nationalité israélienne. Elles font partie des huit cents mille Arabes en Israël.

Les organisateurs avaient choisi la ville de Jérusalem, une ville d'égérie orthodoxe du portique de la façade orthodoxe au-dessous de deux branches de palmier. Ils avaient prévu une foule, une marée de mariniers, un défilé d'armes, des Drapeaux, mille personnes seulement sont venues à Nazareth, la ville arabe de Galilée. J'ai, un étudiant en médecine de dix-neuf ans

de mort : nous compatriotes qui riaient à Gaza, le compatriote qui tombait dans la misère et ce Saddam, le fils de Saddam Hussein, qui a voulu prétendre qu'il pouvait battre les Américains et libérer la Palestine.»

Aujourd'hui, Nalla veut croire sa «*pent* pas» qui est en train de s'accomplir : «*La route est encore très longue et difficile. J'ai très peur d'une deuxième guerre civile*».

Aujourd'hui, la source élimente un kibboutz, même désemparée les vieux titres de propriété arabs correspondant aux terres confisquées. «*Avant l'arrivée des falachas (les immigrés juifs ethniques), nous avions construit comme des cités d'été, du troisième degré. Maintenant, nous sommes descendus d'un degré en dessous*», dit-il en montrant sa carte d'identité israélienne sur laquelle est inscrite la

**Même culture, même desarmement**

Aujourd'hui, la source élimente un kibboutz, même désemparée les vieux titres de propriété arabs correspondant aux terres confisquées. «*Avant l'arrivée des falachas (les immigrés juifs ethniques), nous avions construit comme des cités d'été, du troisième degré. Maintenant, nous sommes descendus d'un degré en dessous*», dit-il en montrant sa carte d'identité israélienne sur laquelle est inscrite la

« Mais, en même temps, je suis contente de vivre avec le peuple juif : il nous a apporté le progrès, la technologie, la liberté. La démocratie, c'est unique dans le monde. Mais il y a eu aussi la discrimination. Je ne quitterai pas Nazareth pour aller vivre en Palestine si le nouvel État indépendant se créait. Nazareth reste mon pays. » Amoureux de musique folklorique, il aime chanter les chansons de son pays. « Nous avons les mêmes voix, les mêmes visages, les mêmes mœurs, je me sens si

« Nous sommes Palestiniens, nous parlons la même langue, nous avons la même culture, les mêmes désespoirs. »

« Quand nous étions petits, à l'école, le directeur qui était comme nous, arabe, était obligé de nous faire porter des drapeaux israéliens et de fêter l'anniversaire de l'indépendance d'Israël, raconte-t-il. Il a fallu 1974 pour qu'un maître arabe s'installe à l'école. C'était l'un de nos frères. Il avait réussi à faire des études à Mossoul. Nous avons toujours le sentiment d'être des étrangers

ment palestinienne par sympathie et solidarité.

« Il est temps maintenant de leur donner leurs droits, leur pays et leur capitale à Jérusalem, s'enthous

proche d'eux, pourquoi ne pourrions-nous pas nous voir, nous rencontrer ? »

Palestiniens ? Israéliens ? Amira et Silman, vingt ans, étudiants à

dans notre propre pays, ne serait-ce qu'à travers les contrôles d'identité des policiers.

Bien sûr, Mohamed Jemai est ému par ce qui est en train de se

100

proche d'Itzhak Rabin, le ministre de l'habitat, et lui aussi ancien général, Binyamin Ben Eliezer, qu'il est largement capable de « gérer » la paix. Et ils savent également qu'il a perdu l'épreuve d'endurance de l'« occupation » des territoires.

Convaincus que la sécurité et la prospérité d'Israël progresseront d'un même rythme pourvu que le pays retrouve les vertus du compromis, l'équipe au pouvoir à Jérusalem rejette résolument le spectre d'une guerre perpétuelle. Elle veut doter l'Etat juif d'une véritable « sécurité politique » où la force de dissuasion, la vigueur de l'économie et la cohésion nationale compensent ce que le contrôle du territoire. La reconnaissance mutuelle et l'accord signé lundi, conformes à

Dans les mois et les années qui viennent, Israéliens et Palestiniens devront s'atteler à de nombreux problèmes concrets. Chaque difficulté surmontée peut consolider leur désir mutuel de préserver l'accès commun. Paradoxalement, l'occupation des territoires aura eu au moins un effet bénéfique inattendu, en permettant aux deux peuples de se mieux connaître.

Par une amère ironie de l'Histoire, c'est l'affaiblissement avec Israël qui a permis aux jeunes Palestiniens de reconquérir fièrement l'identité nationale perdue ou

*"Le passé n'importe pas", lance récemment Yitzhak Rabin à ses ministres israéliens. C'est un peu comme dire que le passé ne compte pas pour les Palestiniens.*

Israéliens à se tourner lucidement vers l'avenir. Le premier ministre incarne ainsi un sionisme beaucoup plus confiant et plus pragmatique que ses prédécesseurs; il est capable de se laisser convaincre, réceptif aux suggestions et prêt à prendre des risques pour la paix, plus attentif au monde. On est loin de l'indifférence hautaine affichée naguère par Golda Meïr: «Je ne suis pas une femme de bon sang. Je ignore les salons de beauté...»

Itzhak Rabin, comme Shimon Peres, rejette le « pessimisme historique » qui a longtemps hanté les gouvernements israéliens. Ceux-ci, voyaient en Israël un État « né », qui, au-delà du statu quo, n'offre ni perspective claire ni espérance durable.

**De nombreux problèmes concrets**

Leur accord conclu, Israéliens et Palestiniens ne vont pas s'aimer pour autant, et d'ailleurs personne ne le leur demande. Pour Itzhak Rabin, Yasser Arafat reste « un ennemi tout à fait désagréable ». Et la longue partie dont le premier acte se sera joué lundi dans le jardin de la Maison Blanche.

**JEAN-PIERRE LANGELLIER**

les deux hommes se serrèrent sans doute la main sans plaisir. Mais l'acte même de négocier est un événement considérable, qui modifiera, dans les deux camps, bien

(1) Dernier bastion de la résistance juive à l'avance des légions romaines de Tibère, Massada, sur la mer Morte, ne tomba, en l'an 73 de notre ère, qu'après le suicide collectif des assiégés.

passer, « même un Palestinien contre la paix est en ce moment d'actualité ». Il approuve le processus engagé mais il attend : « Qui peut connaître véritablement les intentions israéliennes ? Pour l'instant, le Rabbin donne l'impression qu'il y aura un jour un Etat palestinien, il faut voir. La communauté internationale est-elle prête à inverser, au-delà de l'effet émotionnel du moment, l'évolution anti-palestinienne qui a eu lieu après la guerre du Golfe ? »

De leur côté, les dirigeants islamistes qui gèrent la ville d'Aum - El-Fahim ont refusé, jusqu'à maintenant, de commenter publiquement les accords israélo-palestiniens. La présence d'un seul responsable du mouvement islamique, Abdallah Nimer Darwish, amadi, à Nazareth, aux côtés des représentants arabes, israéliens, était à la fois interprétée comme une approbation discrète au processus de paix et comme le signe d'une probable division des islamistes sur le sujet.

« Comme dans toute démocratie, nous discutons, résumons, par un euphémisme, Ibrahim Abu Jibor, directeur du Centre de recherches islamiques d'Aum El-Fahim. Le sentiment général serait d'approuver le processus de paix tout en exprimant des réserves. Après dix ans d'années d'étranglement, les Palestiniens ne veulent pas une paix qui se limiterait à une simple autonomie. On ne parle, dans les accords, ni de Jérusalem, ni du retour des réfugiés ». Serveur d'un snack-bar d'Haïfa, Ali, un jeune de base, pense, lui, que « l'O.L.P. a été un faux pays ». De tout façon, nous ne sommes plus en un Etat palestinien mais en un Etat islamique. La seule loi est celle du Coran et Jérusalem reste à libérer, dit-il avec un grand sourire.

Samedi soir, Nafita et Djemila  
ont restées encore longtemps  
sur les arcades. Le place était  
déserte, des amis leur ont  
proposé de les raccompagner en  
voiture, les deux femmes ont  
refusé. Une affiche s'est mise à  
brûler sur la place : «45  
ans, it's too long». Plus loin,  
un autobus transportait un groupe de  
jeunes filles de la basilique de  
Annunciation vers l'un des trois  
modestes hôtels perchés au som-  
met de la ville. Nafita et Djemila  
ont rentrées, la nuit tombait.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Pour inscription, faxez votre carte de visite au 42 26 15 05

7 8 9 10 11

\_\_\_\_\_

**15-17 SEPTEMBRE 1993**  
**PALAIS DES CONGRES**  
**PORTE MAILLOT - PARIS**  
**LE SALON INTERNATIONAL**  
**DU TRANSPORT AERIEN**

**DES STANDS, DES COLLOQUES,  
DES CONFÉRENCES, DES INTERVIEWS PRESTIGIEUX.**

- Protection, détection : la sûreté des passagers, la sécurité des vols,
- Ce que sera le transport aérien du II<sup>e</sup> millénaire,
- L'avenir du transport et des Compagnies en Europe,
- Relations aéroports-rivierains,
- Evolutions des technologies de télécommunication (téléphone, télévision),
- Le jeu concurrentiel dans une économie de crise,
- Formation et plan de carrière des personnels...

**UN SALON INTERNATIONAL PARRAINE PAR :**

Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme,  
Ministère des Entreprises et du Développement Économique,  
chargé des Petites et Moyennes Entreprises,  
Ministère de l'Industrie des Postes et Télécommunications.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

UNE MANIFESTATION

**MO** **MONDIAL**  
**CONVENTION**

115, rue Lamarck 75018 PARIS  
Tél. : 42 26 33 45 - Fax : 42 26 15 05  
Minitel : 36.15 MOND (réalisation SEACOM).

Le journal **LE MONDE** offre à ses lecteurs 400 inscriptions gratuites  
aux colloques du SIPTA (valeur 1186 F TTC).

ISSUES COMMUNICATION

Pour inscription, faxez votre carte de visite au 42 26 15 05

**SIPTA**  
SALON INTERNATIONAL DES PROFESSIONNELS DU TRANSPORT AFRICAIN

**15-17 SEPTEMBRE 1993**  
**PALAIS DES CONGRES**  
**PORTE MAILLOT - PARIS**  
**LE SALON INTERNATIONAL**  
**DU TRANSPORT AERIEN**

**DES STANDS, DES COLLOQUES,  
DES CONFÉRENCES, DES INTERVIEWS PRESTIGIEUX.**

- Protection, détection : la sûreté des passagers, la sécurité des vols,
- Ce que sera le transport aérien du II<sup>e</sup> millénaire,
- L'avenir du transport et des Compagnies en Europe,
- Relations aéroports-rivierains,
- Evolutions des technologies de télécommunication (téléphone, télévision),
- Le jeu concurrentiel dans une économie de crise,
- Formation et plan de carrière des personnels...

**UN SALON INTERNATIONAL PARRAINE PAR :**

Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme,  
Ministère des Entreprises et du Développement Économique,  
chargé des Petites et Moyennes Entreprises,  
Ministère de l'Industrie des Postes et Télécommunications.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

UNE MANIFESTATION

**MO** **MONDIAL**  
**CONVENTION**

115, rue Lamarck 75018 PARIS  
Tél. : 42 26 33 45 - Fax : 42 26 15 05  
Minitel : 36.15 MOND (réalisation SEACOM).

Le journal **LE MONDE** offre à ses lecteurs 400 inscriptions gratuites  
aux colloques du SIPTA (valeur 1186 F TTC).

ISSUES COMMUNICATION

Pour inscription, faxez votre carte de visite au 42 26 15 05











## POLITIQUE

Revenant sur la scène politique

## Lionel Jospin veut participer au combat du PS contre « le conformisme, la résignation ou l'impuissance »

Après une retraite de cinq mois, l'ancien premier secrétaire du PS et ancien ministre d'Etat Lionel Jospin a décidé de revenir sur la scène politique. Ses amis se sont réunis à huis clos, samedi 11 et dimanche 12 septembre, à Cauterets (Hautes-Pyrénées). Lionel Jospin veut lutter « contre le conformisme, la résignation ou l'impuissance ». Les rocardiens s'en félicitent. Les amis de Laurent Fabius sont aux aguets.

Lionel Jospin est de retour ! Une petite nouvelle que nul n'attendait de voir. Avril 1992 : il n'est plus ministre, rupture avec François Mitterrand. Avril 1993 : il n'est plus député, rupture avec le PS. L'ancien premier secrétaire du PS, l'ancien ministre d'Etat déserte. « Par règle de vie personnelle et par nécessité », comme il dit à l'époque, il choisit de retourner là d'où il était parti en 1965 : la diplomatie. Petit cin d'œil de l'histoire : il revient au quai d'Orsay au moment où s'y installe son adversaire d'hier à Paris, Alain Juppé. Ministre plénipotentiaire de seconde classe, à cinquante-six ans, Lionel Jospin rêve d'une ambassade, pas trop loin de la France. Il le fait savoir. Il attend toujours. Le dédain d'Alain Juppé est sans doute la cause première de ce retour en première ligne politique d'un homme qui, par déontologie personnelle, était, de toute façon, incapable de se satisfaire d'un placard doré.

Lionel Jospin ne pouvait accepter cette préférence forcée. Il était fatal que le virus de la politique le repart. Durant l'été, il a pris langue avec Michel Rocard, réorganisé des déjeuners hebdomadaires avec ses proches pour un retour, dès lors, programmé et consacré par la réunion à huis clos, les 11 et 12 sep-

tembre, d'une centaine de ses amis à Cauterets (Hautes-Pyrénées). « Nous sommes au fond du trou, nous essayons de remonter. J'ai pensé : c'est maintenant qu'il faut en être », explique-t-il dans un entretien publié par Libération lundi 13 septembre. Certains de ses amis confient que c'est plutôt le démenti infligé par la nouvelle « méthode Rocard » à son pronostic personnel, lequel n'était pas particulièrement optimiste, qui l'a convaincu de faire ce nouveau pas de côté.

Officiellement, les rocardiens ne peuvent, évidemment, que s'en féliciter. Ce retour de Lionel Jospin devrait conforter leur dispositif de transformation du parti, ainsi que son axe majoritaire. L'ancien premier secrétaire du PS peut être un coéquipier précieux pour le président de la nouvelle direction du parti. En mars dernier, il plaçait déjà pour « la métamorphose du PS ». Son discours n'a apparemment pas changé. « Contre le conformisme, la résignation, l'impuissance, beaucoup, à gauche et ailleurs, seraient prêts à se mettre en mouvement », persiste-t-il à espérer.

Sur ce discours de transformation de leur parti, les deux hommes, comme avant l'été, restent exactement sur la même longueur d'onde. Lionel Jospin a su préserver, aussi, une image morale intacte, ce qui, par les temps qui courent, ne peut qu'être profitable. Son ancrage à gauche, solide, devrait offrir une capacité nouvelle de dialogue avec les autres forces de gauche – et, notamment, avec le Parti communiste – qui manquait à l'équipe rocardienne. Enfin, ce qui n'est pas secondaire, Lionel Jospin bénéficie encore d'un poids médiatique qui peut être utile à un Michel Rocard fort dépourvu sur ce terrain, envahi par la droite. « Le PS n'a pas été muet », constate Louis Mermaz dans le Figaro du 13 septembre. Les déclarations de

ses responsables ou celles de son bureau national n'ont pas été reprises. Nuance ! Le 16 septembre, Lionel Jospin ira, déjà, soutenir Claude Evin dans son combat important et symbolique de Saint-Nazaire.

Le retour de Lionel Jospin n'a pas que des avantages. A l'heure où tous les efforts des rocardiens, en vue du prochain congrès, tendent à « fixer » les fabiusiens dans une majorité cohérente et imposante, cette rentrée pourrait, au contraire, accentuer leur mauvaise humeur. « Ce n'est pas le meilleur moyen de stabiliser les choses », reconnaît l'un des lieutenants de Laurent Fabius, Claude Bartolone. « Nous, nous n'oublions pas qu'il a une part de responsabilité énorme dans la division de notre parti, ni que, s'il est sorti par la fenêtre le 3 avril dernier, c'était au moment où ses amis écrivaient le dernier acte d'une pièce écrite en 1986. »

## Les rapports avec l'Elysée

Il faudra, aussi, savoir comment ce retour est interprété par l'Elysée, au moment où le PS s'interroge sur la rupture nécessaire ou pas avec le mitterrandisme. Pierre Mauroy a expliqué au bureau exécutif, le 8 septembre, que le PS n'aurait que des désagréments à vouloir couper, d'un coup d'un seul, tous les ponts avec l'Elysée. Devant ses amis, Lionel Jospin a affirmé, lui, que « le PS est, désormais, dans une autre époque ». Dans Libération, il ajoute, même, qu'il a été « désolé » d'entendre les propos du chef de l'Etat, le 14 juillet dernier, sur l'impuissance des politiques à lutter contre le chômage. Il n'a donc pas l'intention de se taire. Sera-t-il chargé de dire ce que Michel Rocard ne pourra se permettre de déclarer ? Pour comprendre le raisonnement de Lionel Jospin sur le bilan du mitterrandisme, il faut se reporter à ses propos, sur

Antenne 2, en septembre 1991 : « Ce n'est pas simplement M. Mitterrand qui a fait le PS, avait-il dit. C'est aussi le PS qui a fait Mitterrand. Cette dialectique-là, entre un leader et une formation politique, se poursuivra dans l'avenir. »

Reste, pour l'heure, à définir plus précisément la tâche qui sera dévolue à Lionel Jospin. Aura-t-il un rôle de simple consultant ou prendra-t-il une part active dans la direction ? Il pourrait se voir confier l'organisation des Assises de la transformation sociale, prévues au lendemain du congrès d'octobre. Son nom est avancé pour la tête de la liste socialiste aux prochaines élections européennes. Lionel Jospin veut redevenir parlementaire européen, mais il ne semble pas être naturellement disposé à relever un défi auquel il avait déjà dû répondre, en tant que premier secrétaire, en juin 1984. Les fabiusiens ne veulent pas en entendre parler, considérant qu'en la circonstance le dévouement de Michel Rocard s'imposera... Martine Aubry a semblé, dimanche, au « Grand jury RTL-Le Monde », se rallier à cette opinion, en déclarant que pour ces élections européennes Michel Rocard ferait « un excellent candidat », compliment rare autant que suspect dans sa bouche.

Dans un entretien publié dimanche par les Dernières Nouvelles d'Alsace, Michel Rocard n'a pas rejeté cette éventualité. Comme on le confie dans son entourage, « la logique voudrait qu'il y aille si les circonstances ne sont pas extraordinairement contraires ». En tout état de cause, Michel Rocard précise, dans cet entretien, que le rôle de Lionel Jospin, « dirigeant intelligent et expérimenté, homme de convictions et de haute exigence éthique », serait « celui de son choix ». C'est ce qu'on appelle être accueilli à bras ouverts !

DANIEL CARTON

Dénonçant une « tentative de lynchage »

## Le MRG réaffirme son soutien à Bernard Tapie

Le comité directeur du MRG, réuni samedi 11 septembre à huis clos, a confirmé son « soutien politique » à Bernard Tapie, qui, en raison d'une « semaine épuisante », était absent. De même, ne participaient pas aux travaux du « parlement » du mouvement François Doubin et Roger-Gérard Schwartzberg, anciens présidents du MRG, réputés être parmi les plus fermement opposés à la présence du député des Bouches-du-Rhône dans les rangs de cette formation depuis son adhésion en février dernier.

Dans une motion adoptée à l'unanimité moins quatre abstentions, les radicaux de gauche regrettent « les débordements judiciaires et les excès médiatiques qui ont marqué les récents développements des affaires touchant l'Olympique de Marseille » et assurent que « toute personne, Bernard Tapie ou autre, faisant l'objet d'une tentative de lynchage public doit pouvoir compter sur le ferme soutien de tous les républicains ». Pour Jean-François Hory, président du MRG, « quelles que soient les turbulences

du moment », le président de l'OM représente pour son parti « la meilleure chance de faire un score très significatif » aux élections européennes, c'est-à-dire entre 5 % et 8 % des voix. Un congrès extraordinaire, prévu pour février, devra confirmer ce choix de la tête de liste. D'ici là, M. Tapie devrait animer « à peu près toutes les étapes » d'un tour de France, retardé d'un mois, que la direction du MRG commencera à la mi-octobre.

Regrettant « les difficultés persistantes du PS à sortir de sa longue cure psychanalytique », M. Hory a affirmé, d'autre part, qu'il revient au PS de « prendre l'initiative de rétablir les relations » avec le MRG, rompus depuis le 8 juillet dernier, après l'annulation in extremis par Michel Rocard d'une rencontre à laquelle devait participer M. Tapie. Le comité directeur a également approuvé une motion dénonçant les « dangers de régression sociale » de la politique « conservatrice » du gouvernement.

ANNE CHAUSSEBOURG

## alternatives économiques

septembre-octobre 93

- 1929-1993 : d'une déflation à l'autre
- ETATS-UNIS : l'emploi à deux vitesses
- 1994 : année de la reprise ?

20 F Chez votre marchand de journaux

Alternatives Economiques 12 rue du Chagnot 21000 DIJON

Galéo 1000  
Le téléphone-fax-copieur  
pensé et dessiné  
par France Télécom.2522 F HT  
(2 990 F TTC)

Avec Galéo 1000, France Télécom vous propose un nouveau concept de produit qui associe les fonctionnalités d'un téléphone haut de gamme à celle d'un fax et d'un copieur d'appoint. Très compact, il s'intégrera là où vous le souhaitez. Fonctonnel, l'appel sans décrocher, mémoire de 10 numéros, rapport d'émission... il transformera votre vie. Pour en savoir plus, composez sur votre Minitel 36 14 France Télécom.

En vente exclusive dans nos 600 Agences.

France Telecom

PRIX AU 1<sup>er</sup> JUILLET 1993



**Déniant une « tentative de lynchage »**

Le comité directeur du MRCI, réuni samedi 13 septembre à huis clos, a confirmé son soutien politique à Bernard Tapie, qui, en raison d'une semaine éprouvée, était absent. De même, ne participèrent pas aux travaux du comité directeur du mouvement François Dobbin et Roger-Gérard Schmitt, anciens présidents du MRCI, réputés être parmi les plus farouchement opposés à la présence de Claude de Buche-du-Rhône dans le conseil de cette formation. Malgré son adhésion en

du moment le président de la République pour son parti. L'ancien chancelier de l'Élysée, qui a été nommé aux fonctions de secrétaire d'État, s'est adressé à la S.O. des vot. Un compte rendu, très court, a été donné pendant la séance. Le président de la République a confirmé le choix de la liste D'ici là, M. Tappe a annoncé qu'il n'y avait pas de doute sur la victoire de la liste. Il a dit qu'il y avait un tour de force à accomplir d'un mois, que la liste du MRG commençait à se former.

Dans le discours qu'il a prononcé, dimanche 12 septembre, à la Fête de l'Humanité, Francis Wurtz, membre du bureau politique, a stigmatisé la politique d'Edouard Balladur, décrivant ce dernier comme « dur aux faibles et dévoué aux puissants » et appelant à « faire échec » à son « plan ». La grande manifestation annuelle du PCF a été l'occasion de débats sur l'avenir du communisme.

Pendant que l'on discutait, courtoisement, de l'avenir du communisme, à quelques dizaines de mètres de la scène centrale, devant le stand de la fédération du Pas-de-Calais du PCF, un jeune militant distribuait tranquillement les tracts du Comité Honecker de solidarité internationaliste. Le « comité d'honneur » de cette association, fondée le 10 octobre 1992, est notamment composé d'Henri Alleg, journaliste communiste torturé

En dépit de l'abandon prochain du « réalisme démocratique », les cellules, sections et fédérations du PCF n'ont, en fait, rien fait d'autre que décliner, d'une façon quelque peu mécanique, leur opposition à l'attitude mitigée, mais fondamentalement juste des élections du mois de mars dernier. « *Eh! Balladur, il y a deux cents ans que l'esclavage est aboli* », s'écrit dans le journal communiste de Bobigny. « *Balladur, c'est le servage moderne. Rassemblez-nous pour faire du neuf!* » proposent les communistes de la Seine-Saint-Denis. « *Cité internationale* », désormais occupée principalement par les pays du tiers-monde, le choix est sélectif : l'ancien parti frère italien est exclu, ainsi que les pays des orthodoxes de Refondation, communiste; les plus grands stands sont réservés à ce qui reste encore de ce qui fut un grand règne de l'occupation de l'homme, la Chine et Cuba.

note sur le pétroli, soulignant que cela ne rencontre n'avait « rien d'un événement nouveau ». Les deux hommes ont procédé à « un tour d'horizon de la situation, selon l'expression de M. Balladur, qui a précisé : « Nous avons parlé des journées parlementaires [du RPR, précédées par les 25 et 26 septembre la Rouchelle], des problèmes [dont] nous concernent notre pays et la conduite des affaires. » M. Chirac s'est refusé à toute déclaration mais on précise, dans son entourage, que le maire de Paris rencontre régulièrement le premier ministre, sans pour autant que les journalistes en soient informés. Ici, le nécessaire a été fait pour que cette entrevue soit connue.

À l'intention de ceux qui imaginent que M. Chirac pourrait s'effacer devant M. Balladur, Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint du RPR, a précisé, dimanche à Nîmes : « Il n'y a aucune ambiguïté », déclare M. Debré. *Je souhaite que ce soit Jacques Chirac qui soit notre candidat à la présidentielle, dans une complémentarité avec Edouard Balladur.* « Je sais bien », a ajouté le porte-parole du RPR, *qu'aujourd'hui, tout le monde dit : il ne faut pas en parler, c'est trop tôt.* Mais je dis : *il faut en parler, car les élections, c'est dans dix-huit mois.*

□ Le congrès du Front national se réunira en février 1994. — Au terme d'une réunion du conseil national de son parti, dimanche 12 septembre, à Paris, Jean-Marie Le Pen a indiqué que le prochain congrès du Front national se réunira du 4 au 6 février prochain au Port-Marly (Yvelines). Comme il l'avait déjà indiqué lors de son discours du rentrée à La Trinité-sur-Mer (*le Monde* du 24 août) et, avant lui, le député général, Bruno Mégret (*le Monde* du 25 juin), M. Le Pen a répété que le mouvement d'extrême droite va lancer une « campagne pour un nouveau pro-

Bruxelles, Lille, Lyon, Paris, Strasbourg  
Membre de SYNTEC. Membre IMD "International Management Development" - 79/83, rue Baudin 92309 Levallois-Perret Cedex Tél.: 16 (1) 47 56 49 40 Fax: 16 (1) 47 30 16 74







Pour protéger la santé des jeunes

## Une large majorité de Français est favorable à de fortes augmentations des taxes sur le tabac

Un sondage réalisé par l'Institut CSA pour le CNCT (Comité national contre le tabagisme), rendu public lundi 13 septembre, une large majorité de Français est favorable à une forte augmentation des taxes sur le tabac, permettant de réduire la consommation des jeunes. 71 % des personnes interrogées se disent favorables à une augmentation de 8 francs par paquet. Les responsables du CNCT dénoncent, par ailleurs, les récentes différences d'augmentation des taxes sur les cigarettes, les marques étrangères bénéficiant d'augmentations notablement inférieures à celles des cigarettes françaises.

C'est aujourd'hui un euphémisme de dire que le tabac n'a pas une bonne image en France. Perçu de plus en plus comme un produit nocif pour la santé, il devrait être taxé plus qu'il ne l'est aujourd'hui, afin de réduire ou de prévenir sa consommation par les jeunes. Telles sont les principales conclusions

du sondage réalisé par l'Institut CSA pour le CNCT (Comité national contre le tabagisme), rendu public lundi 13 septembre. 70,6 % des personnes interrogées se disent « favorables » ou « très favorables » à une augmentation de 8 francs ; seuls 24,9 % y sont totalement opposés. De 70,6 %, on passe à 73,2 % pour une taxe de 4 francs et à 75 % pour une taxe de 2 francs, la fraction des opposants se situant dans les deux cas à moins de 23 %.

Ces opinions largement majoritaires sont, selon le CNCT, d'autant plus importantes que le tabagisme concerne de plus en plus les jeunes et les adolescents. Chaque semaine, affirme ce comité, plus de 10 000 jeunes de douze à dix-huit ans commencent à fumer, soit environ 560 000 jeunes par an. Par ailleurs, 50 % des dix-huit-vingt-cinq ans consomment aujourd'hui du tabac.

Autre enseignement de ce sondage : 70 % des personnes interrogées souhaitent que les cigarettes, comme les autres produits issus du tabac, soient taxées en fonction de leur toxicité. 64 % se prononcent favorablement en faveur de l'interdiction de la vente de ces produits aux mineurs.

D'autre part, confrontés au choix entre différentes hypothèses d'aug-

mentation des impôts, les Français interrogés se prononcent en faveur de l'augmentation des taxes sur les cigarettes et les autres produits du tabac (52 %), devant l'augmentation de l'impôt sur le revenu (11 %), de la TVA (7 %), des taxes sur le carburant (5 %), de la CSG ou des cotisations sociales (3 %) et des tarifs publics (2 %).

**Un cadeau de 500 millions**

Selon les réponses, les revenus issus de taxes sur le tabac devraient être en priorité affectés aux dépenses médicales ou aux soins de santé (76 %), au financement de grands travaux, pour lutter contre le chômage (67 %), aux dépenses pour la protection de l'environnement (41 %) et au financement de campagnes de prévention en matière de santé publique (35 %).

Une forte majorité des Français approuverait des actions de communication et de prévention concernant le tabac. 84 % souhaitent que 1 % des revenus du tabac (350 millions de francs en 1992) soit utilisé afin de financer des actions de prévention de la consommation de tabac ; 74 % seraient favorables à ce que les paquets de cigarettes comportent davantage d'informations sur les conséquences du tabagisme sur la santé.

Les responsables du Comité national contre le tabagisme accusent en outre les fabricants de cigarettes et les pouvoirs publics de ne pas avoir respecté les augmentations prévues des taxes sur les cigarettes. « Une augmentation de deux fois 15 %, soit 32 % des taxes sur les cigarettes a été promise, puis annoncée. L'étude réalisée par nos services conduit à un résultat cionnant, voire incompréhensible : les cigarettes françaises ont vu leur taxation augmenter de 30 % contre 20 % pour les cigarettes étrangères », écrit, le 3 août dernier, le professeur Gérard Dubois, président du CNCT à Edouard Balladur.

« Chacun a pu croire que les cigarettes avaient baissé leurs marges. Il n'en est rien ; il s'agit là d'un véritable cadeau fiscal qui ne concerne que les marques des groupes étrangers qui, pour la plupart, ont maintenu une publicité illégale. S'il ne parvenait pas à obtenir une réponse claire et cohérente à ce sujet, le CNCT serait conduit à s'interroger publiquement,

car une telle orientation nuit au plus haut point aux intérêts de la santé publique ».

Selon le CNCT, cette différence correspond à « un cadeau de près de 500 millions de francs en année pleine pour les cigarettes étrangères qui, pour la plupart, à la différence de la SEITA, cherchent à contourner l'interdiction de la publicité ».

Ce comité s'interroge aussi « sur l'impossibilité d'obtenir le détail de l'utilisation des 450 millions de francs destinés aux sports mécaniques, somme qui n'a pas servi à promouvoir des messages sanitaires ». Dans l'attente d'une réponse du premier ministre et des différents ministères concernés, le CNCT demande aux parlementaires, lors de la prochaine discussion sur le budget d'augmenter les taxes de 40 centimes par gramme de tabac, soit 8 francs par paquet de cigarettes.

JEAN-YVES NAU

(1) Ce sondage a été mené auprès d'un échantillon de 1 000 personnes âgées de plus de dix-huit ans et représentatives de la population adulte (méthode des quotas, sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle du chef de famille, région, résidence et habitat).

Ire-Atlantique

## Épave à un second tour

Le maire sortant, candidat pour la première fois.

M. Evit a profité de ce recul sur Saint-Nazaire, mais aussi à Montoir, dans cette commune dépeçée par le communisme Hubert Boncompagni est conseiller municipal, Claude Frio, avec 32,23 % des voix (21,41 % en mai), repasse devant le candidat communiste (17,87 % contre 23,38 % en mai).

11 mars 1993	28 mars 1993	12 septembre 1993
73 999	73 999	73 751
47 429	47 747	29 461
36 43	35 44	60 05
24 381	43 594	28 544
Vote	Vote	Vote
787	31 02	31 915
221	23 03	21 681
297 (1)	14 15	49 73
783	2 34	3 272
994	2 46	1 186
348 (2)	3 04	4 15
466 (3)	2 52	659
815 (5)	1 69	646
754	1 69	385
963 (6)	2 44	363
		174
		74
		0 25
		72
		0 25

© Gilles Desnoy, Entente des écologistes-G.E. (S)

## Quatre élections cantonales

**AISNE :** canton d'Anzy-le-Château (1<sup>er</sup> tour).

1. 7 053 ; 2. 3 119 ; 3. 557 ; 4. 1 001.

Annick Coumou, maj. p. 1 570 (45,65 %). Jean-Louis Farcy, div. d. 1 203 (33,94 %). Stéphane Maréchal, div. d. 598 (19,82 %). Michel Salced, FN, 174 (5,79 %). Patrick Vallat, CN, 129 (4,29 %). Alain Dubois, PCF, 121 (4,03 %). H. Y. BAILLOTAGE.

Le scrutin traita, rendu nécessaire par l'incapacité de l'élection, au second tour des cantonnements de 1992, de Daniel Cuyon (maj. p.), élu député du Conseil général le 5 janvier dernier au motif que les conseils de canton n'ont pas pu être élus dans les délais. M. Coumou (dont l'indépendance pour sa liste n'est pas épuisée), qui s'est présentée. M. le 1<sup>er</sup> et les deux autres candidats de l'opposition. Le Front national perd plus de 1 point de pourcentage par rapport au premier tour de 1992, tandis que le PCF en gagne 1,20.

12 mars 1992 : 1. 1 592 ; 2. 839 ; 3. 404 ; 4. 304 ; 5. 204 ; 6. 104 ; 7. 104 ; 8. 104 ; 9. 104 ; 10. 104 ; 11. 104 ; 12. 104 ; 13. 104 ; 14. 104 ; 15. 104 ; 16. 104 ; 17. 104 ; 18. 104 ; 19. 104 ; 20. 104 ; 21. 104 ; 22. 104 ; 23. 104 ; 24. 104 ; 25. 104 ; 26. 104 ; 27. 104 ; 28. 104 ; 29. 104 ; 30. 104 ; 31. 104 ; 32. 104 ; 33. 104 ; 34. 104 ; 35. 104 ; 36. 104 ; 37. 104 ; 38. 104 ; 39. 104 ; 40. 104 ; 41. 104 ; 42. 104 ; 43. 104 ; 44. 104 ; 45. 104 ; 46. 104 ; 47. 104 ; 48. 104 ; 49. 104 ; 50. 104 ; 51. 104 ; 52. 104 ; 53. 104 ; 54. 104 ; 55. 104 ; 56. 104 ; 57. 104 ; 58. 104 ; 59. 104 ; 60. 104 ; 61. 104 ; 62. 104 ; 63. 104 ; 64. 104 ; 65. 104 ; 66. 104 ; 67. 104 ; 68. 104 ; 69. 104 ; 70. 104 ; 71. 104 ; 72. 104 ; 73. 104 ; 74. 104 ; 75. 104 ; 76. 104 ; 77. 104 ; 78. 104 ; 79. 104 ; 80. 104 ; 81. 104 ; 82. 104 ; 83. 104 ; 84. 104 ; 85. 104 ; 86. 104 ; 87. 104 ; 88. 104 ; 89. 104 ; 90. 104 ; 91. 104 ; 92. 104 ; 93. 104 ; 94. 104 ; 95. 104 ; 96. 104 ; 97. 104 ; 98. 104 ; 99. 104 ; 100. 104 ; 101. 104 ; 102. 104 ; 103. 104 ; 104. 104 ; 105. 104 ; 106. 104 ; 107. 104 ; 108. 104 ; 109. 104 ; 110. 104 ; 111. 104 ; 112. 104 ; 113. 104 ; 114. 104 ; 115. 104 ; 116. 104 ; 117. 104 ; 118. 104 ; 119. 104 ; 120. 104 ; 121. 104 ; 122. 104 ; 123. 104 ; 124. 104 ; 125. 104 ; 126. 104 ; 127. 104 ; 128. 104 ; 129. 104 ; 130. 104 ; 131. 104 ; 132. 104 ; 133. 104 ; 134. 104 ; 135. 104 ; 136. 104 ; 137. 104 ; 138. 104 ; 139. 104 ; 140. 104 ; 141. 104 ; 142. 104 ; 143. 104 ; 144. 104 ; 145. 104 ; 146. 104 ; 147. 104 ; 148. 104 ; 149. 104 ; 150. 104 ; 151. 104 ; 152. 104 ; 153. 104 ; 154. 104 ; 155. 104 ; 156. 104 ; 157. 104 ; 158. 104 ; 159. 104 ; 160. 104 ; 161. 104 ; 162. 104 ; 163. 104 ; 164. 104 ; 165. 104 ; 166. 104 ; 167. 104 ; 168. 104 ; 169. 104 ; 170. 104 ; 171. 104 ; 172. 104 ; 173. 104 ; 174. 104 ; 175. 104 ; 176. 104 ; 177. 104 ; 178. 104 ; 179. 104 ; 180. 104 ; 181. 104 ; 182. 104 ; 183. 104 ; 184. 104 ; 185. 104 ; 186. 104 ; 187. 104 ; 188. 104 ; 189. 104 ; 190. 104 ; 191. 104 ; 192. 104 ; 193. 104 ; 194. 104 ; 195. 104 ; 196. 104 ; 197. 104 ; 198. 104 ; 199. 104 ; 200. 104 ; 201. 104 ; 202. 104 ; 203. 104 ; 204. 104 ; 205. 104 ; 206. 104 ; 207. 104 ; 208. 104 ; 209. 104 ; 210. 104 ; 211. 104 ; 212. 104 ; 213. 104 ; 214. 104 ; 215. 104 ; 216. 104 ; 217. 104 ; 218. 104 ; 219. 104 ; 220. 104 ; 221. 104 ; 222. 104 ; 223. 104 ; 224. 104 ; 225. 104 ; 226. 104 ; 227. 104 ; 228. 104 ; 229. 104 ; 230. 104 ; 231. 104 ; 232. 104 ; 233. 104 ; 234. 104 ; 235. 104 ; 236. 104 ; 237. 104 ; 238. 104 ; 239. 104 ; 240. 104 ; 241. 104 ; 242. 104 ; 243. 104 ; 244. 104 ; 245. 104 ; 246. 104 ; 247. 104 ; 248. 104 ; 249. 104 ; 250. 104 ; 251. 104 ; 252. 104 ; 253. 104 ; 254. 104 ; 255. 104 ; 256. 104 ; 257. 104 ; 258. 104 ; 259. 104 ; 260. 104 ; 261. 104 ; 262. 104 ; 263. 104 ; 264. 104 ; 265. 104 ; 266. 104 ; 267. 104 ; 268. 104 ; 269. 104 ; 270. 104 ; 271. 104 ; 272. 104 ; 273. 104 ; 274. 104 ; 275. 104 ; 276. 104 ; 277. 104 ; 278. 104 ; 279. 104 ; 280. 104 ; 281. 104 ; 282. 104 ; 283. 104 ; 284. 104 ; 285. 104 ; 286. 104 ; 287. 104 ; 288. 104 ; 289. 104 ; 290. 104 ; 291. 104 ; 292. 104 ; 293. 104 ; 294. 104 ; 295. 104 ; 296. 104 ; 297. 104 ; 298. 104 ; 299. 104 ; 300. 104 ; 301. 104 ; 302. 104 ; 303. 104 ; 304. 104 ; 305. 104 ; 306. 104 ; 307. 104 ; 308. 104 ; 309. 104 ; 310. 104 ; 311. 104 ; 312. 104 ; 313. 104 ; 314. 104 ; 315. 104 ; 316. 104 ; 317. 104 ; 318. 104 ; 319. 104 ; 320. 104 ; 321. 104 ; 322. 104 ; 323. 104 ; 324. 104 ; 325. 104 ; 326. 104 ; 327. 104 ; 328. 104 ; 329. 104 ; 330. 104 ; 331. 104 ; 332. 104 ; 333. 104 ; 334. 104 ; 335. 104 ; 336. 104 ; 337. 104 ; 338. 104 ; 339. 104 ; 340. 104 ; 341. 104 ; 342. 104 ; 343. 104 ; 344. 104 ; 345. 104 ; 346. 104 ; 347. 104 ; 348. 104 ; 349. 104 ; 350. 104 ; 351. 104 ; 352. 104 ; 353. 104 ; 354. 104 ; 355. 104 ; 356. 104 ; 357. 104 ; 358. 104 ; 359. 104 ; 360. 104 ; 361. 104 ; 362. 104 ; 363. 104 ; 364. 104 ; 365. 104 ; 366. 104 ; 367. 104 ; 368. 104 ; 369. 104 ; 370. 104 ; 371. 104 ; 372. 104 ; 373. 104 ; 374. 104 ; 375. 104 ; 376. 104 ; 377. 104 ; 378. 104 ; 379. 104 ; 380. 104 ; 381. 104 ; 382. 104 ; 383. 104 ; 384. 104 ; 385. 104 ; 386. 104 ; 387. 104 ; 388. 104 ; 389. 104 ; 390. 104 ; 391. 104 ; 392. 104 ; 393. 104 ; 394. 104 ; 395. 104 ; 396. 104 ; 397. 104 ; 398. 104 ; 399. 104 ; 400. 104 ; 401. 104 ; 402. 104 ; 403. 104 ; 404. 104 ; 405. 104 ; 406. 104 ; 407. 104 ; 408. 104 ; 409. 104 ; 410. 104 ; 411. 104 ; 412. 104 ; 413. 104 ; 414. 104 ; 415. 104 ; 416. 104 ; 417. 104 ; 418. 104 ; 419. 104 ; 420. 104 ; 421. 104 ; 422. 104 ; 423. 104 ; 424. 104 ; 425. 104 ; 426. 104 ; 427. 104 ; 428. 104 ; 429. 104 ; 430. 104 ; 431. 104 ; 432. 104 ; 433. 104 ; 434. 104 ; 435. 104 ; 436. 104 ; 437. 104 ; 438. 104 ; 439. 104 ; 440. 104 ; 441. 104 ; 442. 104 ; 443. 104 ; 444. 104 ; 445. 104 ; 446. 104 ; 447. 104 ; 448. 104 ; 449. 104 ; 450. 104 ; 451. 104 ; 452. 104 ; 453. 104 ; 454. 104 ; 455. 104 ; 456. 104 ; 457. 104 ; 458. 104 ; 459. 104 ; 460. 104 ; 461. 104 ; 462. 104 ; 463. 104 ; 464. 104 ; 465. 104 ; 466. 104 ; 467. 104 ; 468. 104 ; 469. 104 ; 470. 104 ; 471. 104 ; 472. 104 ; 473. 104 ; 474. 104 ; 475. 104 ; 476. 104 ; 477. 104 ; 478. 104 ; 479. 104 ; 480. 104 ; 481. 104 ; 482. 104 ; 483. 104 ; 484. 104 ; 485. 104 ; 486. 104 ; 487. 104 ; 488. 104 ; 489. 104 ; 490. 104 ; 491. 104 ; 492. 104 ; 493. 104 ; 494. 104 ; 495. 104 ; 496. 104 ; 497. 104 ; 498. 104 ; 499. 104 ; 500. 104 ; 501. 104 ; 502. 104 ; 503. 104 ; 504. 104 ; 505. 104 ; 506. 104 ; 507. 104 ; 508. 104 ; 509. 104 ; 510. 104 ; 511. 104 ; 512. 104 ; 513. 104 ; 514. 104 ; 515. 104 ; 516. 104 ; 517. 104 ; 518. 104 ; 519. 104 ; 520. 104 ; 521. 104 ; 522. 104 ; 523. 104 ; 524. 104 ; 525. 104 ; 526. 104 ; 527. 104 ; 528. 104 ; 529. 104 ; 530. 104 ; 531. 104 ; 532. 104 ; 533. 104 ; 534. 104 ; 535. 104 ; 536. 104 ; 537. 104 ; 538. 104 ; 539. 104 ; 540. 104 ; 541. 104 ; 542. 104 ; 543. 104 ; 544. 104 ; 545. 104 ; 546. 104 ; 547. 104 ; 548. 104 ; 549. 104 ; 550. 104 ; 551. 104 ; 552. 104 ; 553. 104 ; 554. 104 ; 555. 104 ; 556. 104 ; 557. 104 ; 558. 104 ; 559. 104 ; 560. 104 ; 561. 104 ; 562. 104 ; 563. 104 ; 564. 104 ; 565. 104 ; 566. 104 ; 567. 104 ; 568. 104 ; 569. 104 ; 570. 104 ; 571. 104 ; 572. 104 ; 573. 104 ; 574. 104 ; 575. 104 ; 576. 104 ; 577. 104 ; 578. 104 ; 579. 104 ; 580. 104 ; 581. 104 ; 582. 104 ; 583. 104 ; 584. 104 ; 585. 104 ; 586. 104 ; 587. 104 ; 588. 104 ; 589. 104 ; 590. 104 ; 591. 104 ; 592. 104 ; 593. 104 ; 594. 104 ; 595. 104 ; 596. 104 ; 597. 104 ; 598. 104 ; 599. 104 ; 600. 104 ; 601. 104 ; 602. 104 ; 603. 104 ; 604. 104 ; 605. 104 ; 606. 104 ; 607. 104 ; 608. 104 ; 609. 104 ; 610. 104 ; 611. 104 ; 612. 104 ; 613. 104 ; 614. 104 ; 615. 104 ; 616. 104 ; 617. 104 ; 618. 104 ; 619. 104 ; 620. 104 ; 621. 104 ; 622. 104 ; 623. 104 ; 624. 104 ; 625. 104 ; 626. 104 ; 627. 104 ; 628. 104 ; 629. 104 ; 630. 104 ; 631. 104 ; 632. 104 ; 633. 104 ; 634. 104 ; 635. 104 ; 636. 104 ; 637. 104 ; 638. 104 ; 639. 104 ; 640. 104 ; 641. 104 ; 642. 104 ; 643. 104 ; 644. 104 ; 645. 104 ; 646. 104 ; 647. 104 ; 648. 104 ; 649. 104 ; 650. 104 ; 651. 104 ; 652. 104 ; 653. 104 ; 654. 104 ; 655. 104 ; 656. 104 ; 657. 104 ; 658. 104 ; 659. 104 ; 660. 104 ; 661. 104 ; 662. 104 ; 663. 104 ; 664. 104 ; 665. 104 ; 666. 104 ; 667. 104 ; 668. 104 ; 669. 104 ; 670. 104 ; 671. 104 ; 672. 104 ; 673. 104 ; 674. 104 ; 675. 104 ; 676. 104 ; 677. 104 ; 678. 104 ; 679. 104 ; 680. 104 ; 681. 104 ; 682. 104 ; 683. 104 ; 684. 104 ; 685. 104 ; 686. 104 ; 687. 104 ; 688. 104 ; 689. 104 ; 690. 104 ; 691. 104 ; 692. 104 ; 693. 104 ; 694. 104 ; 695. 104 ; 696. 104 ; 697. 104 ; 698. 104 ; 699. 104 ; 700. 104 ; 701. 104 ; 702. 104 ; 703. 104 ; 704. 104 ; 705. 104 ; 706. 104 ; 707. 104 ; 708. 104 ; 709. 104 ; 710. 104 ; 711. 104 ; 712. 104 ; 713. 104 ; 714. 104 ; 715. 104 ; 716. 104 ; 717. 104 ; 718. 104 ; 719. 104 ; 720. 104 ; 721. 104 ; 722. 104 ; 723. 104 ; 724. 104 ; 725. 104 ; 726. 104 ; 727. 104 ; 728. 104 ; 729. 104 ; 730. 104 ; 731. 104 ; 732. 104 ; 733. 104 ; 734. 104 ; 735. 104 ; 736. 104 ; 737. 104 ; 738. 104 ; 739. 104 ; 740. 104 ; 741. 104 ; 742. 104 ; 743. 104 ; 744. 104 ; 745. 104 ; 746. 104 ; 747. 104 ; 748. 104 ; 749. 104 ; 750. 104 ; 751. 104 ; 752. 104 ; 753. 104 ; 754. 104 ; 755. 104 ; 756. 104 ; 757. 104 ; 758. 104 ; 759. 104 ; 760. 104 ; 761. 104 ; 762. 104 ; 763. 104 ; 764. 104 ; 765. 104 ; 766. 104 ; 767. 104 ; 768. 104 ; 769. 104 ; 770. 104 ; 771. 104 ; 772. 104 ; 773. 104 ; 774. 104 ; 775. 104 ; 776. 104 ; 777. 104 ; 778. 104 ; 779. 104 ; 780. 104 ; 781. 104 ; 782. 104 ; 783. 104 ; 784. 104 ; 785. 104 ; 786. 104 ; 787. 104 ; 788. 104 ; 789. 104 ; 790. 104 ; 791. 104 ; 792. 104 ; 793. 104 ; 794. 104 ; 795. 104 ; 796. 104 ; 797. 104 ; 798. 104 ; 799. 104 ; 800. 104 ; 801. 104 ; 802. 104 ; 803. 104 ; 804. 104 ; 805. 104 ; 806. 104 ; 807. 104 ; 808. 104 ; 809. 104 ; 810. 104 ; 811. 104 ; 812. 104 ; 813. 104 ; 814. 104 ; 815. 104 ; 816. 104 ; 817. 104 ; 818. 104 ; 819. 104 ; 820. 104 ; 821. 104 ; 822. 104 ; 823. 104 ; 824. 104 ; 825. 104 ; 826. 104 ; 827. 104 ; 828. 104 ; 829. 104 ; 830. 104 ; 831. 104 ; 832. 104 ; 833. 104 ; 834. 104 ; 835. 104 ; 836. 104 ; 837. 104 ; 838. 104 ; 839. 104 ; 840. 104 ; 841. 104 ; 842. 104 ; 843. 104 ; 844. 104 ; 845. 104 ; 846. 104 ; 847. 104 ; 848. 104 ; 849. 104 ; 850. 104 ; 851. 104 ; 852. 104 ; 853. 104 ; 854. 104 ; 855. 104 ; 856. 104 ; 857. 104 ; 858. 104 ; 859. 104 ; 860. 104 ; 861. 104 ; 862. 104 ; 863. 104 ; 864. 104 ; 865. 104 ; 866. 104 ; 867. 104 ; 868. 104 ; 869. 104 ; 870. 104 ; 871. 104 ; 872. 104 ; 873. 104 ; 874. 104 ; 875. 104 ; 876. 104 ; 877. 104 ; 878. 104 ; 879. 104 ; 880. 104 ; 881. 104 ; 882. 104 ; 883. 104 ; 884. 104 ; 885. 104 ; 886. 104 ; 887. 104 ; 888. 104 ; 889. 104 ; 890. 104 ; 891. 104 ; 892. 104 ; 8



## SOCIÉTÉ

A Trébeurden et Saint-Quay-Portrieux (Côtes-d'Armor)

Les horizons incertains  
de la plaisance

L'avenir économique des deux nouveaux ports de plaisance des Côtes-d'Armor, Trébeurden et Saint-Quay-Portrieux, est incertain. Contrairement aux prévisions, les anneaux sont loin de se vendre comme des petits pains. La conjoncture, mais aussi d'après polémiques ont créé un climat défavorable. Surtout à Trébeurden, où, après le premier tour de l'élection municipale partielle du dimanche 12 septembre, Pierre Jagoret, ancien député (PS) des Côtes-du-Nord, devrait succéder à Alain Guenneac, maire (PS) démissionnaire.

## SAINT-BRIEUC

de notre envoyé spécial

Il n'y a eu cet été, dans le port de plaisance de Trébeurden, que des vagues naturelles. Mais le futur maire sait que toute fausse manœuvre peut faire chavirer les esprits et raviver la polémique. Car l'approche des problèmes en suspens paraît aussi délicate que celle, par gros temps, de l'anse de Trozoul elle-même.

Ecueil financier, d'abord : la Société du port de plaisance de Trébeurden (SPT) et l'entreprise Campenon-Bernard, actionnaire à 45 % de la SPT, réclament 7 millions de francs à la commune. Cette dette correspond au non-versement d'une subvention d'équipement et d'une avance remboursable, inscrites dans un avenant signé en avril dernier mais attaqué depuis par la préfecture des Côtes-d'Armor.

Pour s'en acquitter, le conseil municipal attendait le versement des indemnités liées au procès de l'Amoco-Cadiz... De plus, un contentieux, portant sur une vingtaine de millions de francs, demeure. Il résulte de l'augmentation de la facture globale du chantier, passée de 45 à 66 ou 70 millions de francs, selon le coût des dernières réalisations à venir (capitainerie, parkings et sanitaires). Début septembre, pelleteuses et rouleaux compresseurs procédaient encore au tracé d'une route et d'une zone piétonnière entourée d'espaces verts.

Cette hausse, explique Arnaud Vercken, président de la SPPT, découle de l'ensemble des perturbations « écolopolitico-judiciaires » qui ont interrompu les travaux à deux reprises entre novembre 1991 et mars 1993. Perturbations dont la responsabilité financière sera difficile à établir dans le détail...

Dans ce contexte, l'inauguration officielle du port, le 3 juillet, a été en ne peut plus discrète. Il ne s'agissait pas, indique M. Vercken, de donner aux opposants « le sentiment d'être provoqués ». Mais il était vital, pour les promoteurs, de ne pas différer d'une nouvelle saison la naissance de Trébeurden à la plaisance. Même si l'achèvement des travaux a pu causer des désagréments aux vacanciers... Informés. Car il fallait savoir que le port fonctionnait : la première opération de marketing n'a eu lieu qu'à la mi-août, avec l'organisation de trois journées « portes ouvertes » pendant lesquelles on a comptabilisé 240 bateaux et 800 personnes.

## Un « port mégalot »

S'agissant d'une création toute récente, on ne peut parler d'échec ou de réussite, ni spéculer sur sa future fréquentation. La saison 1994 sera autrement significative. Mais tout de même : le port dispose de 580 places, dont 80 réservées au passage. Sur les 480 emplacements disponibles, 50 avaient été achetés au 31 août. Tous les exploitants de ports de plaisance assurent que la rentabilité passe aussi par un environnement immobilier et commercial satisfaisant. Or, à Trébeurden, le projet initial de ZAC (zone d'aménage-

ment concerté) est, si l'on ose dire, à l'eau. L'arrivée précoce du printemps a été annulée pour « insuffisance d'enquête publique et défaut de concertation ».

« Le projet de ZAC est à repenser entièrement », estime M. Vercken. Un nouveau défi pour le futur maire, si Trébeurden ne veut pas se contenter d'être un « port de passage », doté d'un seuil abordable qui permet l'accès à la mer sept à huit heures par marée, soit trois fois plus de temps qu'à Perros-Guirec, le concurrent le plus proche.

Saint-Quay-Portrieux n'a pas connu une telle fièvre lors de l'édification de son port mixte pêche et plaisance, livré en juillet 1990. Les associations de défense du site ont pourtant fait preuve d'une combativité égale, mais leur action n'a pas été autant médiatisée. Elles dénonçaient un « port mégalot », avec ses 1 030 places programmées.

Après trois ans, on peut déjà faire un bilan, même si Saint-Quay a, lui aussi, accumulé les retards : les sanitaires n'ont été utilisables qu'en juin 1992 et le dernier ponton sera installé l'an prochain. Premier constat : les anneaux se vendent au compte-gouttes, après l'engagement du début, dû à l'attrait d'un port en eau profonde, toujours accessible. Fin 1990, 322 places sur les 933 disponibles avaient trouvé preneur. Fin 1993, on n'en dénombre guère plus de 380.

## Des places parfois plus chères que le bateau

Certes, il convient d'ajouter les locations, surtout à l'année, et les passages. La progression des nuitées de bateaux est honorable : 34 790 en 1991, 45 620 en 1992, quelque 60 000 prévues en 1993 (40 083 au 31 août). Mais beaucoup de plaisanciers continuent à utiliser les fonds d'estuaire ou les ports d'échouage plutôt que d'investir dans un abri, même sûr.

« Les gens trouvent l'argent nécessaire pour acheter un bateau, mais pas pour le protéger, regrette Michel Taton, le directeur du port. C'est pourtant un placement rentable pour l'acheteur qui loue un anneau. Mieux, même, que l'emprunt Balladur ! » Encore faut-il pouvoir s'offrir une place qui, pour les voiliers de 6 à 8 mètres, vaut parfois plus cher que le bateau. A Saint-Quay, le prix des anneaux est le plus élevé de la Bretagne nord. Les plaisanciers se plaignent en outre des tarifs de location : en juillet-août, il en coûtait de 410 F à 1 035 F la semaine pour les bateaux de 6 à 12 mètres, tous services compris il est vrai.

Remplées, donc, les prévisions euphoriques, voire trompeuses, de la fin des années 80, qui tablaient aussi sur la création (pêche incluse) de près de 1 000 emplois — on ne parle plus maintenant que de la « sauvegarde » des quelque 200 emplois portuaires existants. La zone commerciale (remplie à 60 % actuellement) devant être réduite, le seul équilibre d'exploitation ne sera pas atteint avant 1997-1998. A Trébeurden, on parle, pour ce faire, de l'an 2000.

Dans ces conditions, le vaste dessein d'une « chaîne de la plaisance », de Brest à Saint-Malo, n'est plus évoqué. Et les promoteurs reprochent maintenant au conseil général des Côtes-d'Armor un certain « désengagement politique et économique », après une active période de soutien. Aussi les projets de Lannion, également candidat à la plaisance, via sa rivière du Laguer, sont-ils gelés. Mais pas abandonnés. Alain Gourlou, le maire (PS), estime que la polémique trébeurdenaise, à 10 kilomètres de Lannion, a « pollué l'atmosphère » pour un bon moment. Il garde sa maquette (toute prête) pour des jours meilleurs...

MICHEL CASTANG

## DÉFENSE

Après la collision avec le pétrolier « Lyria »

Le « pacha » du sous-marin « Rubis »  
est relevé de son commandement

L'amiral Alain Coatanéa, chef d'état-major de la marine, a relevé de son commandement le « pacha » du sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire Rubis, qui est entré en collision dans la nuit du 17 au 18 août avec le pétrolier Lyria au large de Toulon. Cette décision fait suite aux conclusions rendues par la commission d'enquête réunie à la demande de l'amiral Coatanéa, selon le service d'information de la marine, qui ne mentionne pas le nom du commandant de l'équipage « bleu » du Rubis. Chaque sous-marin nucléaire dispose de deux équipages — un « bleu » et un « rouge » — qui se relayent à bord pour des missions de deux mois.

La collision, qui n'a pas fait de victime, a eu lieu de nuit lors d'une manœuvre du sous-marin. « Le sous-marin a sorti son périscope, a vu le pétrolier, et a tenté

une manœuvre en plongeant à une vitesse qui aurait dû lui permettre de l'éviter largement », avait indiqué la préfecture maritime de Toulon après l'accident. Le choc avait ouvert sur le Lyria une brèche de 5 mètres de long et de 50 centimètres de large par laquelle se sont échappés entre 2 000 et 2 500 mètres cubes de pétrole, tandis que le dommage principal pour le sous-marin a été l'écrasement d'un dôme en matériaux composites. Le coût total de cet incident naval est estimé à 40 millions de francs.

C'est pour des considérations à la fois administratives et personnelles que l'état-major de la marine a choisi de ne pas divulguer le nom du « pacha » du Rubis, qui appartient à une famille ayant une longue tradition dans la marine française.

M. Léotard à « L'heure de vérité »

Les essais nucléaires reprendront  
si la crédibilité de la dissuasion est en cause

Le ministre de la défense, François Léotard, a affirmé, dimanche 12 septembre à « L'heure de vérité », sur France 2, que la France reprendra ses essais nucléaires si le rapport de la commission d'experts, attendu pour la mi-octobre (le Monde du 17 juillet), fait apparaître une remise en cause de la crédibilité de la dissuasion. « A la question posée aux experts qui est : est-ce que la suspension des essais met en cause la crédibilité de notre force ? », a expliqué M. Léotard si la réponse est oui, alors, il faudra reprendre, quelle que soit la situation internationale. C'est le message du général de Gaulle : Ne comptons que sur nous-mêmes quand il s'agit de l'autonomie de la décision de la France. « Si c'est non, nous restons dans cette situation de mortuaire », a-t-il ajouté.

Pour M. Léotard, la France devra en tout état de cause rattraper, dans le domaine nucléaire militaire, « un retard scientifique et technologique » accusé face aux Américains et aux Russes, auteurs d'un bien plus grand nombre d'essais, et « acquiescer rapidement ce qui lui permettra de se passer définitivement des expériences, c'est-à-dire la simulation ».

Évoquant l'avenir des missiles nucléaires sol-sol enfouis dans le plateau d'Albion, dont le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Vincent Lanata, souhaite l'abandon au profit d'un nouveau missile aéroporté (le Monde du 5 août), M. Léotard a indiqué que ce problème peut n'être tranché qu'après 1995. « La question se posera plutôt pour le nouveau président de la République », a estimé le ministre de la défense.

UN JOUR

Cet été, on  
de voitures étraRenault 19, 1<sup>re</sup> voiture

JAVICO 150



## ESPACE

robot de la navette. Elle sera récupérée de la même manière sept jours plus tard, après avoir, notamment, observé les étoiles à l'aide d'un télescope à ultraviolet. Une sortie dans l'espace de six heures est également prévue, jeudi 18 septembre. Le retour de *Discovery* est programmé pour le 22 septembre à 10 heures (heure française). - (AFP, Reuter, UPI.)

## Les écoles parisiennes fermées

**un samedi sur deux**  
Pour répondre à la demande croissante des familles et des instituteurs (le Monde du 2 septembre), le rectorat de Paris vient de décider que les classes

Avant de décider que les classes de 1<sup>re</sup> et 2<sup>de</sup> années scolaires primaires et maternelles seraient regroupées, le conseil d'administration sur deux sessions, cadastre, a tenu une séance le 15 septembre 1993. L'année scolaire 1993-1994, à compter du samedi 18 septembre. Salze maternelles de classe sont ainsi libérées sur la durée de l'année scolaire. En contrepartie, la date des vacances d'été est reportée d'une journée, du mardi 6 juillet au mercredi 8 juillet. En outre, un groupe de travail sur les rythmes catégoriels a été constitué. Au cours du second trimestre de l'année scolaire, une consultation des conseils d'école a été organisée afin d'évaluer l'organisation mise en place cette année et d'en tirer des conclusions pour l'année scolaire suivante.

La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEEP) a demandé, jeudi 9 septembre, que soient clarifiés les missions de l'éducation. « Il y a trop d'injonctions diverses, de réformes, sans que l'on sache où l'on va et avec quels objectifs », a déclaré Jean-Pierre Boquet, président de la FPEEP. Commentant les récentes propositions de l'ancien ministre de l'Éducation nationale, M. Boquet a souligné qu'il était étonnant que tant d'enseignants, à en croire le ministre, ne sachent pas enseigner la lecture. Le président de la FPEEP a estimé que pour ce qui concerne ce dossier et celui de la lutte contre le dyslexie « un certain nombre de débats existent qui mériteraient d'être appliqués ».

Le président de la PEEP a indiqué, par ailleurs, qu'en cas de révision de la loi Falloux « les systèmes d'enseignement seraient à ce point identiques » qu'il n'y aurait aucune raison pour que la PEEP ne puisse avoir pour adhérents des parents du privé. Enfin, M. Bocquer a souligné qu'« être ministre suppose un certain nombre de sacrifices » et qu'il y a une certaine incompatibilité entre « des ambitions politiques et une carrière de ministre de l'éducation ».

## Le ministre de l'intérieur défend le code de déontologie

Accueillent quelque sept cents gardiens de la paix, stagiaires et policiers, auditionnés et évalués par la police, et les évaluations affectées à Paris, Châteauguyon, à déclarer jeudi 9 septembre que le code de déontologie doit devenir « la référence quotidienne des rapports entre la police et la population ». Aussi le ministre « s'est-il insisté sur l'importance du petit carnet plastifié qui a été récemment distribué à l'ensemble des policiers, afin de leur permettre de consulter en permanence des extraits du code de déontologie (le Monde du 9 juillet) ». Ce document « vous a été remis et vous devrez le porter sur vous », a Indiqué M. Pasqua. « Je ne doute pas que vous comprendrez [sa] portée, car la déontologie doit aujourd'hui être intégrée, au même titre que le code pénal ou le code de procédure pénale, dans le comportement de chacun de vous ».

Se référant aux « notions fondamentales de la Police des Prisons et du Forum des Halles, le ministre a cependant précisé que « rien ne saurait remplacer la présence continue, assurante et visible des policiers dans la rue ».

c Cambriolage et incendie chez un député du Rhône. — La permanence électorale de Marc Fraysse, député (RPR) de la sixième circonscription du Rhône, a été cambriolée, et le député a disparu. Le 30 août, le député Fraysse constatant que des individus avaient pénétré dans sa permanence, à Villeurbanne et emporté des documents relatifs au financement de sa campagne électorale, a demandé l'assistance de la gendarmerie. Mais, à son retour de la République de Lyon. Parmi les pistes envisagées pour tenter d'expliquer ces actes, M. Fraysse évoque celles de familles ou de permanence ou d'anciens membres de son entourage. (Bur. réc.)

□ **Protection de l'enfance.** — Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme, a installé un groupe de travail chargé de faire des propositions sur la contribution de la France à la protection de l'enfance dans le monde. Le groupe, présidé par Claude Fonrojet, délégué général à l'innovation sociale, devrait remettre son rapport début 1994.

□ Les camions d'une entreprise de transports interdits de longues distances. —Après un accident qui a coûté la vie à six personnes sur

« Par jugement en date du 7 juillet 1993, le journal *le Monde* a été condamné par la première chambre du tribunal de grande instance de Paris à payer à Evelynne Robert la somme de 50 000 F de dommages et intérêts pour avoir publié le 14 décembre 1991 un article portant atteinte à son honneur et à sa réputation. »

## La tempête a secoué la façade atlantique

Des vents soufflant en tempête (jusqu'à 155 km/h) à Belle-Ile, dans le Morbihan) se sont abattus, dimanche 12 septembre, sur la Bretagne, arrachant arbres, poteaux électriques et panneaux publicitaires, renversant des caravanes et dressant des volières à la côte. Un volier en détresse à 120 miles de la pointe de Penmarc'h (Finistère) a été abandonné par ses occupants en canot de sauvetage. Un avion de la marine nationale était toujours à leur recherche, lundi matin 13 septembre.

Un hélicoptère du centre de secours de Soulac (Gironde) a repéré, dimanche après-midi, le petit bateau à moteur sur lequel s'était embarqué un estivant de l'île de Ré, mais les recherches pour retrouver son occupant étaient restées vaines lundi en fin de matinée. D'autre part, quatre marins d'un chalutier de la Rochelle en panne de moteur ont été hélitreuillés et ramenés à terre ce même dimanche.

## Selon un sondage IFOP-« l'Express »

## 92 % des étrangers « se sentent bien » en France

Les étrangers disent vivre bien en France tandis qu'un nombre croissant de Français voient en eux des concurrents sur le marché de l'emploi et un facteur d'insécurité. Tels sont deux des enseignements essentiels du sondage réalisé par l'IFOP et que publie l'Express du 9 septembre.

Sur les 435 étrangers de l'échantillon interrogés fin juillet pour cette enquête, 92 % affirment « se sentir bien en France ». Seuls 30 % disent avoir été victimes de racisme de la part de Français, qu'ils sont 54 % à trouver « plutôt agréables » et même 20 % « chaleureux ».

Le sondage confirme une forte volonté d'intégration puisque 91 % estiment qu'étrangers et Français doivent vivre dans les mêmes endroits (75 % des Français partagent cette opinion), tandis que 68 % souhaitent avoir le droit de vote aux élections municipales.

Légalistes et soucieux de leur propre protection, ils sont 80 % à

## UN JOIE AFFICHE

et été, on a vu beaucoup  
figures légères en France.

441

**Le 19, 1<sup>ère</sup> voit importée en Allemagne.**



**RENAULT**



## SPORTS

TENNIS : les victoires de Sampras et Graf aux Internationaux des Etats-Unis

## Cédric Pioline entre rêve et réalité

Double victoire pour Pete Sampras. En remportant, dimanche 12 septembre à New-York, les Internationaux de tennis des Etats-Unis face au Français Cédric Pioline, l'Américain est redevenu numéro un mondial, soufflant la place à son compatriote Jim Courier. Cédric Pioline a, lui, gagné quatre places au classement mondial pour arriver au onzième rang. En l'absence de Monica Seles, Steffi Graf, qui a aisément battu la Tchèque Helena Sukova, samedi 11 septembre, a signé sa troisième victoire consécutive dans un tournoi du Grand Chelem après Roland-Garros et Wimbledon. Elle consolide sa place de numéro un mondial. Pour la première fois de sa carrière, l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario devient sa dauphine. Monica Seles rétrograde à la quatrième place.

## NEW-YORK

## de notre envoyée spéciale

Enfant, Cédric Pioline rêvait de jouer devant un central noir de monde : « Je pensais plutôt à cela que de braver une coupe », raconte-t-il. Pendant quinze jours, son rêve, petit à petit, a pris corps. Il a joué cinq de ses sept matches sur le Stadium Louis-Armstrong de Flushing Meadows, il a fait lever les foules en éliminant Jim Courier au terme de l'une des plus belles rencontres de la quinzaine. Il a battu Andrei Medvedev et Wally Masur. Il a accédé en finale des Internationaux des Etats-Unis où près de vingt mille amateurs l'attendaient, dimanche, prêts à soutenir un garçon que la presse américaine, unanime, trouvait élégant et fort sym-

patique. Les photos de ses exploits ont fait la une des journaux : les New-Yorkais l'ont reconnu dans les rues de Manhattan... Des histoires qui ont jalonné l'édification de Cédric Pioline, la plus belle, la plus palpitante. Celle d'un Français venu chercher une victoire à New-York et succéder à René Lacoste, dernier vainqueur « français » en 1928. Celle d'un champion qui pourrait enfin décrocher un titre, lui qui s'en avait jamais gagné. Seul son rêve de jeune a été réalisé. Dimanche, Cédric Pioline a été salement battu, par Pete Sampras, en trois manches. Comme si le tournoi, qui avait marché sur la tête pendant deux semaines, était revenu à la réalité, à la logique que l'on avait voulu oublier. En quelques minutes, l'Américain a rappelé tout le monde à l'ordre, prenant d'entrée le service du Français.

Ce sera un match douloureux et frustrant. Cédric Pioline, qui a impressionné par son calme, pendant la quinzaine, est terrassé par le trac. Il dispute sa première finale dans un tournoi du Grand Chelem, la troisième, seulement, de sa carrière, cela se voit. Il a les jambes et le bras droit en coton. Son tennis bégaye. Il commettra quatre-vingt fautes directes ; des doubles fautes aux moments les plus cruciaux — ainsi a-t-il offert la balle de match à son adversaire —, des balles lâchées dans les baches, dans le filet, dans le public. En face de lui, Pete Sampras joue les blases, les aguerries. Il fera deux fois moins de bêtes et ses coups feront plus mal. Lui connaît tous les recoins du court central et place ses traits là où ils font mouche à coup sûr.

L'Américain expédie ses jeux de service en quelques minutes, le Français doit batailler dur pour remporter les siens, soumis à d'incessantes rafales sur la ligne du fond, ou bien venant à la volée se faire transpercer de passing-shots. Alors, il s'énervait, Cédric, écope d'un aver-

tissement sous les sifflets d'un public déçu. Quand il fait enfin un break, dans la troisième manche, le central explose de joie. L'issue fugace car Sampras double les enthousiasmes en effaçant l'avantage au jeu suivant devant un adversaire de plus en plus ratatiné de découragement. « Pete m'a empêché de jouer mon jeu », explique le numéro un français. Le tennis se passe surtout dans la tête et il n'a pas impressionné. Aujourd'hui, je savais que ce n'était pas un jour comme les autres. Je n'ai pas réussi à oublier que c'était une finale. Je suis surtout triste de ne pas avoir pu offrir un beau spectacle. »

## Champion ou étoile filante ?

Finaliste à Flushing Meadows, Cédric Pioline est devenu onzième joueur mondial. Que rapportera-t-il de son aventure américaine ? « Je vais plus croire en moi-même. Je sais que je peux battre de meilleurs joueurs que moi et cela me donne confiance pour l'avenir. » Champion solitaire, Cédric Pioline a grandi loin du giron de la Fédération française de tennis (FFT). Il s'est passé des services des entraîneurs nationaux et a préféré choisir un système plus individualiste. Il voudrait tant que sa performance ne l'isole pas du clan français. « La méthode Pioline » va peut-être ouvrir l'esprit des dirigeants, dit-il. Il y a quelques jours. Je crois qu'elle faisait peur. Maintenant, elle a fait ses preuves. »

Peut-être la performance aura-t-elle des vertus thérapeutiques. Mettra-t-elle un terme au contentieux qui oppose Cédric Pioline à la Fédération française de tennis. Parce qu'il voulait continuer à travailler avec ses deux entraîneurs au sein de l'équipe de France, il n'a pas participé au tournoi de finale de la Coupe Davis qui avait opposé la France et l'Inde en juillet, à Fréjus.

Il est difficile d'envisager que la Fédération puisse à l'avenir se passer de lui sans subir quolibets et critiques. Venu, samedi, soutenir le Français, Christian Blum, président de la FFT, a d'ailleurs annoncé que l'affaire serait réglée en octobre.

Avant cela, Cédric Pioline ne repassera que fugitivement par la France pour recueillir les lauriers de sa quinzaine américaine. Il y faisait juste étape, mardi, avant de s'envoler pour le tournoi de Bucarest : « Je suis sûr que l'on va désormais m'attendre, observer chacun de mes matches. » Nouvelle vedette, il ne va rien changer de ses habitudes : « Je vais continuer à travailler et à prendre toujours autant de plaisir à jouer. » Peut-on rêver avec lui, espérer qu'il ne sera pas seulement une étoile filante ? En 1979, le Persan Victor Pecci avait été finaliste surprise aux Internationaux de France avant de sombrer dans les ombilics du tennis. Finaliste en 1986, à Paris, le Suédois Mikael Pernfors est revenu à un niveau convenable il y a quelques semaines seulement. A New-York, il s'est incliné au deuxième tour, face à Mats Wilander.

Cédric Pioline n'est pas un joueur Klemex. Il a constamment progressé depuis son arrivée dans le monde professionnel, en 1989. Cinquante et unième en 1991, trente-troisième en 1992, il était quatorzième joueur mondial à la veille des Internationaux des Etats-Unis. Il a juré, dimanche, qu'il n'avait que vingt-quatre ans et qu'il pouvait encore progresser, presque furieux de ne pas encore appartenir au club des dix meilleurs mondiaux. Son rêve d'enfant s'est réalisé. Il voudrait désormais plus. « Quand j'étais petit, se souvient-il, je désirais surtout faire des merveilleux sur le central de Roland-Garros. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

## Steffi et les autres

Monica Seles. Malgré son forfait, elle n'aura jamais été aussi présente dans un tournoi. Son nom était sur toutes les lèvres, son absence ressentie comme un vide. Dans son discours, après la victoire, Steffi Graf a répété, comme elle l'a fait pendant deux semaines, que sa principale rivale lui manquait, qu'elle souhaitait sincèrement qu'elle revienne. Il faut la croire. En tennis, le problème arithmétique est bête comme chou : il faut être au moins deux pour jouer. La numéro un mondiale n'a pas de camarade de jeu de sa stature, les autres joueuses étant réduites au rôle de faire-veloir.

Ainsi, Helena Sukova, sèchement battue en finale, samedi 11 septembre. La Tchèque avait éliminé la veille l'Espagnole Arantxa Sanchez Vicario, tête de série n° 2, la seule qui aurait pu anticiper Steffi Graf. Les autres ? Des ex-futurs espoirs : Jennifer Capriati éliminée dès le premier tour, des joueuses déprimées : Gabriela Sabatini ou Jane Novotna et une championne sur le déclin, Martina Navratilova.

Contrairement aux hommes, les femmes n'ont jamais offert de spectacles de choix du début à la fin d'un tournoi du Grand Chelem. Les premiers tours sont catastrophiques, les joueuses étant de niveau trop différents ou trop faibles dès lors qu'elles ne sont plus dans les vingt premières mondiales. Le tennis féminin avait trouvé un semblant de crédibilité grâce à des duels au sommet en demi-finale ou en finale. Il y a dix ans, Martina Navratilova et Chris

Evert formaient un duo de rêve. Elles s'étaient rencontrées près de quatre-vingt-fois dans leur carrière et pouvaient offrir une affiche banale mais prometteuse, troublée parfois par Hanna Mandlikova.

## En attendant Monica

En attendant les quatre tournois du Grand Chelem dans l'année en 1993, Steffi Graf avait dénoncé, malgré elle, la faiblesse du système, avant que l'apparition de Monica Seles ne saurait les compétitions de la dérive. L'ex-Yougoslave l'a certes, dominée, mais la plupart des matches que les deux femmes ont disputés, les Internationaux d'Australie et à Roland-Garros, en particulier, ont été tendus, déchirés. Chacune a caressé la chance de l'emporter, avant que Seles n'arrête le tour.

Sans Monica, restait encore l'émotion à défaut du tennis : la finale surprise de Mary-Jo Fernandez à Roland-Garros et les larmes amères de Jana Novotna à Wimbledon. Samedi, la troisième victoire consécutive de Steffi Graf dans un tournoi du Grand Chelem n'a été qu'une formalité. En attendant Monica, il faudra se contenter d'une joueuse solitaire qui a confié qu'elle n'avait jamais eu autant confiance en elle, que son jeu s'était amélioré, il manquait quelque chose pour lui prouver qu'elle a raison. Pour que le tennis féminin retrouve une crédibilité.

B. M.

AUTOMOBILISME : le Grand Prix d'Italie de formule 1

## Alain Prost stoppé sur le chemin du sacre

Le Britannique Damon Hill (Williams-Renault) a obtenu sa troisième victoire consécutive de la saison en s'imposant dans le Grand Prix de formule 1 d'Italie, dimanche 12 septembre à Monza. En tête à cinq tours de l'arrivée, son coéquipier Alain Prost, qui était alors en passe d'obtenir son quatrième titre de champion du monde de formule 1, a dû abandonner sur casse de son moteur. La deuxième place est revenue à Jean Alesi, qui amorçait, dimanche, la renouveau de Ferrari sous la direction de Jean Todt.

## MONZA

## de notre envoyé spécial

Alain Prost devra encore patienter et se ronger un peu plus les ongles avant de s'assurer une quatrième couronne de champion du monde de formule 1. Après le titre des constructeurs obtenu lors du précédent grand prix, en Belgique, l'équipe Williams-Renault s'apprêtait à fêter son champion. Depuis la première séance d'essais du vendredi, le scénario espéré était joué à la perfection. Après avoir signé sa douzième pole position en treize courses, le pilote français avait réussi son départ et abordé en tête le premier virage. Les péripéties du début de course le servaient au-delà même de ses espérances.

Ayrton Senna et Damon Hill, deux pilotes encore mathématiquement en lutte pour le titre, avaient été retardés en s'accrochant dans la première chicane. Le Brésilien avait abandonné dès le neuvième tour, après avoir percuté au freinage la Ligier-Renault de Martin Brundle. Treize tours plus tard, l'Allemand Michael Schumacher (Benetton-Ford), autre candidat au titre, s'arrêtait aussi, moteur cassé. Confortablement installé en tête avec 18 secondes d'avance sur son équipier britannique et 52 secondes sur Jean Alesi (Ferrari), Alain Prost pouvait penser qu'il allait en finir avec ce curieux sort qui s'acharne sur lui depuis le début de la saison. Ses sept victoires ont été obtenues après des départs ratés. En revanche, chaque fois qu'il a bien exploité sa pole position pour entrer en tête dans le

premier virage, il a ensuite été battu.

En améliorant presque à chacun de ses passages le record du tour pour revenir dans les roues d'Alain Prost à sept tours de l'arrivée, Damon Hill avait bien un peu inquiété les supporters du Français, mais l'équipe anglo-française lui avait aussitôt demandé par panneau de ralentir. « Alain n'utilisait pas le régime maximum de son moteur. La télémétrie ne révélait rien d'anormal », expliquait Bernard Dudot, directeur technique de Renault Sport. C'est la température du moteur de Damon qui nous procurait quelques inquiétudes. Pour revenir après son accrochage du départ, il avait beaucoup roulé derrière d'autres voitures. La gomme des pneus s'était accumulée devant les radiateurs. Nous lui avons demandé de ne pas rester dans le sillage d'Alain pour faire refroidir son moteur. »

## La discipline du second pilote

En second pilote discipliné, Damon Hill avait aussitôt exécuté les ordres. « C'est la course », confia-t-il à ceux qui lui demandaient quelle avait alors été sa réaction. Les positions entre les deux équipiers semblaient figées. Alain Prost n'avait plus que cinq tours (moins de 30 kilomètres) à parcourir pour signer sa cinquième victoire en grand prix et obtenir son quatrième titre. C'était compter sans un coup de théâtre qui ne figurait pas dans le scénario de Williams-Renault.

« Je n'avais vraiment eu aucun problème », racontait Alain Prost. A partir du moment où Schumacher était hors course, j'avais ralenti pour préserver mon moteur et ma première place. Ce n'était pas important d'avoir 20 secondes d'avance sur Damon. Le moteur s'est arrêté brutalement. C'est la première fois cette année que j'ai un problème mécanique, et malheureusement il est survenu le mauvais jour. C'est dommage... » Alors qu'il ne reste plus que trois grands prix à disputer (et donc un maximum de 30 points à prendre pour celui qui les gagnera), la position du pilote français reste toutefois très confortable au championnat du monde, où il précède Damon Hill de 23 points et Ayrton Senna de 28.

GÉRARD ALBOUY

ATHLÉTISME : les records féminins en demi-fond

## Les Chinoises en force

Après s'être imposées en demi-fond lors des championnats du monde d'athlétisme de Stuttgart en août, les coureuses chinoises ont amélioré les records du monde des 1 500, 3 000 et 10 000 mètres au cours des septièmes Jeux nationaux qui ont lieu à Pékin.

## PÉKIN

## de notre correspondant

Wang Junxia, vingt ans, est devenue le 8 septembre la première femme au monde à courir 10 000 mètres en moins d'une demi-heure en couvrant la distance en 42 secondes de moins que la Norvégienne Ingrid Kristiansen. Cela ne lui suffisait manifestement pas, puisqu'elle a amélioré par deux fois l'ancien record (1984) de la Russe Tatiana Kazankina sur 3 000 mètres, d'abord dimanche 12 septembre en réalisant 8 min 12 s 19, puis lundi 13 en terminant en 8 min 6 s 13, soit un gain total de 16 s 49. « Prodigieuses » performances réalisées dans un laps de temps assez court...

Samedi 11, Guo Yunxia — deuxième du 3 000 mètres — avait amélioré de 2 secondes, en 3 min 50 s 64, le record du monde sur 1 500 mètres, également détenu, depuis 1980, par Kazankina. Derrière elle, Wang Junxia était également arrivée plus vite que la Soviétique. Ces gazelles avaient déjà été remarquées — et sifflées — par le public avant des championnats d'athlétisme de Stuttgart en août, offrant en particulier à la Chine un triplé historique sur 3 000 mètres, mais arrachant également le titre au reste de la planète sportive sur 1 500 et 10 000 mètres.

Les autorités chinoises n'ont pas manqué de relever que cette brusque émergence de leurs athlètes, qui rien ne laissait prévoir — suscite pour moins des interrogations dans la communauté internationale. Depuis le début des Jeux nationaux le 4 septembre, la propagande a entrepris de démentir que ces réalisations aient quel que ce soit à voir avec l'usage de substances chimiques.

Tout, assure le régime, est l'œuvre de l'entraîneur Ma Junren, un ancien militaire qui n'a aucune expérience personnelle dans le sport de haute compétition, mais

dont on ne peut pas dire qu'il n'ait pas une fièvre idée de lui-même. « Les journalistes étrangers, vous ne comprenez rien à l'athlétisme », rétorque-t-il quand on l'interroge sur sa méthode. Celle-ci, ou ce qu'il en révèle par circonspection, est aussi éloignée du sport amateur que la haute couture du prêt-à-porter.

## Le régime Ma

« J'ai commencé à étudier la course en 1970 », a-t-il déclaré à la presse. Animé d'un « vif intérêt pour les animaux », il a parcouru les zoos, observé les chevaux, les ânes et les chiens, pour enfin « trouver la clé du succès en matière de course de longue distance en étudiant le cerf et l'autruche ». Avec la même détermination, Ma précise qu'il sélectionne ses athlètes dans le monde rural, « car on y est habitué à supporter les difficultés ». L'entraînement comporte un marathon par jour, pratique que même d'autres entraîneurs chinois jugent quelque peu exagérée. « Je ne crois pas que beaucoup d'entre nous s'assureraient de copier cette méthode », a dit l'un, cité par la presse du régime. Enfin, les machines à courir sont emmenées sur le plateau tibétain pour cinq à six sessions d'entraînement en altitude par an.

L'homme, qui commande un bataillon de dix-huit coureuses dans la province du Liaoning (ancienne Mandchourie, nord-est du pays), s'indigne qu'on s'étonne de ne pas voir les mêmes résultats chez les hommes : il va, promet-il, former aussi des coureurs mâles. Nationaliste et paradoxal au moment où l'on soupçonne la Chine d'avoir recruté des entraîneurs de l'ex-Allemagne de l'Est, il souligne qu'il a mis au point sa méthode, précisément, en comprenant que les entraîneurs chinois des années 80 copiaient encore le style soviétique et est-européen des années 50. Quant à l'alimentation de son équipe, il jure qu'elle ne comporte que les substances naturelles extrêmement bien répertoriées par la pharmacopée chinoise traditionnelle, notamment une « soupe de tortue d'eau douce ». Seroit-ce du côté de l'apothicaire qu'il faudrait alors chercher la clé du mystère ?

FRANCIS DERON

## Les résultats

## AUTOMOBILISME

## GRAND PRIX D'ITALIE

1. D. Hill (GB, Williams-Renault), les 307 km en 1 h 17 min 7 s (moyenne : 238,144 km/h); 2. J. Alesi (Fra, Ferrari), à 40 s; 3. M. Andretti (EU, McLaren-Ford), à 1 tour; 4. K. Wendlinger (Aut, Sauber), à 1 tour; 5. R. Barrichello (Bra, Benetton-Ford), à 1 tour; 6. E. Comas (Fra, Larrousse-Lamborghini), à 2 t.

Championnat du monde des pilotes (après trois courses). — 1. A. Prost, 81 points; 2. D. Hill, 69; 3. A. Senna, 53; 4. M. Schumacher, 42; 5. R. Barrichello, 20.

Championnat du monde des constructeurs. — 1. Williams-Renault, 138 points; 2. Benetton-Ford, 62; 3. McLaren-Ford, 60; 4. Ligier-Renault, 21; 5. Ferrari, 20.

## TENNIS

## INTERNATIONAUX DES ETATS-UNIS

## SIMPLE MESSIEURS

Demi-finale  
C. Pioline (Fra., n° 15) b. W. Masur (Aut.), 6-1, 6-7, 7-6, 6-1; P. Sampras (EU, n° 2) b. A. Volkov (Rus.), 6-4, 6-3, 6-2.

Finale  
P. Sampras (EU, n° 2) b. C. Pioline (Fra., n° 15), 6-4, 6-4, 6-3.

## SIMPLE DAMES

Finale  
S. Graf (Ale., n° 1) b. H. Sukova (Rép. tch., n° 12), 6-3, 6-3.

## DOUBLE MESSIEURS

Finale  
K. Flach-R. Leach (EU, n° 12) b. M. Damm-K. Novacek (Rép. tch.), 6-7, 6-4, 6-2.

## DOUBLE DAMES

Finale  
A. Sanchez-Vicario-H. Sukova (Esp. Rép. tch., n° 3) b. A. Costanzi-Gorodetsky (Arg. n° 9), 6-4, 6-2.

## DOUBLE MIXTE

Finale  
H. Sukova-T. Woodbridge (Rép. tch. Aut., n° 1) b. M. Navratilova-M. Woodford (EU-Aus., n° 2), 6-3, 7-6.

## SIMPLE JUNIORS GARÇONS

Finale  
M. Rice (Chl., n° 3) b. S. Downs (NZ, n° 4), 7-6, 6-3.

## SIMPLE JUNIORS FILLES

Finale  
M.F. Benítez (Bra., n° 2) b. Y. Yoshida (Jap., n° 15), 7-6, 6-4.

(Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et, éventuellement, leur numéro de tête de série.)

## FOOTBALL

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

Proisième journée  
(Suite de la page 13)

Caen b. "Le Havre"..... 2-1  
Toulouse b. Strasbourg..... 2-2

## AUTOMOBILISME

## GRAND PRIX D'ITALIE

1. D. Hill (GB, Williams-Renault), les 307 km en 1 h 17 min 7 s (moyenne : 238,144 km/h); 2. J. Alesi (Fra, Ferrari), à 40 s; 3. M. Andretti (EU, McLaren-Ford), à 1 tour; 4. K. Wendlinger (Aut, Sauber), à 1 tour; 5. R. Barrichello (Bra, Benetton-Ford), à 1 tour; 6. E. Comas (Fra, Larrousse-Lamborghini), à 2 t.

Championnat du monde des pilotes (après trois courses). — 1. A. Prost, 81 points; 2. D. Hill, 69; 3. A. Senna, 53; 4. M. Schumacher, 42; 5. R. Barrichello, 20.

Championnat du monde des constructeurs. — 1. Williams-Renault, 138 points; 2. Benetton-Ford, 62; 3. McLaren-Ford, 60; 4. Ligier-Renault, 21; 5. Ferrari, 20.

## TENNIS

## INTERNATIONAUX DES ETATS-UNIS

## SIMPLE MESSIEURS

Demi-finale  
C. Pioline (Fra., n° 15) b. W. Masur (Aut.), 6-1, 6-7, 7-6, 6-1; P. Sampras (EU, n° 2) b. A. Volkov (Rus.), 6-4, 6-3, 6-2.

Finale  
P. Sampras (EU, n° 2) b. C. Pioline (Fra., n° 15), 6-4, 6-4, 6-3.

## SIMPLE DAMES

Finale  
S. Graf (Ale., n° 1) b. H. Sukova (Rép. tch., n° 12), 6-3, 6-3.

## DOUBLE MESSIEURS

Finale  
K. Flach-R. Leach (EU, n° 12) b. M. Damm-K. Novacek (Rép. tch.), 6-7, 6-4, 6-2.

## DOUBLE DAMES

Finale  
A. Sanchez-Vicario-H. Sukova (Esp. Rép. tch., n° 3) b. A. Costanzi-Gorodetsky (Arg. n° 9), 6-4, 6-2.

## DOUBLE MIXTE

Finale  
H. Sukova-T. Woodbridge (Rép. tch. Aut., n° 1) b. M. Navratilova-M. Woodford (EU-Aus., n° 2), 6-3, 7-6.

## SIMPLE JUNIORS GARÇONS

Finale  
M. Rice (Chl., n° 3) b. S. Downs (NZ, n° 4), 7-6, 6-3.

## SIMPLE JUNIORS FILLES

Finale  
M.F. Benítez (Bra., n° 2) b. Y. Yoshida (Jap., n° 15), 7-6, 6-4.

(Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et, éventuellement, leur numéro de tête de série.)

## FOOTBALL

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

Proisième journée  
(Suite de la page 13)

Caen b. "Le Havre"..... 2-1  
Toulouse b. Strasbourg..... 2-2

## AUTOMOBILISME

## GRAND PRIX D'ITALIE

1. D. Hill (GB, Williams-Renault), les 307 km en 1 h 17 min 7 s (moyenne : 238,144 km/h); 2. J. Alesi (Fra, Ferrari), à 40 s; 3. M. Andretti (EU, McLaren-Ford), à 1 tour; 4. K. Wendlinger (Aut, Sauber), à 1 tour; 5. R. Barrichello (Bra, Benetton-Ford), à 1 tour; 6. E. Comas (Fra, Larrousse-Lamborghini), à 2 t.

Championnat du monde des pilotes (après trois courses). — 1. A. Prost, 81 points; 2. D. Hill, 69; 3. A. Senna, 53; 4. M. Schumacher, 42; 5. R. Barrichello, 20.

Championnat du monde des constructeurs. — 1. Williams-Renault, 138 points; 2. Benetton-Ford, 62; 3. McLaren-Ford, 60; 4. Ligier-Renault, 21; 5. Ferrari, 20.

## TENNIS

## INTERNATIONAUX DES ETATS-UNIS

## SIMPLE MESSIEURS

Demi-finale  
C. Pioline (Fra., n° 15) b. W. Masur (Aut.), 6-1, 6-7, 7-6, 6-1; P. Sampras (EU, n° 2) b. A. Volkov (Rus.), 6-4, 6-3, 6-2.

Finale  
P. Sampras (EU, n° 2) b. C. Pioline (Fra., n° 15), 6-4, 6-4, 6-3.

## SIMPLE DAMES

Finale  
S. Graf (Ale., n° 1) b. H. Sukova (Rép. tch., n° 12), 6-3, 6-3.

## DOUBLE MESSIEURS

Finale  
K. Flach-R. Leach (EU, n° 12) b. M. Damm-K. Novacek (Rép. tch.), 6-7, 6-4, 6-2.

## DOUBLE DAMES

Finale  
A. Sanchez-Vicario-H. Sukova (Esp. Rép. tch., n° 3) b. A. Costanzi-Gorodetsky (Arg. n° 9), 6-4, 6-2.

## DOUBLE MIXTE

Finale  
H. Sukova-T. Woodbridge (Rép. tch. Aut., n° 1) b. M. Navratilova-M. Woodford (EU-Aus., n° 2), 6-3, 7-6.

## SIMPLE JUNIORS GARÇONS

Finale  
M. Rice (Chl., n° 3) b. S. Downs (NZ, n° 4), 7-6, 6-3.

## SIMPLE JUNIORS FILLES

Finale  
M.F. Benítez (Bra., n° 2) b. Y. Yoshida (Jap., n° 15), 7-6, 6-4.

(Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et, éventuellement, leur numéro de tête de série.)

## FOOTBALL

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

Proisième journée  
(Suite de la page 13)

Caen b. "Le Havre"..... 2-1  
Toulouse b. Strasbourg..... 2-2

## AUTOMOBILISME

## GRAND PRIX D'ITALIE

1. D. Hill (GB, Williams-Renault), les 307 km en 1 h 17 min 7 s (moyenne : 238,144 km/h); 2. J. Alesi (Fra, Ferrari), à 40 s; 3. M. Andretti (EU, McLaren-Ford), à 1 tour; 4. K. Wendlinger (Aut, Sauber), à 1 tour; 5. R. Barrichello (Bra, Benetton-Ford), à 1 tour; 6. E. Comas (Fra, Larrousse-Lamborghini), à 2 t.

Championnat du monde des pilotes (après trois courses). — 1. A. Prost, 81 points; 2. D. Hill, 69; 3. A. Senna, 53; 4. M. Schumacher, 42; 5. R. Barrichello, 20.

Championnat du monde des constructeurs. — 1. Williams-Renault, 138 points; 2. Benetton-Ford, 62; 3. McLaren-Ford, 60; 4. Ligier-Renault, 21; 5. Ferrari, 20.

## TENNIS

## INTERNATIONAUX DES ETATS-UNIS

## SIMPLE MESSIEURS

Demi-finale  
C. Pioline (Fra., n° 15) b. W. Masur (Aut.),







## CULTURE

## ARTS

LES DESSINS DE MODIGLIANI, à Palazzo Grassi de Venise

## Amadeo avant la légende

Une exposition des dessins de la collection de Paul Alexandre, jusqu'alors inconnue

## VENISE

de notre envoyé spécial

Il faut être sûr de soi, surtout en Italie, pour exposer des Modigliani inconnus. C'est pourtant ce qu'a osé aujourd'hui le Palazzo Grassi, en montrant la quasi-totalité des dessins provenant de la collection du docteur Paul Alexandre, ami et mécène du peintre italien de 1907 à 1914. Lors de la conférence de presse présentant l'exposition, bien des journalistes gardaient en mémoire le canular des étudiants de Livourne qui, en 1984, avaient taillé quelques têtes à la manière d'Amadeo Modigliani, pour les jeter ensuite dans un canal, précisément là où, selon la légende, l'artiste aurait immergé ses sculptures à une date restée imprécise. L'authentification des faux miraculeusement redécouverts avait valu à la conservatrice du Musée de Livourne une longue hospitalisation. Son frère, directeur de la Galleria d'Arte Moderna de Rome, qui avait immédiatement publié un catalogue sur les objets en question, fut destitué quelques mois plus tard.

A Venise, moins de dix ans après, l'ambiance de la conférence de presse était d'autant plus tendue que les organisateurs de l'exposition se refusent à indiquer la provenance actuelle des dessins exposés (ce qui est parfaitement normal lorsqu'il s'agit de collections privées). Noël Alexandre, l'un des fils de l'ami de Modigliani, se bornait à garantir la provenance et l'authenticité des dessins, déclarant les connaître depuis longtemps : « J'ai vu chacun de ces dessins lorsque j'ai fait avec mon père, entre 1959 et 1960, l'inventaire de sa collection, qu'il n'a dispersée qu'ensuite. Chaque dessin est numéroté et porte le cachet de Paul Alexandre. Ce dernier redoutait que des faux circulent lorsque sa collection serait connue. Devant chaque dessin, il écrivait pour moi ses souvenirs ».

Ses souvenirs sont précisément à l'origine de cette exposition. En 1924, il écrivait au frère de Modigliani : « Je suis personnellement désigné pour raconter la vie de votre frère à Paris car nous sommes liés par une intimité amicale... ». Les aléas de l'existence ne lui permirent pas de rédiger ses mémoires, et c'est à son fils Noël qu'échut la mission. Mais l'histoire commence un peu plus tôt. En 1908, François Bergot, conservateur du Musée de Rouen, reçut un étrange message : « Notre père trouvait votre musée bien tenu, il a voulu que vous receviez ces deux tableaux. » Il s'agis-

sait du *Portrait de Jean-Baptiste Alexandre au crucifix* (1909), et du *Portrait de Paul Alexandre devant un vitrage* (1913), commandés à Modigliani par le docteur Paul Alexandre. Deux de ses enfants, Blaise et Philippe, en donnant ces toiles, respectaient le vœu de leur père décédé vingt ans plus tôt. Tout naturellement, lorsqu'un autre fils, Noël, historien de son état, voulut mettre en ordre les souvenirs de son père, ce fut à François Bergot qu'il s'adressa. Lequel le mit en contact avec un éditeur parisien, le Fonds Mercator (filiale de Paribas), dont le responsable, Didier Marty, évoqua à son tour l'histoire devant Jan Martens, le commissaire de l'actuelle exposition. Martens qui persuada le fils que son livre devait s'accompagner d'une présentation des dessins de la collection paternelle.

## Son seul client durant des années

Et c'est ainsi que surgissent aujourd'hui 448 dessins inconnus de Modigliani, ce qui double le corpus de l'œuvre graphique de l'artiste. Elle s'accompagne de la publication apocryphe, mais filiale, des fameux souvenirs, qui éclairaient une époque jusqu'alors floue de la vie de Modigliani à Paris, et obligent à reconsidérer un certain nombre d'idées reçues. A ce propos, Noël Alexandre déclarait : « J'ai voulu faire ici un travail d'historien, qui se veut profondément scientifique, basé sur des documents. J'apporte la version du seul vrai témoin de cette période la plus obscure de la vie de Modigliani ».

Le docteur Alexandre s'était établi à Montmartre en 1907. Il avait alors vingt-six ans. De quatre ans son cadet, Modigliani, venu de Livourne, vint Venise, hantait la Butte depuis l'année précédente. Le bon docteur avait loué une maison délabrée rue du Delta : il y accueillait ses amis, les artistes Drouard et Doucet. Ce dernier rencontrait Modigliani au Lapin agile, l'Italien venait d'être expulsé et cherchait un autre atelier. « C'est ainsi, dit Paul Alexandre, qu'a commencé mon amitié avec Modigliani ». Elle devait durer jusqu'au départ de Paul Alexandre pour le front, en 1914. Il fut, toutes ces années durant, son seul client. Persuadé du génie de son ami, il conservait tout, y compris le moindre croquis, qu'il, sans lui, échoit dans la cheminée.

Après la mort de l'artiste, quand la légende a commencé à croître,

Alexandre fut tenté d'établir sa vérité. Il écrivit ainsi à la famille de l'artiste, recueillant les souvenirs de sa mère. Ce sont ces textes qui sont aujourd'hui publiés dans le catalogue de l'exposition. Ils éclairent d'un jour nouveau Modigliani qui, alors, se considérait plus comme un sculpteur que comme un peintre.

D'abord, on est surpris par les premiers dessins réalisés à Venise vers 1905, très proches des graphismes de la secession viennoise. Un carnet, avec le modèle qui répète la même pose une bonne douzaine de fois, mais aussi la succession et l'accumulation de ces dessins justifient cette affirmation de Paul Alexandre : « Ses grandes créations d'avant-guerre ont été longuement méditées et mûries. Il s'en dégageait ensuite dans un chef-d'œuvre. L'intensité de son attention aux formes et aux couleurs était extraordinaire. Quand une figure hantait son esprit, il dessinait fiévreusement avec une rapidité inouïe, ne retrouvant pas, recommandant dix fois le même dessin à la clarté d'une bougie, jusqu'à ce qu'il ait obtenu le contour désiré dans un jet qui le satisfaisait. D'où la pureté et la fraîcheur incomparable de ses plus beaux dessins ».

Ainsi, l'exposition, en montrant tout d'abord, hésitations, reprises, — livre au public la genèse des travaux d'un Modigliani parfois aux antipodes du dessinateur élégant et un peu superficiel qu'on se représente trop fréquemment. « Il dessinait longtemps, puis il attaquait directement le bloc. Si quelque erreur survenait, il reprenait un autre bloc et recommençait. (...) Dans toute sa vie, il a sculpté un peu plus de vingt figures. Presque toutes en réalité sont la même statue constamment recommencée en vue d'une forme définitive qu'il n'a, je crois, jamais atteinte ».

## Le peintre déjà sûr de son talent

On redécouvre enfin Modigliani sculpteur, son amitié avec Brancusi qui lui prodigue des conseils techniques et l'aide même très probablement à organiser une exposition dans l'atelier de Souza Cardozo, le 5 mars 1911. La date précise fait partie des nombreuses révélations qui émaillent le texte de Noël Alexandre.

Une autre affirmation devrait remuer le petit monde des spécialistes : sa carrière de statuaire aurait été extrêmement brève, soit « entre les derniers mois de 1910 et avril 1913 ». Il serait fastidieux pour le non-initié d'énumérer tous les apports de l'ouvrage qui accompagne l'exposition. Bornons-nous à signaler une intéressante relation entre le goût de Modigliani pour la

scène et l'aspect théâtral des caricatures, et une probable influence khmère dans ses sculptures, très visible dans certains dessins : Paul Alexandre, via son fils Noël, dépeint : « Il m'emmenait au musée du Trocadéro où il se passionnait en réalité pour l'exposition d'Angkor, dans l'aile occidentale ».

Petit à petit, la légende et les certitudes se délitent : foin de l'ivrogne, amateur de haschisch. Certes, les soirées rue du Delta étaient animées et des vapeurs diverses envahissaient l'immeuble. Mais les séries de dessins sont là pour montrer un Modigliani acharné au travail, systématique, et déjà sûr de son talent. Paul Alexandre restait persuadé que la tuberculose contractée durant sa jeunesse, et à laquelle il résista vingt ans durant, fut, plus que l'alcool et la drogue, la cause du décès prématuré de Modigliani.

C'est au docteur Alexandre qu'on doit également cette citation de Modigliani, et son exergue : « Ce que je cherche, ce n'est pas le réel, pas l'irréel non plus, mais l'inconscient, le mystère de l'instinctivité de la Race » (1). Et Paul Alexandre d'ajouter : « Modigliani cherchait à exprimer le moi profond de ses modèles ». On comprend mieux pourquoi la baronne Marguerite de Hesse de Villers refusa son portrait, aujourd'hui célèbre sous le nom de *L'Amazone*. On lit dans son regard toute la morgue d'un hobereau, le dédain du sang bleu, mais aussi le plaisir légèrement canaille et nuancé d'ennui que pouvait éprouver la jeune femme à poser pour le petit juif de Livourne. Le fait que Modigliani ait jugé bon de peindre enocre une jaquette de cavalière originellement rouge ne dut pas diminuer l'incompréhension de l'ami de Jean Alexandre, le frère de Paul, qui dut finalement se porter acquiescent du tableau refusé. Cela pour rappeler un détail : sept ans durant, Paul Alexandre fut le seul soutien de Modigliani. L'exposition d'aujourd'hui montre abondamment qu'il ne s'était pas trompé.

HARRY BELLET

► Modigliani dans la collection du docteur Paul Alexandre, Palazzo Grassi, Venise. Tél. : (131) 39-41-523-51-33. Jusqu'au 4 janvier 1994.  
► Catalogue broché, 463 pages, 80 000 francs. Edité par le Fonds Mercator-Albin Michel, relié, 690 francs.

(1) Il faut comprendre par « Race » l'affirmation systématique que fit Modigliani de sa jodité dans un Paris alors fortement teinté d'un antisémitisme inconnu en Toscane.

CALDER, à Musée Picasso d'Antibes

## Miniatures

Les œuvres de poche du sculpteur américain

Le Calder accueilli à Antibes, dans la citadelle de Picasso, n'est pas le sculpteur monumental mais l'homme de l'établi. Celui des grosses mains habiles à tordre le fil de fer pour boucler dans l'air des personnages et des animaux ; à réunir de petites formes de tôle découpée pour équilibrer des pointes et des courbes ; à assembler des pièces de métal pour créer des bijoux d'une somptuosité barbare... ou des couverts et une presse-papier d'une simplicité humoristique. Calder intume, en quelque sorte, jouant des formes figuratives ou abstraites avec une science très aigüe et un esprit d'enfance inaltérable.

Les dessins du cirque, datant des années 30, illustrent cette ingénuité astucieuse fondée sur une observation rigoureuse et passionnée. Le graphisme de Calder saisit la mécanique essentielle des postures et des gestes, détermine les articulations grâce auxquelles bêtes et gens pourrissent s'animer. Le cirque en réduction, acrobatie manuelle au fil de fer, valut à Calder sa première notoriété à Paris. Les bronzes, tirés des modelages, sont de même nature cocasse.

## Bonhomie cordiale

Quant aux gouaches, nombreuses dans cette exposition — Calder commença d'en faire à partir de 1952 — elles proclament la bonne santé solitaire de l'artiste, sa bonhomie cordiale, qu'elles soient en affinité avec les signes abstraits de Miro ou avec les figures prolétaires de Léger.

Mobiles et stables — ces termes furent suggérés à Calder respectivement par Duchamp et Arp, — jalonnent l'exposition, tous de petite taille. Il s'agit le plus souvent de maquettes prêtées par la galerie Maeght, de la main même de l'artiste, qui portent encore des chiffres et des indications destinées aux spécialistes de l'agencement. Les coutures entre les différentes parties leur donnent un caractère artisanal tactile.

Une grande tapisserie et une sculpture de plein air évoquent la finalité possible des maquettes et des gouaches. Pourtant, l'image qu'impose cette exposition est celle de l'ingénieur hilaire dont parlait Prévert, le colosse soufflant doucement sur les pétales de ses sculptures, le Vulcain d'Amérique quittant la forge pour tailler dans le métal les jouets à vent d'une cité miniature.

JEAN-JACQUES LERRANT

► Musée Picasso, château Grimaldi, Antibes. Tél. : 93-34-71-07. Jusqu'au 27 septembre.

## Le Livre sur la Place

NANCY ■ PLACE STANISLAS DU 16 AU 19 SEPTEMBRE 93



"Les Livres qui ont fait l'Histoire"

Vie de Nancy • Albin Michel • 82 € 50 137 p.

Ecoutez voir

Les rendez-vous du

6ème saison

Mon sentiment sur la

saison 93/94 :

hallucinante, pleine de

promesses profondes,

sensibles et significatives.

C'est aussi la poursuite

d'un combat sans

concession pour un

théâtre d'auteurs qui nous

parlent de notre temps, de

nous mêmes dans la

configuration de notre

société. Rien de moins que

la beauté de vivre au

présent en tirant les leçons

de l'histoire.

Jorge Lavelli

12000 abonnés

ont soutenu notre

dernière saison.

Après

Eugène Ionesco

Macbett

George Tabori

Mein Kampf

Jorge Lavelli

met en scène

Edward Bond

Maison d'arrêt

et

Arthur Schnitzler

Les journalistes

Théâtre National de la Colline

15, rue Malte Brun

75020 Paris - Métro Gambetta

TEL : 43 66 43 60

Prochain

rendez-vous

le 15 septembre, dans le

supplément festival d'automne

du Monde

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde

INITIATIVES

## PREMIERE CE SOIR

SAINT-GEORGES

MARIA PACÔME

MICHEL CRETON

LES DESARROIS  
LE GEILO ARUMIEUR

Nouvelle comédie de MARIA PACÔME

Mise en scène de JEAN-LUC MOREAU

Décor et Costumes de CHARLIE MANGEL

Avec

MICHEL BONNET

FRANÇOIS PACÔME

NATHALIE MAZEAS

CLAUDE BRECOURT

LAURENT MONTAGNER

et

MARIE-FRANCE MIGNAL

LOCATION : 48 78 63 47

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les réducteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde  
PUBLICITE

Président directeur général :  
Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Corg  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guin  
Isabelle Tuallet

15-17, rue de Colonne-Pierre-Avin  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléx MONDPUB 634 128 F  
Téléc. : 46-40-76-75. Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Média et Révis Europe SA.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tape LEMONDE

Imprimerie  
de « Le Monde »  
12, rue de Valenciennes  
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-93  
Téléc. : 206.808F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE avant
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, remettez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (ISSN 0183-9129) is published daily for \$ 327 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. US and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to 1465 of NY Box 1518, Champlain, N.Y. 12919 - 1518.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 130 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 2863 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## MUSIQUE

Jazz

Rock

Classique

Opéra

Ballet

Cinéma

Littérature

Arts

Spectacles

Général

Annuaire

Index

Références

Bibliographie

Cronologie

Glossaire

Listes

Notes

Tableaux

Graphiques

Schémas

Plans

Cartes

Photographies

Illustrations

Dessins

Modèles

Maquettes

Objets

Instruments

Matériel

Outils

Appareils

Machines

Engins

Véhicules

Navires

Aéronefs

Engins spatiaux

Moyens de transport

Équipement

Accessoires

Pièces détachées

Répliques

Copies

Reproductions

Éditions

Publications

Livres

Périodiques

Manuels

Ouvrages

Documents

Archives

Bibliothèques

Musées

Galeries

Salons

Expositions

Festivals

Concerts

Opéras

Ballets

Cinéma

Théâtre

Littérature

Arts

Spectacles

Général

Annuaire

Index

Références

Bibliographie

Cronologie

Glossaire

Listes

Notes

Tableaux

Graphiques

Schémas

Plans

Cartes

Photographies

Illustrations

Dessins

Modèles

Maquettes

Objets

Instruments

Matériel

Outils

Appareils

Machines

Engins

Véhicules

Navires

Aéronefs

Engins spatiaux

Moyens de transport

Équipement

Accessoires

Pièces détachées







## BILLET

GATT :  
éviter la crise

Les Français vont-ils obtenir un aménagement du préaccord agricole de Blair House, conclu en 1992 entre la Commission européenne et les États-Unis? Alain Juppé a estimé «encourageant» l'échange de vues que les Douze ont consacré à ce dossier au cours d'une réunion, ce week-end, en Belgique. «Nos partenaires admettent que nos contre-propositions n'ont rien de déraisonnable», a-t-il commenté. Parce qu'ils sont convaincus que les Américains ne bougeront plus, les autres États membres hésitent à suivre Paris. Ils redoutent qu'en ouvrant le dossier, on retarde la conclusion de l'Uruguay Round et, par là, une relance de l'activité économique mondiale. «Pourquoi les Américains bougeraient-ils tant que nous sommes divisés? Si nous ne demandons rien, nous n'aurons rien», rétorque M. Juppé.

Soudain d'éviter une crise européenne grave, les Douze donnent l'impression de rechercher un compromis. «Il faut se demander si le moment n'est pas venu de faire un effort de clarification, d'interprétation du préaccord de Blair House. Nous allons inviter les Américains à faire preuve de plus de souplesse», a déclaré Willy Claes, ministre belge des affaires étrangères, qui préside les Douze. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, s'est prononcé dans le même sens. Beaucoup dépend de l'issue des conversations entre Français et Allemands. «Nous ne sommes pas encore parvenus à une approche commune, nous continuons à parler, mais il ne faut pas se dissimuler l'importance des difficultés à surmonter», a commenté le ministre allemand.

Ph. L.

## La préparation du budget 1994

Neuf Français sur dix  
paieront moins d'impôts

Annoucé cet été, distillé dans ses grandes lignes au fil des semaines, la réforme de l'impôt sur le revenu prend forme. Pour les contribuables, a indiqué dimanche 12 septembre, au cours de l'émission «7 sur 7» de TF1, le ministre du budget Nicolas Sarkozy, elle se traduira par une réduction d'impôts de 19 à 20 milliards de francs, chiffre qui correspond à la fourchette haute des prévisions. «Le 1<sup>er</sup> janvier 1994, à revenu égal, 50 % des contribuables – soit près de 7,5 millions de Français – paieront environ 10 % de moins par rapport à 1993; 90 % des contribuables auront une réduction de 3 %», a précisé le ministre. Relati-

vement important – comparé aux 300 milliards de francs récupérés par l'État au titre de l'impôt sur le revenu – l'allègement, qui vise à favoriser un redémarrage de la consommation des ménages, s'accompagne, comme prévu (*le Monde* du 25 août), d'une refonte des tranches d'imposition, qui seront ramenées de treize à sept. La ministre du budget a toutefois précisé que la tranche supérieure (taux marginal de 56,8 %) ne serait pas modifiée en 1994, mais n'exclut pas cette possibilité, une fois les finances publiques remises à flot.

De son côté, le ministre du logement, Hervé de Charette, au cours d'un entretien sur Radio-

Classique, a laissé entendre un autre cadeau fiscal de taille. Le gouvernement a, en effet, décidé de permettre aux détenteurs de scap monétaires de les vendre en franchise d'impôts sur les plus-values s'ils réinvestissent dans l'immobilier. «Cela s'applique au neuf et à l'ancien, cela s'applique au logement que l'on veut occuper pour soi-même ou que l'on veut louer», a rappelé M. de Charette. Le ministre n'a pas exclu d'étendre la mesure aux résidences secondaires. «Cette question est ouverte», a précisé le ministre dont l'entourage faisait savoir que la mesure était en bonne voie d'être acceptée.

## Afin de construire 4 000 habitations sociales par an

Le ministre du logement espère libérer  
une trentaine d'hectares à Paris

Le ministre du logement, en liaison avec la Ville de Paris, s'est fixé comme objectif de libérer, sur cinq ans «30 à 40 hectares de terrains dans Paris intra-muros pour y construire des logements sociaux, à raison de 60 % des terrains libérés». Dans un entretien publié, vendredi 10 septembre, dans *le Parisien*, Hervé de Charette précise que, «avec ces terrains et ceux que la ville libère, le rythme de construction pourrait être d'environ 4 000 logements par an».

Par ailleurs, le ministre indique qu'il «approuve totalement la demande du maire de Paris de relever de 30 % à 35 % les plafonds de ressources» permettant d'avoir accès à des HLM (*le Monde* du 16 juin). «Depuis dix ans, explique le ministre, les plafonds en francs

constants ont subi une baisse de 30 %. On a ainsi éliminé des logements HLM des familles modestes mais pas démunies, qui ne peuvent pourtant pas avoir accès à la propriété ou même à la location sur le marché libre».

«Je considère que les plafonds des prêts PAP (prêts aidés à la propriété) sont encore trop bas», a-t-il déclaré par ailleurs, sur Radio-Classique, samedi 11 septembre, avant de se prononcer pour leur réévaluation. En outre, il a adressé «un léger reproche aux grands réseaux bancaires», qu'il trouve «trop réservés à l'égard de l'investissement dans la pierre». Il rencontrera ces derniers pour en discuter.

Une «petite» Mercedes  
pourrait être construite  
en France

La France figure avec la Grande-Bretagne, la république tchèque et l'Allemagne, sur la liste des pays retenus par Mercedes-Benz pour la construction éventuelle de son futur petit modèle, a indiqué la firme. Rien n'est encore décidé, ni le lancement de cette voiture ni, a fortiori, son lieu de fabrication, mais les choses avancent assez vite et un certain nombre de sites possibles ont déjà été écartés (comme l'Espagne). Le constructeur allemand expose un prototype de cette voiture, sous le nom de «Vision A», au salon de Francfort pour «tester la réaction du public» et se faire une idée du marché potentiel. La décision de lancement sera prise avant la fin de l'année. Cette petite mais luxueuse automobile présente la particularité d'avoir le moteur sous le plancher.

## Projet de permutations à la tête d'établissements financiers publics

Le Crédit lyonnais, l'UAP et le Crédit  
national pourraient changer de président

Après la Banque de France et la direction du Trésor (*lire page 19*), l'UAP et le Crédit lyonnais, respectivement première compagnie d'assurances et première banque française, ainsi que le Crédit national seraient à la veille de changements de président. Évoqués depuis plusieurs jours, l'hypothèse d'un jeu de «chaises musicales» prend d'autant plus d'actualité qu'elle devient aujourd'hui presque publique. Un moyen pour le gouvernement et notamment pour M. Juppé de forcer la main aux uns et aux autres.

Point de départ du schéma envisagé, l'arrivée à échéance le 20 octobre du mandat d'Yves Lyon-Caen, président du Crédit national. M. Lyon-Caen n'a pas démissionné à la tête d'un établissement en pleine mutation, mais il paie le prix d'une nomination en octobre 1990 par Michel Rocard de qui il était le directeur adjoint du cabinet, jugé avant tout politicien. Un moment proposé à Daniel Lebègue, numéro deux de la BNP et candidat malheureux à la succession de René Thomas à la tête de la banque en cours de privatisation, la présidence vacante du Crédit national donne aux pouvoirs publics une belle occasion d'écarter un jeu de «chaises musicales».

Pas de chasse  
aux sorcières, mais...

Le Crédit national serait un point de chute «honorable» pour Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais, qui serait alors remplacé par Jean Peyrelevalde, le numéro un de l'UAP, dont le poste reviendrait à Jacques Friedmann. La mise en place de ce scénario complexe aurait ainsi pour principal objectif de mettre à la tête de l'UAP, M. Friedmann, tout en tenant de ménager les susceptibilités. Ami de longue date de Jacques Chirac et collaborateur très proche d'Édouard Balladur, M. Friedmann

pourrait organiser rapidement la privatisation de l'UAP dans la foulée de celle de la BNP, les deux groupes étant l'actionnaire principal de l'autre.

Matignon, qui cherche toujours à ne pas donner prise à l'accusation de se livrer à une chasse aux sorcières à la tête des entreprises publiques, a pourtant quelques difficultés à faire admettre ces changements à Jean-Yves Haberer et à Jean Peyrelevalde. Le premier nommé aurait été mis brutalement face au choix suivant : accepter le Crédit national ou ne plus rien retrouver à l'échéance de son mandat d'administrateur du Crédit lyonnais au printemps prochain. Après avoir connu une douloureuse traversée du désert entre 1986 et 1988 en perdant la présidence de Paribas, M. Haberer se serait presque résigné. Le Crédit lyonnais, dont la stratégie d'expansion sous ses auspices est très controversée, est en passe d'annoncer à nouveau de lourdes pertes (1 milliard de francs) au premier semestre. L'ancien directeur du Trésor aurait, toutefois, reçu le soutien de clients importants comme François Pinault, Bernard Arnault et même Robert Hersant qui auraient plaidé sa cause.

Pour Jean Peyrelevalde, qui dément les «informations annonçant son arrivée prochaine à la présidence du Crédit lyonnais», la situation est différente. Il n'est pas sûr du tout qu'il soit disposé à finalement accepter la tête du Lyonnais. L'Elysée souhaite que, en cas de remplacement, on lui trouve un poste à sa mesure, et le gouvernement lui est en quelque sorte redevable de son refus de suivre Pierre Bérégovoy dans l'affaire du raid, organisé avec l'accord de Pierre Bérégovoy, alors ministre de l'économie, contre la Société générale. Jean Peyrelevalde tient à conduire la privatisation de l'UAP, mais en terme de prestige la présidence de la première banque française vaut celle du premier assureur. Certes, la remise en état du Crédit lyonnais risque d'être longue et difficile, mais M. Peyrelevalde connaît la banque, il y a fait ses premières armes aux côtés de Jean Desbassens.

ÉRIC LESER

## SIEMENS

Chaque jour, Siemens innove  
pour aider les hommes  
à mieux communiquer.



Données, images, voix... il n'y a pas d'information que Siemens ne sache faire circuler grâce à sa maîtrise conjointe des télécommunications, des automatismes et de l'informatique. Un atout qui lui a permis de devenir un leader mondial de la communication avec des nouveaux systèmes toujours plus performants.

Les systèmes de communication privés Siemens, en réduisant les distances entre les différents sites de l'entreprise, permettent de communiquer partout sans perte de temps.

Les mobiles Siemens et le réseau GSM créé avec la participation active de Siemens, permettent de téléphoner dans le monde entier, à partir de n'importe quel pays européen, avec une qualité d'écoute inégalée.

Les automatismes Simatic et les postes de conduite Siemens-Nixdorf assurent la gestion technique

centralisée du système d'information Sirius sur les autoroutes A1 et A86.

Enfin, Siemens-Nixdorf en alliant les technologies des télécommunications et celles du traitement de l'information, a développé Transdata pour rendre compatibles les systèmes informatiques hétérogènes et Odis pour transmettre la bonne information à la bonne personne, au bon moment.

Pour Siemens, seule une réelle volonté d'entreprise permet d'aller plus loin vers une meilleure communication.

Siemens France - Direction de la Communication  
39-47, boulevard Ornano  
93527 Saint-Denis Cedex 2  
Téléphone : (1) 49 22 29 90

Siemens.  
La volonté d'aller plus loin.

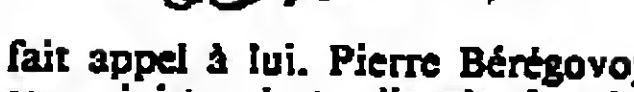
هكذا هو الحال



**Le Crédit lyonnais, l'UAP et le Crédit national pourraient changer de président**

**Pas de chasse  
aux sergents, mais...**

## Jean-Claude Trichet, gestionnaire de crises



**La Poste a équipé  
6000 de ses guichets  
avec des PC Olivetti  
au 1<sup>er</sup> semestre 1993.  
Il n'y a pas de hasard.**

**olivetti**

## Christian Noyer, l'empirique



## ÉCONOMIE

## SOCIAL

Mission impossible pour John Monks, le nouveau secrétaire général du TUC

## La crise persistante du syndicalisme britannique

Le cent vingt-cinquième congrès du Trade Union Congress (TUC), la confédération syndicale britannique, s'est achevé, vendredi 10 septembre, à Brighton, dans un climat morose. La tâche de John Monks, le nouveau secrétaire général, tient de la gageure : le déclin du militantisme s'accroît et la « concertation » avec le gouvernement et le patronat semble artificielle.

459 000 membres en 1992 et comptabilisant 7,3 millions d'affiliés, contre 12,2 millions à la fin des années 70. Les défections sont deux fois plus nombreuses que les pertes d'emplois. Le constat semble indiscutable : employeurs et salariés croient de moins en moins à la pertinence de l'action syndicale. Guère plus de 30 % des salariés britanniques adhèrent aujourd'hui à un syndicat.

## Loin des rododendres

Une étude récente montre que moins de 40 % des Britanniques sont couverts par des accords de négociation collective, contre 75 % à la fin des années 80. John Monks, cet homme de quarante-sept ans, que l'on dit « sérieux, réfléchi et consensuel », est manifestement le représentant d'un nouveau réalisme syndical. Loin des rododendres d'un Arthur Scargill, figure emblématique du syndicat des mineurs, il parle, lui, de frapper à la porte du gouvernement. David Hunt, le ministre de l'emploi, se dit prêt au dialogue. Les deux hommes ont développé des relations amicales, à l'image de celles qui se sont nouées entre John Monks et Howard Davies, le directeur général de la CBI (Confederation of British Industry, le patronat britannique), deux hommes « nouveaux », de la même génération et originaires de

la même ville, Blackley, près de Manchester.

Mais de quel dialogue s'agit-il, au moment où le gouvernement enlève l'abolition des conseils, qui garantissent un salaire minimum pour les 2,4 millions de Britanniques se situant au bas de l'échelle salariale, et où la loi qui limite considérablement la déduction automatique des cotisations syndicales entre en application ? Confronté au bourgeoisement du déficit public, le chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, est en train de prendre des décisions draconiennes. Comme les réductions de dépenses n'y suffisent pas, la menace d'un allouissement de la pression fiscale se précise. Le chancelier a annoncé qu'il ne fallait pas compter sur la levée de la limitation de l'augmentation des salaires à 1,5 % l'année prochaine, et le premier ministre, John Major, évoque des mesures nécessairement « impopulaires ».

Pour les cinq millions de salariés du secteur public et aussi pour les congressistes de Brighton, ces nouvelles ont fait l'effet d'une douche froide. Le TUC parle d'un hiver de mouvements revendicatifs. John Monks va devoir montrer beaucoup de persévérance pour continuer le « dialogue ».

LAURENT ZECCHINI

## Recettes éprouvées

Suite de la première page

Alors que « la société a changé », pour reprendre l'expression de Jean Mattéoli, président du CES et auteur d'un rapport d'étape préparatoire, la montagne des cinquante-trois articles semble accoucher d'une souris. Placé au centre des préoccupations et justifiant des mesures parfois contestées, l'emploi n'est pas assuré et encore moins promis. D'ailleurs, hormis peut-être Michel Giraud, personne ne se fait vraiment d'illusions sur ses effets immédiats.

Ce faisant, le texte laisse sans réponses deux critiques extrêmes et implicites, qui ne cessent d'alimenter le débat. Celle de Philippe Séguin, d'une part, rejoint sur certains de ses thèmes favoris par le Centre des jeunes dirigeants (CJD), qui explore une logique de rupture et appelle « une autre politique ». Celle, aujourd'hui relativement discrète, d'une base patronale de plus en plus dirigée, selon François Perigot lui-même, qui reproche à ce gouvernement, pourtant nanti d'une majorité écrasante, de ne pas profiter de l'occasion pour aller loin et fort. Ce qui justifie la prudence du CNPF, déjà amené à ne pas s'engager et peu enclin à clamer son enthousiasme. En outre, cela lui donne une raison supplémentaire pour refuser le lien entre l'annualisation du temps de travail et la réduction de celui-ci, souhaitée par les syndicats et espérée par la CFDT.

Dès lors, peut-on s'étonner, au-delà des critiques formulées ci et là, que l'impression générale soit au sentiment de déjà vu ? Depuis

maintenant dix-huit ans ou presque que se pratique le cérémonial du rendez-vous de septembre pour annoncer un énième plan emploi, se développe un phénomène de saturation et, pour tout dire, de banalisation. Peu ou prou, les recettes proposées tournent autour de solutions voisines, reprises et ravivées. En fonction de la période, de la conjoncture, au moins autant que l'alternance politique, seuls changent les inflexions. Une fois, l'accent sera mis sur le chômage de longue durée, une autre sur les jeunes, une autre encore sur les salariés âgés, et ainsi de suite (la formation, l'exonération de charges, l'abaissement du coût du travail, le traitement social, etc.).

## Sentiers battus

De ce point de vue, sauf pour ce qui est de sa longue période d'application, dont on peut douter, tant les besoins de relance sont nécessaires à la mobilisation dans le temps, le projet de loi s'inscrit dans la continuité. Il ne s'écarte pas réellement des sentiers battus. Un exemple suffira : l'aménagement du temps de travail, devenu aujourd'hui annualisation, fait partie des thèmes récurrents, le plus souvent associé à sa contrepartie, la diminution de la durée hebdomadaire.

Si l'équipe de M. Balladur ne déroge donc pas à la tradition, il n'en reste pas moins qu'avec ce remède, des innovations (des reculs, selon certains) apparaissent, qui donnent son sens politi-

que au texte. Tandis que se posent des problèmes de méthode, sans doute lourds de conséquences. De plus, et on l'a bien vu pendant toute la phase d'élaboration, ces différences sont à l'origine d'alternances et même de rectifications, comme si le gouvernement faisait l'apprentissage des pesanteurs d'un corps social organisé, qu'on le veuille ou non, autour des partenaires sociaux. C'est ainsi qu'il faut interpréter les abandons précipités tant du moratoire sur les prélèvements obligatoires que sur l'allongement des contrats à durée déterminée ou des missions d'intérim.

## Sans souci de l'existant

Quoi qu'il en soit, quatre éléments retiendront l'attention qui, abordés de manière « anesthésiante », selon la formule de Michel Rocard, pourraient se révéler néfastes avant le fameux défilé de cinq ans. La baisse des charges, grâce au transfert des allocations familiales, pourrait provoquer un effet de seuil sur l'évolution des salaires et sans doute des carrières, bloquant celle des actifs rémunérés plus de 1,5 fois le SMIC. Subrepticement, avec le rôle dévolu aux missions locales et aux Permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO), l'enseignement de dix années d'action en faveur des jeunes est ignoré. En séparant l'insertion sociale de l'insertion professionnelle, à l'inverse de ce que préconisait le rapport de Bertrand Schwartz dès 1981, le risque d'ajouter à l'exclusion augmentée, notamment dans les banlieues. Si ces publics doivent trouver un emploi, ce besoin ne peut être dissocié du logement ou de la santé, par exemple.

La troisième observation va dans le même sens. Sans que cela soit exprimé, le nouveau schéma pour la formation revient sur l'individualisation des parcours et, plus encore, sur la différenciation des dispositifs de formation des publics. Au nom de la simplification, un thème parfois racoleur, le contrat de formation individualisé (CFI), et le programme d'aide à la qualification et à l'emploi (PAQUE), destinés aux catégories les plus défavorisées, sont menacés dans les faits. Avoir pour intention de créer une seule filière de formation en alternance, en regroupant l'apprentissage et le contrat de qualification, ou constituer une grande filière de l'insertion, avec le contrat emploi-solidarité (CES), d'une part, le contrat d'insertion professionnelle d'autre part - en lieu et place des contrats d'orientation et des contrats d'adaptation - peut accélérer la tendance de ces formules au renforcement de la sélection. Ce qui se fera au détriment des plus démunis, entraînant leur exclusion. D'ailleurs, peut-on penser que l'entreprise est aujourd'hui en mesure de tenir le rôle qui lui est proposé ?

## L'enjeu de la formation

Enfin, la préparation du projet de loi a mis en évidence le peu de cas qui était fait de la politique contractuelle à déployer, au-delà d'une méconnaissance des relations entre les partenaires sociaux, que le gouvernement intervenait sans souci de l'existant, souvent fruit de la négociation collective, à laquelle le patronat est autant attaché que les syndicats. L'élaboration la plus probante en est fournie par le dossier de la formation professionnelle. Proposant une régionalisation qui répondait aux souhaits de l'UDF au moins, le gouvernement entend légiférer dans un domaine où les partenaires sociaux n'ont cessé de construire depuis plus de vingt ans un vaste appareil.

Or, pour les syndicats comme pour le patronat, la formation est devenue un énorme enjeu financier. Bien plus, celle-ci fait figure de champ d'application exemplaire pour le partenariat, pour la politique conventionnelle et pour le partenariat. De part et d'autre, on a fait de ce sujet la clé de voûte des rapports sociaux, et l'on considère ce lieu d'entente et d'échange comme indispensable à l'évolution de la politique sociale. D'autant que les accords qui y sont signés sont le résultat de compromis et donc d'équilibres qui correspondent à la réalité du monde du travail.

Cela explique l'unanimité qui s'est faite contre ce volet formation et dont M. Giraud devra nécessairement tenir compte. Sinon, déjà affaiblis, les partenaires sociaux sortiront amoindris de l'adoption d'un projet de loi censé construire l'avenir, alors que la période qui s'ouvre s'annonce socialement comme celle de tous les dangers. Le résultat pourrait être l'inverse de ce qui était espéré. C'est ce qui arrive quand on veut décider pour longtemps... dans la précipitation.

ALAIN LEBAUVE

## Après le pacte... Le groupe Hersant est-il en règle ?

Le groupe Hersant, qui a été l'un des principaux bénéficiaires du pacte de stabilité, se trouve aujourd'hui en situation délicate. Les autorités de régulation ont mis en cause la légalité de certaines opérations effectuées par le groupe, notamment la cession de parts de son holding à des proches de la famille Hersant. Cette affaire a suscité de vives réactions dans le milieu financier et politique, et a remis en question la confiance du public envers le groupe. Les dirigeants de Hersant tentent de se défendre, affirmant que toutes les opérations ont été effectuées dans le respect de la loi. Cependant, les autorités insistent sur le fait que certaines pratiques ont été jugées abusives, et qu'il y a lieu de réexaminer la situation. Cette affaire pourrait avoir des conséquences importantes sur l'avenir du groupe Hersant, et sur la confiance du public envers les entreprises cotées en bourse.

Olivette Tous les



## SICAV actions de la BNP: suivez le guide

Les SICAV actions de la BNP sont conçues pour répondre à vos besoins d'investissement. Voici une sélection de nos fonds :

- Natio Epargne Retraite** : Pour préparer votre retraite.
- Natio Perspectives** : Pour une vision à long terme.
- Natio Opportunités** : Pour saisir les opportunités de croissance.
- Natio Epargne Croissance** : Pour une croissance durable.
- Natio France Index** : Pour suivre l'évolution de la France.
- Natio Valeurs** : Pour investir dans des valeurs éthiques.
- Inter Stratégie** : Pour une stratégie d'investissement diversifiée.
- Natio Immobilier** : Pour investir dans l'immobilier.
- Natio Patrimoine** : Pour constituer un patrimoine solide.
- Natio Epargne Valeur** : Pour investir dans des valeurs de qualité.

Dès aujourd'hui, l'édition de septembre du guide des SICAV et FCP de la BNP est à votre disposition dans votre agence. Que vous fassiez un placement à court, moyen ou long terme, en actions, obligations, ou monétaires, ce guide vous permettra de préparer votre investissement avec toute l'information nécessaire. N'hésitez pas à contacter votre conseiller BNP.

Clarification nécessaire







## VIE DES ENTREPRISES

Alors que la Confédération helvétique connaît une troisième année de récession

## Les banques suisses se félicitent de leurs résultats

La malheur des uns ferait-il le bonheur des banques suisses? Du moins c'est ce qu'on pourrait penser à en juger par les «excellents» résultats semestriels affichés par les principaux instituts bancaires helvétiques.

## BERNE

de notre correspondant

Si l'on tient compte des montants des bénéfices, ils s'élèvent à 1,3 milliard de francs suisses (1) pour l'UBS, 883 millions pour le Crédit suisse et 719 millions pour la SBS. Les grandes banques reconnaissent avoir amplement profité des conditions favorables qui ont régné sur les marchés des titres et des devises, ainsi que de la baisse des taux d'intérêt. Comme l'indiquait la SBS, elles ont aussi directement bénéficié des tensions qui ont agité le SME. Pour sa part, le Crédit suisse se targue d'avoir bien digéré l'absorption, au début de l'année, de la Banque populaire suisse. Autre facteur ayant largement contribué à

cet essor: la part croissante des revenus réalisés à l'étranger. Ainsi, les bénéfices réalisés hors des frontières helvétiques ont atteint 34 % pour le Crédit suisse et près de 40 % pour l'UBS et la SBS.

Loin de s'endormir sur leurs lauriers, les grandes banques suisses se montrent optimistes pour l'avenir et tablent également sur de «bons résultats» au second semestre. Alors que la Suisse connaît sa troisième année de récession, l'insolente santé des banques contraste avec la morosité ambiante. L'Association suisse des banques a beau s'efforcer de présenter ces résultats spectaculaires comme «un signe positif pour la reprise de l'économie», le message passe mal auprès d'une bonne partie de l'opinion. Comment expliquer ces

bénéfices faramineux à ceux qui doivent se serrer la ceinture, quand le chômage avoisine les 5 % (taux élevé pour la Suisse) et que les finances publiques accusent des déficits croissants?

Pour 1994, la Confédération prévoit un déficit budgétaire supérieur à 6 milliards de francs suisses, tandis que le canton de Genève va jusqu'à envisager au Japon pour ses dépenses courantes. Tout en se réjouissant que les banques tiennent bien leur rang, le ministre socialiste des finances, Otto Stich, leur a cependant reproché de n'avoir pas plus rapidement et plus fortement baissé leurs taux hypothécaires, alors qu'elles en avaient les moyens. Ainsi les 4-4-1 invités à accorder à nouveau davantage de crédits dans

l'intérêt de l'ensemble de l'économie.

A en croire l'Association suisse des banques, le climat d'euphorie régnant sur les marchés financiers anticiperait une reprise attendue pour le deuxième semestre de 1994. Cet optimisme prudent est partagé par Hans Sieber, directeur de l'Office fédéral des questions conjoncturelles. Commentant la diminution de 0,2 % du PIB au deuxième trimestre, soit sensiblement moins qu'au cours des trois trimestres précédents, il a cru pouvoir en déduire qu'«on se rapproche d'un retournement conjoncturel».

JEAN-CLAUDE BUHRER

(1) 1 franc suisse vaut environ 4 francs.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## NOMINATIONS

Un nouveau directeur général aux chambres d'agriculture. - Louis Couppilleu a été nommé directeur général des services de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA). Agé de cinquante-six ans, M. Couppilleu est diplômé de droit rural et d'économie agricole. Il a débuté sa carrière à la Fédération nationale de l'horticulture et est entré aux chambres d'agriculture en 1965. Il était depuis 1986 directeur général adjoint de l'APCA.

Denis Piet (CEA Industrie) président de Sopha Medical. - Denis Piet, directeur financier de CEA Industrie, a été nommé président de Sopha Medical, en remplacement de Raymond Chastel. Colin McNaught, patron de la filiale américaine de Sopha Medical, est nommé vice-président de Sopha. Les rumeurs sur une nomination de M. McNaught à la présidence avaient soulevé l'opposition déclarée des syndicats de Sopha, qui voyaient là un signe de désengagement de CEA Industrie de sa filiale d'imagerie médicale, dont il avait pris le contrôle en mars, au profit d'un partenaire américain.

Michel de Rosen, nouveau directeur général de Rhône-Poulenc Rorer. - Le conseil d'administration de Rhône-Poulenc Rorer, la filiale pharmaceutique américaine de Rhône-Poulenc, a annoncé plusieurs changements affectant son équipe dirigeante, dont la nomination de Michel de Rosen comme directeur général du groupe dirigé par Robert E. Carvorth. Actuellement directeur général du secteur «fibres et polymères» de Rhône-Poulenc, Michel de Rosen, dont la nomination prend effet immédiatement, reprend les responsabilités assumées par Jean-Jacques Ber-

trand et Randy Thurman. M. Bertrand deviendra vice-président-directeur général de Pasteur Mériteux sérum et vaccins le 1<sup>er</sup> janvier 1994. Quant à Randy Thurman, il a quitté le groupe le 9 septembre pour devenir président de Corning Lab Services. Par ailleurs, Martin Pinot, actuellement directeur général adjoint du secteur «fibres et polymères», est nommé directeur général de ce secteur en remplacement de Michel de Rosen.

Hans-Olaf Henkel vice-PDG d'IBM Europe. - Hans-Olaf Henkel a été nommé vice-président-directeur général d'IBM Europe et directeur général d'IBM World Trade pour la région Europe/Moyen-Orient/Afrique. M. Henkel dirigeait la filiale allemande d'IBM. Il est appelé à remplacer Renato Rivero, actuellement PDG d'IBM World Trade pour la région Europe/Moyen-Orient/Afrique et PDG d'IBM Europe, lorsque celui-ci sera valoir ses droits à la retraite début 1994.

## DÉCÈS

Werner Niefer, l'ancien patron de Mercedes, est décédé. - Werner Niefer, président du directoire de Mercedes-Benz jusqu'en mai 1993, est mort dimanche 12 septembre, à Stuttgart, à soixante-cinq ans des suites d'une opération d'un cancer du poumon. Le président du directoire de Daimler-Benz AG, Eberhard Reuter, a interrompu un voyage dans l'ex-Union soviétique pour revenir d'urgence à Stuttgart en apprenant la nouvelle. L'actuelle structure de groupe Mercedes et la réputation de ses voitures doivent beaucoup au travail de Werner Niefer, décrit par ses proches comme un pragmatique qui connaissait tous les rouages de son entreprise, où il était entré comme

apprenti, avant de passer un diplôme d'ingénieur. En 1976, il avait accédé au directoire, avant d'en devenir président en 1989.

## EMPLOIS

La poste allemande devrait supprimer 60 000 emplois en dix ans. - Le ministre allemand des postes, Wolfgang Boetsch, a estimé samedi 11 septembre, que les services du courrier, des télécommunications et des services bancaires de la poste supprimeraient environ 60 000 emplois d'ici à la fin de la décennie. Dans une interview à l'hebdomadaire Welt am Sonntag, M. Boetsch a toutefois précisé qu'il n'y aurait «pas de licenciement massif», mais que la réduction résulterait de «fluctuations naturelles».

Deutsche Airbus va supprimer 3 000 emplois en Allemagne d'ici à 1995. - La Deutsche Aerospace Airbus, partenaire allemand du consortium Airbus Industrie, va supprimer d'ici à 1995 quelque 3 000 emplois sur les 20 000 que compte la société, en raison de la crise du transport aérien. Neuf sites de production seront touchés, seul celui de Dresde étant épargné. Les représentants du personnel accusent la direction de l'entreprise de ne pas avoir su peser sur la stratégie de vente d'Airbus.

Louva International (confection): licenciement de 59 salariés. - L'entreprise de confection Louva International pour vêtements pour enfants économiques 59 personnes sur son site de Mutzig (Bas-Rhin) en raison, selon la direction de la société, de la concurrence étrangère, notamment asiatique. Le groupe SM, qui contrôle Louva International, emploie au total 600 personnes, dont 200 à Mutzig et fabrique essentiellement de la lingerie féminine destinée à la grande distribution et à la vente par correspondance. SM réalise environ 50 % de ses ventes à l'étranger et dispose, outre de son unité alsacienne, de deux autres centres de production, l'un à Orléans et l'autre en Tunisie. Sur les 59 licenciés, une trentaine devraient être reclassés dans d'autres entreprises de la région.

Suppression de 180 emplois chez Continental à Sarreguemines. - Le groupe allemand Continental a décidé de stopper, d'ici à la fin 1994, la production de pneumatiques pour poids lourds dans son usine de Sarreguemines (Moselle) et d'y supprimer 180 des 1 070 emplois. La direction avait indiqué récemment que la production quotidienne de 750 pneus de 20 pouces, qui ne trouvait plus de débouchés, devait être transférée vers l'ex-Tchécoslovaquie. Toutefois, selon un porte-parole de l'intersyndicale, elle a signifié, au cours d'un comité central d'entreprise et d'un comité d'établissement extraordinaire, que, finalement, la fabrication ne demeurerait probablement pas en Europe. Le plan social prévoit 95 licenciements et 85 départs en préretraite ou départs volontaires. Les dirigeants du site lorrain entendent compenser partiellement l'arrêt de cette production par une augmentation de la fabrication «tourisme».

## CONTRATS

Transroute remporte un contrat en Chine. - Un consortium français, avec pour chef de file Transroute International SA, et composé d'Alcatel CIT et de CSSE-Pages, vient de remporter un contrat en Chine pour la fourniture de l'équi-

pement d'une autoroute Canton-Shenzhen. Ce contrat, signé à l'issue d'un appel d'offres international, avec le Superhighway Turkey Construction Consortium (STCC) en République populaire de Chine, porte sur un montant de 225 millions de francs. L'autoroute, longue de 122 kilomètres, reliera la frontière de Hongkong au boulevard périphérique de Canton. Son ouverture complète est prévue pour l'été 1994.

Paco Rabanne-Couture: contrat de licence avec le groupe sud-coréen Lotte. - Paco Rabanne-Couture a signé pour cinq ans un «très important contrat de master-licence» avec le groupe d'hôtellerie et de distribution de luxe sud-coréen Lotte. Le géant de la distribution coréen proposera une quarantaine de produits Paco Rabanne (prêt-à-porter féminin et masculin, mode enfant, arts de la table, petit mobilier, articles de décoration, linge de maison) fabriqués localement et distribués, dès octobre 1993, dans les circuits de distribution sélective traditionnelle, les grands magasins et les magasins haut de gamme. Ce contrat devrait se traduire par environ 250 millions de francs de volume d'affaires par an.

## INAUGURATION

Grundig ouvre une usine de composants en Autriche. - Grundig Austria a inauguré, mercredi 8 septembre, une nouvelle usine à Siegen, à 50 kilomètres au sud de Vienne, représentant un investissement de 40 millions de schillings (20 millions de francs). Grundig Austria produira à Siegen des composants techniques pour appareils de télévision. La direction envisage une augmentation du chiffre d'affaires annuel de Grundig Austria de 900 millions de schillings grâce à la production de Siegen. L'usine a été planifiée «pour faire de Grundig Austria le centre de télévision du groupe et la plaque tournante pour le marché est-européen» de la société Grundig.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 13 septembre (1)  
Timide reprise

Après une baisse quasi ininterrompue pendant une dizaine de jours, la Bourse de Paris amorçait une petite reprise, lundi 13 septembre, dans un marché calme. L'indice CAC 40 a gagné 0,15 % à 2 111,82 points.

En un peu moins de deux semaines, les valeurs françaises ont cédé 5 % par rapport aux sommets atteints le 31 août. Il est donc logique, aux yeux des opérateurs, que des ordres d'achat se multiplient, avant tout pour des raisons techniques. Le marché se réjouit par ailleurs du projet gouvernemental d'abaisser le seuil de taxation des stocks de trésorerie. «Une taxation plus forte sur les stocks de trésorerie ne peut que favoriser la Bourse», souligne un intervenant.

La légère diminution du loyer de l'impôt sur le jour à 7,25 %, laissa par ailleurs primer un geste de la Banque de France après la baisse des taux directeurs de la Bundesbank jeudi dernier. Le refinancement du dollar arché, un peu reculé ces derniers jours, mit également en faveur d'un assouplissement de la politique monétaire française.

Pourtant, si ces espoirs de baisse des taux se concrétisent, le marché a depuis des semaines largement anticipé une telle initiative. Il ne devrait donc pas réagir de manière spectaculaire, estimant les investisseurs. Avant le conseil européen du 20 septembre consacré aux négociations sur le GATT, des conjoncturistes considèrent que rien d'important en matière de taux ne sera décidé.

Du côté des valeurs, les échanges ont été assez actifs. Les valeurs qui ont fait l'objet d'une offre publique de rachat: 7,1 % du capital a changé de mains.

## LONDRES: chiffre d'affaires record en août

La Bourse de Londres a vécu un mois d'août particulièrement florissant: tandis que l'indice Footsie des cent grandes valeurs battait record sur record, son chiffre d'affaires s'est élevé à 109,27 milliards de livres (190,1 milliards de francs), un niveau jamais atteint.

Les investisseurs se sont notamment portés sur les valeurs étrangères, dont le chiffre d'affaires total a également atteint un record à 54,8 milliards de livres.

Le chiffre d'affaires des huit valeurs les plus actives a amorcé pour partie d'un quart du total de l'activité de la Bourse. Ces valeurs sont: Barclays Bank, British Gas, British Telecom,

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	2 sept. 1993
Total actif	783 383
dont:	
Or	160 358
Disponibilités à vue à l'étranger	83 352
Emprunts au Fonds de stabilisation des changes	53 042
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	16 799
Comptes en trésorerie publique	54 204
Travaux d'Etat (poste et obligations)	36 030
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	136 619
Effets privés	1 181
Effets en cours de recouvrement	193 856
Total passif	783 383
dont:	
Emprunts en circulation	268 592
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	3 572
Comptes courants de Trésor public	13 962
Reprises de liquidités	2 986
Comptes d'opérations de stabilisation des changes	8 631
Emprunts au Fonds européen de coopération monétaire	53 174
Mécanisme de réévaluation des avoirs publics en or	179 319

## TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres depuis le 1 <sup>er</sup> sept.	10 %
Taux des primes à 24 heures	10 %
Taux des primes sur trois mois	10 %

## TOKYO, 13 septembre (1) Au-dessus des 21 000

La Bourse de Tokyo a fini en forte hausse, lundi 13 septembre, à la faveur d'achats d'investisseurs institutionnels. L'indice Nikkei a gagné 330,13 points (1.59 %) à 21 148,11 points. Le Nikkei a ainsi franchi la barre des 21 000 points pour se retrouver à son plus haut niveau de l'année. Le volume des transactions a été estimé à quelque 270 millions de titres contre 570 millions la veille.

L'espoir d'une baisse rapide du taux d'escompte et d'autres mesures pour

relancer l'économie japonaise a incité les grands investisseurs à acheter massivement, rapportent des boursiers.

VALEURS	Cours de 10 sept.	Cours de 13 sept.
Affirmato	1 420	1 420
Alcatel	1 280	1 280
Canon	1 150	1 150
Fujitsu	2 450	2 450
Hitachi	1 000	1 000
Motorola	1 400	1 400
Nissan	870	870
Sony	4 000	4 000
Toshiba	1 720	1 720

## CHANGES

Dollar: 5,6335 F (1)

Le franc français se raffermissait, lundi 13 septembre, sur le marché des changes parisiens, à 3,5060 francs pour un dollar américain contre 3,5124 francs vendredi 10. Le marché croule à une prochaine baisse des taux directeurs de la Banque de France. Le dollar baissait légèrement à 5,6035 francs contre 5,6110 francs vendredi. Les options, tous notant une faible activité, lundi matin, en l'absence de publication d'indices américains.

	10 sept.	13 sept.
FRANCOFORT	10 sept.	13 sept.
Dollar (en DM)	1,976	1,986
TOKYO	10 sept.	13 sept.
Dollar (en yen)	165,63	166,38

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	10 sept.	13 sept.
Paris (13 sept.)	7 316	7 316
New-York (10 sept.)	7 316	7 316

## BOURSES

	9 sept.	10 sept.
ISBF, base 100: 31-12-81		
Indice général CAC	3842	NC
ISBF, base 1000: 31-12-87		
Indice CAC 40	2 108,75	2 108,38

NEW-YORK (indice Dow Jones)	9 sept.	10 sept.
Industrielles	3 589,49	3 621,63
LONDRES (indice Financial Times)	9 sept.	10 sept.
100 valeurs	3 621,28	3 637
30 valeurs	2 366,70	2 365,48
Mixte	1 551,18	1 551,78
Fonds d'Etat	1 822,54	1 822,69

FRANCOFORT	9 sept.	10 sept.
Dollar	1 894,81	1 895,61
TOKYO	10 sept.	13 sept.
Nikkei Dow Jones	20 817,96	21 148,11
Indice général	1 677,50	1 694,51

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,6138	5,6138	5,6138	5,6138
Yen (100)	5,2798	5,2827	5,3085	5,3487
DM	6,6449	6,6573	6,6367	6,6487
Franc suisse	3,3829	3,3978	3,3835	3,3929
Franc suisse	4,9150	4,9151	4,9335	4,9487
Libra sterling	3,6383	3,6454	3,6289	3,6398
Franc japonais	8,7695	8,7198	7,7361	7,7581
Peseta (100)	4,3651	4,3784	4,356	4,3493

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/8	3 1/8	3 1/16	3 3/16	3 3/16	3 5/16
Yen (100)	2 11/16	2 12/16	2 9/16	2 1/2	2 1/2	2 3/4
DM	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 5/8	7 1/2	7 3/4
Deutschmark	6 3/4	6 7/8	6 7/8	6 5/8	6 1/2	6 3/4
Franc suisse	4 3/4	4 7/8	4 9/16	4 11/16	4 7/16	4 9/16
Libra sterling (1000)	8 15/16	9 3/16	8 7/8	9 1/8	8 5/8	8 7/8
Franc japonais	5 7/8	6	5 13/16	5 15/16	5 3/4	5 7/8
Yen (100)	1 7/8	1 3/4	1 13/16	1 1/2	1 11/16	1 3/4
Franc japonais	7 1/16	7 5/16	6 13/16	7 1/8	6 11/16	7 1/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de journée par la salle des marchés de la BNP.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements: 46-62-72-67

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Sema Group au Japon  
Fortes performances

Le chiffre d'affaires consolidé de Sema Group pour le premier semestre 1993 a atteint 232,9 millions de livres, soit une augmentation de 19 % par rapport à la même période de 1992. Le bénéfice courant avant impôt a augmenté de 38 %, à 10,6 millions de livres hors plus-value de cession. Le bénéfice net, part du Groupe, a progressé de 35 %, atteignant 6,5 millions de livres. Le bénéfice par action est en augmentation de 33 % à 7,0 p.

La situation financière du Groupe s'est encore améliorée avec en particulier une croissance significative des disponibilités nettes qui atteignent 18 millions de livres (contre 5 millions de livres à fin 1992).

Les bonnes performances des activités Intégration de Systèmes (76 % du CA) et Facilities Management (15,5 % du CA), les positions acquises dans des secteurs tels que la Banque, l'Energie, la Défense et le Transport, ainsi que sa couverture géographique ont permis au Groupe de résister aux aléas de la conjoncture.

La coopération avec France Telecom se poursuit et s'est déjà concrétisée par la création d'une joint venture dans les télécommunications civiles en France et par la prise de participation de France Telecom dans la filiale Facilities Management du Groupe au Royaume-Uni.

Dans un environnement économique difficile, le Groupe aborde le second semestre 1993 avec un solide carnet de commandes et les atouts nécessaires pour continuer à progresser.

SEMA GROUP

Le Monde



## MARCHÉS FINANCIERS

**CAC 40 : -0,09 % (2106,40)**

## Règlement mensuel

<b>Comptant</b> (selection)	<b>Sicav</b> (selection) 10 septembre
-----------------------------	---------------------------------------

**Renseignements : 46-62**

Marché des Changes					Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINTEL		Matif (Marché à terme international de France) 10 septembre 1993							
Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 10/09	Cours des billets		Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 10/09	36-15 TAPEZ LE MONDE	NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 175 630				CAC 40 A TERME Volume : 19 887				
			achat	vente					Cours	Mars 94	Sept. 93	Déc. 93	Cours	Sept. 93	Oct. 93	Nov. 93	
Extr. Unie (1 uni)	5,8530	5,8470	5,40	5,90	Or (à la talle en barre)	83000	84000										
Extr.	5,8520	5,8550			Or (en lingot)	84000	84500										
Allemagne (100 dm)	333,2000	331,4000	333	332	Napoléon (200)	370	375										
Belgique (100 fl.)	314,2000	16,4015	15,75	16,75	Pièce Fr (20 fr)	354	360										
Pays-Bas (100 fl.)	313,2000	312,7000	302	323	Pièce Suisse (100 fr)	360	373										
Italie (100 lire)	3,6445	3,6495	3,37	3,82	Pièce Latine (100 fr)	461	464										
Danemark (100 kr.)	85,0200	85,0000	80	85	Pièce 5 dollars	2410	2430										
Indonésie (1 Rp.)	8,2200	8,1655	7,80	8,65	Pièce 10 dollars	1217,50	1228										
Grèce (100 dr.)	8,7778	8,7720	8,35	9,15	Pièce 5 dollars	738	745										
Grèce (100 drachmes)	2,4685	2,4420	2,69	3,08	Pièce 50 pesos	2325	2415										
Suisse (100 fr)	402,4000	401,3500	387	409	Pièce 100 Roubles	355	365										
Sweden (100 kr.)	71,5000	71,4800	67	75													
Norvège (100 kr.)	80,8000	80,6200	75	84													
Autriche (100 sch.)	50,1510	49,6580	48,30	51,30													
Espagne (100 pes.)	4,3380	4,3815	4,05	4,60													
Portugal (100 esc.)	4,3420	4,3400	3,05	3,40													
Canada (1 \$ can.)	4,2959	4,2950	4,10	4,55													
RÈGLEMENT MENSUEL (1) Lundi date mardi : % de variation 31/12 - Mardi date mercredi : montant du coupon - Mercredi date jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi date																	
ABRÉVIATIONS B = Bordeaux U = Lille Ly = Lyon M = Marseille									SYMBOLES 1 ou 2 = catégorie de coupon - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA ■ coupon détaché - ♦ droit détaché - < début du jour - ♦ cours précédent.								

Japon (100 yens)	5,3812	5,3048	5,10	5,45	vendredi : compensation - vendredi midi samedi : quiches de négociation	Ny = Nancy	Nz = Nantes	o = offert - d = demande - j offre reçue - j demande reçue - # contrat d'asimilation
------------------	--------	--------	------	------	---	------------	-------------	--



## ÉCHECS

Troisième partie du championnat du monde

## Kasparov pare, riposte et gagne

La pression psychologique aurait-elle déjà défait Nigel Short? Après avoir perdu au temps dans la première partie, après être passé à côté d'une position gagnante dans la deuxième selon la plupart des analystes, l'Anglais ne s'est pas reconstruit un moral dans la troisième, disputée samedi 11 septembre à Londres.

Avec les Blancs, Kasparov reprend une partie espagnole, comme dans la première rencontre. Short change de ligne au 8<sup>e</sup> coup (8... Fb7), mais le tenant du titre, très sûr, prend son temps, consolide sa position, manœuvre sur l'aile-dame tandis que son adversaire se lance, de l'autre côté, dans une attaque qu'il souhaite décisive: il veut mater le Russe. Alors que le temps presse pour les deux joueurs, Kasparov se défend minutieusement, avec calme, jouant que la menace n'est pas mortelle. Au 27<sup>e</sup> coup, Short sacrifie un cavalier (27... Cg3+), mais son réseau de mat manque de densité et son attaque de justesse: le champion du monde se retrouve avec une pièce en plus pour deux pions.

Tel un escrimeur, après avoir paré, Kasparov va riposter pour profiter de son avantage matériel, simplifier une position qui devient, au fur et à mesure des échanges, désespérée pour Short. Celui-ci abandonne au 59<sup>e</sup> coup, pour ne pas voir l'inductible. Après la rencontre, le Russe, qui mène désormais 2,5 à 0,5, déclarera négligemment avoir eu de la chance dans les trois parties... Comme si, en plus de devoir battre le champion du monde, Short devait venir à bout de la scoumoune! Prochaine confrontation, mardi 14 septembre.

Par ailleurs, Karpov et Timman ont fait nulle dans les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> parties du championnat du monde concurrent qui se déroule aux Pays-Bas et sont à égalité au score, 2,5 partout.

P. B.

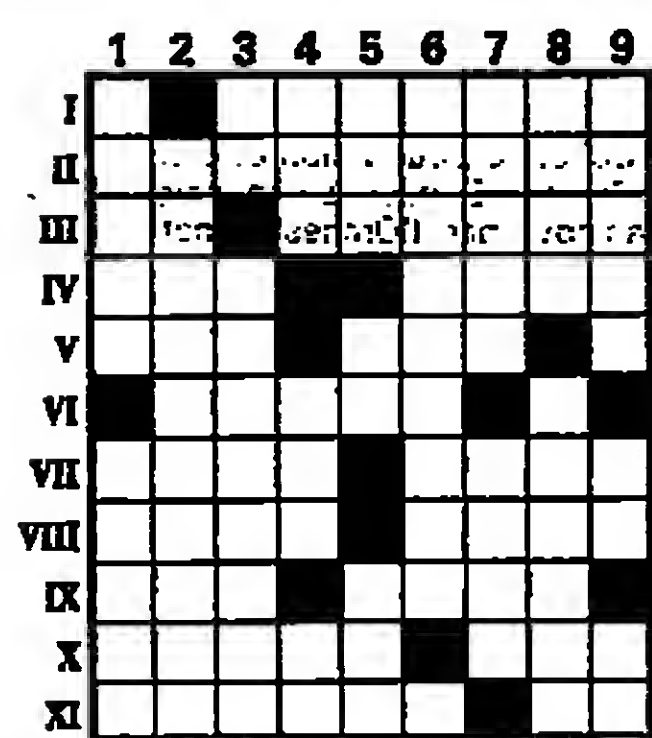
Blancs: KASPAROV  
Noirs: SHORT  
Troisième partie  
Défense espagnole

1. e4	e5	31. Dc1	dxc5
2. Cf3	Cf6	32. Cc2	Td6
3. Fd3	c6	33. Fg2	Pd6
4. Fc4	Cb6	34. Rg1	Rg6
5. 0-0	Fc7	35. Cf1	Dg5
6. Td1	b5	36. Dc3	Dd6
7. Fd3	0-0	37. Td2	Ff6
8. e4	Ff7	38. Td4	Dd6
9. d3	Td8	39. Dc5	Dc5+
10. Cc2	Ff8	40. bxc5 (117)	M (120)
11. c3 (29)	M (37)	41. Cf2 (126)	M (121)
12. Fd2	42. Rf2	43. Rf7	44. Rf7
13. Cd4 (48)	Dd7 (46)	45. Fd3	Fd7
14. Cg6	Cf7	46. Cc3	Rd6
15. Cc8	Rd8	47. g4	Rd6
16. D3	Td8	48. Fd4	Fd6
17. D4	Cg6	49. Fc2	Fg6
18. Cc3	Fg6	50. Fd1	Ff6
19. Fb1	Cd5	51. Fd4	Ff6
20. a5	a6	52. Cc1	Rd6
21. Rf3	Cd4	53. Fb3+	Rd7
22. Td2	Td6	54. Cc3	Rd6
23. d4	Tg6	55. Cc4	Rd6
24. Rb1	Td8	56. Rb1 (157)	Rd6 (159)
25. d5 (109)	Td1 (108)	57. Fd4	Fd6
26. g4	Td8	58. Cc4+	Rd6
27. Fd4	Cg3	59. Rb3	Rd6
28. bxc3	Cd3	60. Rb4	Rd6
29. Fd5	Dd4	61. g4	Rd6
30. Td2	Cd1		

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 8126



HORIZONTALEMENT

1. Un mouvement qui peut donner du mal. — II. Comme des mouvements qui se font en parlant. — III. Pronom. Les fines ne sont pas mauvaises. — IV. Peut être pris dans un salon. Une bordure. — V. Serpente. D'un auxiliaire. — VI. Frappe fort quand elle est grande. — VII. Constellation. Peut faire pâlir une étoile. — VIII. Endroit où l'on envoie pâtre. Qui s'est fait tout petit. — IX. Adjectif pour une bonne œuvre. Battu quand on s'en moque. — X. Des questions. Circule en Albanie. — XI. Airs d'enterrement. Une direction.

VERTICALEMENT

1. Endroit où l'on trouve des fidèles. Quand il est posé, on attend pour rien. — 2. Lavé et blanchi. — 3. Quartier de Tarbes.

Un homme de notre monde. — 4. En Belgique. On peut y trouver du sang. Un préfixe quand on fait les choses à moitié. — 5. Le premier vigneron. Lie. Pas innocent. — 6. Instrument à vent. — 7. La Judée en a fourni un. Est mis sur la voie. — 8. En Belgique. On y accueille des touristes qui n'ont pas peur de la mort. — 9. Sur la Ruhr. Adverbe. Lettres pour annoncer qu'on ne répond plus.

Solution du problème n° 8125

Horizontalement

I. Phraséologie. — II. Pleureuse. Urnes. — III. Lapée. Mécréments. — IV. Este. Mérou. Sûte. — V. Ota. Nanan. Scia. — VI. Nitrate. Qui. Go. — VII. Achat. Notables. — VIII. Liure. Baile. — IX. Tao. Repas. Reste. — X. Innée. Antre. — XI. Préau. Anis. — XII. Utile. Cautére. — XIII. Erral. Nolliser. XIV. Outrée. Etal. AI. — XV. Bun. Etras. Seule.

Verticalement

1. Pléonastique. 2. Plastic. An. Trou. — 3. Hépatation. Irun. — 4. Rude. Rai. Eclat. — 5. Are. Nature. Eira. — 6. Sa. Mat. Ré. Et. — 7. Eumène. Epargner. — 8. Osara. Ane. — 9. Lagon. Obs-tacles. — 10. Ru. Ota. Ruait. — 11. Gué. Sualre. Usas. — 12. Irascible. Atèle. — 13. Ennu. Lésiner. — 14. Étage. Ir. AI. — 15. Asse. Osée. SENE.

GUY BROUTY

## CULTURE GENERALE

Les bases de votre réussite

UNE METHODE CLAIRE ET PRATIQUE

20 cours pour faire le point des connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Des références et des repères indispensables à votre réussite. Documentation gratuite à :

Institut Culturel Français - Sce 7260 - 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois - Tél. (1) 42-70-73-63

Le Monde  
EDITIONS

## LES PARADOXES DE LA PAUVRETÉ

REPORTAGES

préface de

René Dumont

## CARNET DU Monde

## Naissances

M. et M<sup>me</sup> René GUILLEAULT sont heureux d'annoncer la naissance de leur premier enfant

Chloé,

le vendredi 13 août 1993, à Neuilly-sur-Seine,

filles de Stéphane et Anne GUILLEAULT-BARBEVIER.

## Mariages

Armelle LAMATHE et Jacques BARON

ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 11 septembre 1993, à Paris.

## Décès

M<sup>me</sup> Bernard BUREAU, née « Lolette » Martinière,

nous a quittés dans la sérénité, et dans la paix du Seigneur, le 11 septembre 1993.

Paul et Liloune Bureau, leurs enfants et petits-enfants, Marie-Claire et André Boutempe, leurs enfants et petits-enfants, Monique et Alain Boutempe, leurs enfants et petits-enfants, Chantal et Jean-Pierre Cuvry, leurs enfants et petits-enfants, Solange et Philippe Barrai, leurs enfants et petits-enfants, Pierre et Elisabeth Bureau, leurs enfants et petits-enfants, Edith et Jacques Rieau et leurs enfants, Anne-Marie et Bernard Barrai et leurs enfants, Pierre et Elisabeth Bureau et leurs enfants, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Ses frères et sœurs, M<sup>me</sup> Régis Martinière, M. et M<sup>me</sup> Philippe Lepen, M. et M<sup>me</sup> Pierre Martinière, M<sup>me</sup> Féliz Bureau, M. et M<sup>me</sup> André Monconduit, M<sup>me</sup> Régis Bureau, Les familles Martinière, Bureau, Canet, Munck, Usman-Joris, Parents et alliés.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 septembre, à 10 h 15, en l'église Notre-Dame-de-Nazareth, 351, rue Lecoq, Paris-15.  
106, avenue Félix-Faure, 75015 Paris.

Françoise Linas, Gérard et Claude Linas et leurs enfants, Bernard et Elisabeth Linas, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Germaine CAUVIN, veuve de René Linas,

décédée le 8 septembre 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Us rappellent le souvenir de son époux,

René LINAS, conseiller honoraire à la Cour de cassation.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, à La Perrière (Orne).

Une messe sera dite à son intention le jeudi 16 septembre, à 19 heures, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5.

M<sup>me</sup> veuve Charles Cool, M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Delaroc, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Louise COOL,

survenue le 10 septembre 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année, à Paris-20.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5.

80, boulevard de Reuilly, 75012 Paris.

M<sup>me</sup> Julien Freund, Ses enfants Et ses petits-enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Julien FREUND, professeur à l'université de Strasbourg,

survenue le 10 septembre 1993, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 septembre, à 16 heures, en l'église de Viller.

5, chemin de la Schraan, 67220 Viller.

(Lire ci-dessous)

Nos abonnés et nos actionnaires bénéficieront d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sous peine de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

## Mort du sociologue Julien Freund

Le sociologue Julien Freund, professeur à l'université de Strasbourg, est mort vendredi 10 septembre. Il était âgé de soixante-deux ans.

Né à Heindorff, en Moselle, en 1921, agrégé de philosophie, Julien Freund participa à partir de 1941 aux combats de la Résistance; il fut emprisonné à Clermont-Ferrand puis à Lyon; il s'évada en juin 1944 pour rejoindre le maquis. Après avoir été professeur de philosophie à Metz, il dirigea la faculté des sciences sociales de l'université de Strasbourg dont il avait été l'un des créateurs.

Marqué par la pensée de Max Weber, qu'il contribua à introduire en France, Julien Freund s'intéressa principalement à la philosophie politique. Remettant en question la tradition marxiste, il chercha à penser, dans son essai *« L'Essence du politique »* (Ed. Sirey, 1965), le politique comme phénomène distinct de l'économique et du religieux. *« Art de la décision »*, le politique s'articule selon lui autour de trois présupposés : la relation commandement/obéissance, le rapport du privé et du public et celui de l'ami et de l'en-

emi. À la suite de Carl Schmitt, Freund analyse, d'une manière pragmatique, cette dernière opposition comme fondatrice de la nature même du politique : la force, c'est la violence surmontée, mise au service de l'Etat. Proche de Gaston Bouthoul, il fonda à Strasbourg un institut de politologie.

« Je crois que l'Occident est, hélas, avec sa complicité, en train de s'effriter lentement, alors qu'il a découvert le monde connu et qu'il a constitué jusqu'à présent la seule et unique civilisation mondiale », affirmait Julien Freund dans un récent livre d'entretiens (1). Penseur de cette décadence (*La Décadence*, Sirey, 1984), défenseur d'une vision fédéraliste de l'Europe (*La Fin de la Renaissance*, PUF, 1980), convaincu de la nature positive des conflits (*Sociologie du conflit*, PUF, 1983), Julien Freund était reconnu, et souvent cité, par l'extrême-droite. Il préparait un ouvrage sur *« L'essence de l'économique »*.

P. K.

(1) *L'Aventure du politique*. Entretiens de Julien Freund avec Charles Blanchet. Critérion 1991 (voir l'article d'André Laurens dans le Monde du 21-22 juillet 1991).

M. et M<sup>me</sup> Khalil Hajjar, ses parents, M. et M<sup>me</sup> Raymond Hajjar et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Edouard Garcia et leurs enfants, M<sup>me</sup> Violette Hajjar, M. et M<sup>me</sup> Joseph Hajjar et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Pierre Hajjar et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert HAJJAR,

survenu le 6 septembre 1993, dans sa cinquante et unième année.

Les obsèques ont eu lieu le 8 septembre, à Ramonville-Saint-Agne (Haute-Garonne).

La famille remercie tous ceux qui lui ont témoigné soutien et sympathie.

4, place Marzac, 31520 Ramonville-Saint-Agne.

— Sa famille Et ses proches, ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy-Robert IKNI, docteur en lettres,

survenu brutalement, à l'âge de cinquante ans, le mercredi 8 septembre 1993.

— Jacques Abbon, son épouse, Les familles Abbon, Wolfman, Chazotte, Pichon, La famille Vogel, Jeanne Meyer et sa fille, ont la douleur de faire part du décès de

Michelle MEYER-ABBOU, survenue le 10 septembre 1993.

Incinération au crématorium du Père-Lachaise, ce jour, lundi 13 septembre, à 16 h 30.

— Agnès Tinet, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Son mari-Gertrude o.p., François et Béatrice Petit, leurs enfants et petits-enfants, Dominique Petit, ses enfants et petits-enfants, Odile et Jean-Louis Derbois, leurs enfants et petits-enfants, Benoit et Marie-Françoise Petit, leurs enfants et petits-enfants, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Thérèse PETIT, survenue le 10 septembre 1993, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 15 septembre, à 10 h 30, en la chapelle Saint-Bernard, 34, place Raoul-Dautry, Paris-14<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine.

49, rue Rouelle, 75015 Paris.

Messes anniversaires — Constantine. Alger.

Pour les sixième et neuvième anniversaires du rappel à Dieu de

Lawrence CHAMON-VAISSIERE et de son époux,

Georges CHAMON, ancien agriculteur à Taher (Djijelli), officier du Mérite agricole, ancien combattant 1939-1945,

une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui les ont connus, aimés, et relation avec les messes qui seront célébrées le dimanche 19 septembre 1993, à 10 heures, en la cathédrale du Sacré-Cœur d'Alger et en l'église du Bon-Pasteur de Constantine.

Leurs fille, gendre et petit-fils, Scarlett, Sedek et Jamil Guellal,

6, rue Voiron, Algier, 15, rue Branly, FBO Lamy, Constantine.

— Le 27 septembre 1992, décédait le général d'armée Jean RICHARD. Pour cet anniversaire, sa famille et ses amis, seraient heureux de votre présence en l'église Saint-Louis des Invalides, le lundi 27 septembre 1993 à 18 h 30.

## Anniversaires

— Il y a un an, le 12 septembre 1992, disparaissait

Eliane BLOCK.

Que tous ceux qui l'ont connue et appréciée aient une pensée pour elle.

M. et M<sup>me</sup> Carlos Ostrouky, sa fille et son gendre, M. et M<sup>me</sup> Gérard Valluis, son frère et sa belle-sœur, Et leurs enfants et petits-enfants.

3, rue Jacob, 75006 Paris, 56, avenue René-Coty, 75014 Paris.

— Le 14 septembre 1943,

Rémy CARTIER

était arrêté par la Gestapo à Vandœuvre-Les Bouches (Haute-Savoie).

Il est mort à Buchenwald.

Sa famille ne l'oublie pas.

— Pour le vingtième anniversaire du rappel à Dieu de

M. Jacques CHIROUZE (REC-PSE),

des messes seront célébrées à son intention, auxquelles peuvent se joindre par la pensée ceux qui restent fidèles à son souvenir.

— Le 14 septembre 1986,

Madeleine de HARTING

nous quittait.

En ce jour anniversaire, que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

— Le 13 septembre 1983 était assassiné

Pierre-Jean MASSIMI, secrétaire général du département de la Haute-Corse.

Que ceux qui l'ont apprécié et aimé se souviennent de lui.

Manifestations du souvenir

— Il y a vingt ans,

André SCHEIMANN, (X, promo 53),

Rendez-vous le dimanche 19 septembre 1993, à 12 heures, entrée principale du cimetière parisien de Bagneux.

## Soutenances de thèses

— « L'élite industrielle allemande. Métier, pouvoir et politiques, 1933-1989 », par Hervé Joy, sous la direction de Christophe Charle, le 18 septembre 1993, à 9 heures, à l'EHESP, 54, boulevard Raspail, Paris-6, salle 524.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-28-84

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et actionnaires : 90 F

Commentaires divers : 105 F

Thèses étudiants : 60 F

LA PROCHAINE SORTIE

19 SEPTEMBRE 1993

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31







La visite de Charles Pasqua dans l'île

## Le gouvernement fera avant la fin de l'année des propositions pour le développement de la Corse

En visite en Corse-du-Sud, samedi 11 septembre, à l'occasion des cérémonies du cinquantième anniversaire de la libération de la Corse, Charles Pasqua, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, a annoncé que le gouvernement arrêtera « avant la fin de l'année » ses propositions pour le développement économique de l'île, sur la base du plan de développement régional que les élus doivent lui remettre le 30 septembre.

PROPRIANO (Corse-du-Sud)

de notre envoyé spécial

Charles Pasqua est éminemment jaloux de son territoire. Bénéficiaire des rigueurs du protocole, il s'était réigné, le 10 septembre, à rester dans l'ombre de François Mitterrand, venu saluer au nom de la République la mémoire de la résistance corse (le Monde daté 12-13 septembre). Samedi, le « ministre de la Corse » a réinvesti son domaine à la manière d'un propriétaire s'annonçant en faisant cliqueter son trousseau de clés. Non qu'il y ait un quelconque ourlet de nuage entre lui et le président de la République sur le dossier corse; bien au contraire, s'il est assuré, « il y a une unité de vues », il n'en a pas moins signifié avec force que sa propre visite, une fois le président parti vendredi soir, se faisait « au nom du gouvernement ».

Façon, humour, cris du cœur et mises en garde: le fils de Casavecchia retrouvait ses compatriotes, tandis que le ministre de l'intérieur sermonnait la Corse. M. Pasqua face aux siens, c'est la paume ouverte et l'index levé. Dans le fief communiste de Sartène, ce berceau de la féodalité du Sud, il est comme chez lui, livre de convivialité. La ville, ombragée par le fort de la Bastia, est un lieu de rencontres. Charles Pasqua connaît la clé du lieu: debout devant le monument de la Résistance, il salue les anciens combattants d'un « chers camarades » bien articulé. Puis il exalte la geste des maquisards de 1943, en rappelant que « les patriotes corses et... pourquoi ne pas le rappeler là? »

— les patriotes communistes ont pris, tout seuls, la décision du soulèvement ».

Il est vrai que le populaire maire de Sartène, Dominique Bucchini, est un acolyte de bonne compagnie. Patron de la très contestataire fédération du PC de la Corse-du-Sud, l'homme est un communiste foncièrement atypique. Cet ancien instituteur ayant transité par l'école des cadres du parti présente l'originalité de régner sur un électoral municipal qui, pour partie, plébiscite ensuite au scrutin législatif le chef du « clan » du Sud, Jean-Paul de Rocca-Serra, président (RPR) de l'Assemblée de Corse. Ainsi va la politique insulaire, où l'excellence couronne surtout, au-delà des étiquettes, le savoir-faire dans le contact personnel et la connaissance intime des heures et malheurs du village.

Un dirigeant nationaliste dans la foule

Plus au nord, à une demi-heure de lacs à travers le maquis, dans le village de Levie, le ministre de l'intérieur a usé d'une autre clé, celle de la consistance. Il ne s'est pas effacé le moins du monde de cette tête de Maure apposée sur le drapeau tricolore volant le monument de la Résistance, alors que des fonctionnaires de la préfecture, inquiets de sa réaction, avaient cherché à la faire disparaître. L'objet du délit était imprimé et non cousu, ils ont pourtant dû renoncer: techniquement, l'opération était sans espoir.

Le patron de la place Beauvau ne s'est pas davantage ému de la présence, dans la foule, d'un des chefs du FLNC-Canal historique, simple badaud travesti venu nonchalamment au spectacle. Improvisant, le ministre a gardé dans sa poche le texte de son allocution détaillant la bataille de Levie, ce fameux combat où maquisards et soldats italiens ont joint leurs forces contre les troupes allemandes, pour lancer ce cri du cœur: « Si à un moment de ma vie j'ai ressenti l'orgueil de mes origines, c'est bien lorsque, jeune résistant corse sur le continent, j'ai appris que mon île venait de se libérer ».

Ce Corse-là connaît assez bien l'âme insulaire pour savoir qu'il serait périlleux de trop la flatter. C'est à Propriano, village balnéaire

languissant sous les derniers rayons de septembre, que le ministre de l'intérieur se décide alors à dresser l'index. Face au maire, Emile Mochi, qui vient de lui soumettre ses doléances, il se cabre poliment et fait la leçon. « Nous, les Corses, nous sommes capables du pire comme du meilleur, lance-t-il. C'est dans notre tempérament, mais il faut cesser de se prendre pour le nombril du monde. Arrêtons de penser que nous sommes extraordinairement originaux et qu'il faudrait mobiliser en notre faveur des moyens extraordinaires. Cela me fait sourire et cela m'attriste. Nous méritons mieux que cela ».

L'assistance qui se presse dans la salle de la mairie est brutalement refroidie. M. Pasqua le sent. Alors, pour se racheter, il jette une de ces formules dont il sait qu'elles dérident mécaniquement les visages: « On dit souvent que la Corse est une île entourée d'eau. Ce n'est pas vrai. C'est une montagne entourée d'eau ». L'index est tombé, la paume s'est ouverte, et Propriano s'est cadavé.

FRÉDÉRIC BOBIN

### La Banque de France abaisse son taux de prise en pension d'un quart de point

La Banque de France a annoncé, dans la matinée du lundi 13 septembre, une baisse de son taux de prise en pension à vingt-quatre heures d'un quart de point, de 7,50 à 7,25 %, ce qui le rapproche du taux allemand équivalent (7 %).

La précédente baisse remonte au vendredi 10 septembre, lorsque la Banque de France avait fait passer de 7,75 % à 7,50 %, profitant de la baisse des taux directeurs allemands. En revanche, le taux de prise en pension de 5 à 10 jours n'a pas été modifié par la Banque de France. Il reste fixé à 7,75 %, tandis que le taux d'appel d'offres est toujours fixé à 6,75 %.

Un Boeing 747 d'Air France sort de la piste à Papeete (Tahiti). — Un Boeing 747 de la compagnie Air France qui assurait le vol AF 072 entre Los Angeles et Papeete avec 256 passagers et membres d'équipage à bord a fait une sortie de piste lors de son atterrissage à Papeete (Polynésie française), dimanche 12 septembre à 21 heures (lundi 13 septembre à 9 heures, heure de Paris). Le système de freinage de l'avion n'a apparemment pas fonctionné et l'avion a piqué du nez dans la lagune au bout de la piste d'atterrissage. Tous les passagers, évacués par toboggan, sont indemnes.

Mort de Raymond Burr. — L'acteur de cinéma et de télévision Raymond Burr est mort d'un cancer du foie dimanche 12 septembre dans son ranch de Dry Creek (Californie). Il était âgé de soixante-seize ans. Comédien à la carrière prolifique (il avait notamment joué dans *Une place au soleil*, de George Stevens, et *Fenêtre sur cour*, d'Alfred Hitchcock), il connut une gloire internationale en interprétant un détective paralysé, héros de la série télévisée « L'Homme de fer ».

### CENTRE EURO ITAL UNE DECOUVERTE REVOLUTIONNAIRE OU COMMENT JUGULER LA CRISE



Grâce à notre assistance technique vous réussirez ! Il vous suffit d'avoir un investissement de départ et un terrain, et nous vous donnons la possibilité de cultiver la truffe et surtout de faire fructifier considérablement votre capital (sur un terrain de 1 000 m², votre trufficulture vous permettra d'obtenir un rendement annuel très important. Cette culture de la truffe est simple grâce à des plants mycorhizés et ne demande aucune expérience.

Ne laissez pas dormir votre terrain ! rendez-le productif et rentable !

Pour tous renseignements et documentation sans engagement de votre part, contactez-nous à :  
CENTRE EURO ITAL  
9, rue de Mayencin - 38610 Gières  
Tél. : 76 42 71 01 - Fax : 76 42 71 07

Alors que les partisans du général Aidid avaient proposé un cessez-le-feu

## Combats d'une intensité sans précédent en Somalie

Des affrontements d'une intensité sans précédent ont opposé, lundi 13 septembre à l'aube, la force d'action rapide américaine à des miliciens somaliens, dans le sud de Mogadiscio. Des Somaliens en provenance des quartiers où se sont déroulés les combats ont affirmé que plusieurs soldats américains et de nombreux Somaliens ont été tués.

Le calme est revenu dans le sud de la capitale somalienne après deux heures et demi de violents combats, au cours desquels les hélicoptères américains Cobra ont tiré de longues rafales au canon de 20 millimètres. Selon les témoignages de Somaliens, une opération au sol, du corps d'élite des Rangers américains, près des hôpitaux de Medina et de Beaudir, serait à l'origine des combats.

Plusieurs dizaines de Somaliens auraient été arrêtés au cours de cette opération, avant que les Rangers n'essent les tirs de miliciens. Ces

affrontements sont intervenus deux jours après que l'Alliance nationale somalienne (SNA) du général Mohamed Farah Aidid eût lancé un appel au cessez-le-feu et à la reprise de pourparlers avec l'Opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM). Recevant des journalistes, deux dirigeants du SNA, Mohamed Hassan Awale et Mohamed Siad Issa, avaient déclaré que « tous les problèmes peuvent être résolus pacifiquement ». « Nous voulons la paix et nous appelons la communauté internationale à arrêter le massacre du peuple somalien et promouvoir le dialogue », avaient-ils ajouté. Selon eux, les violents affrontements de jeudi ont fait 203 morts et 349 blessés, côté somalien.

Dimanche, le porte-parole de l'ONUSOM avait affirmé que « toutes les démarches visant à amener la paix et la sécurité à Mogadiscio sont bienvenues ». S'en tenant à des déclarations de principe, il s'était refusé à commenter plus en détail l'appel au cessez-le-feu des deux dirigeants du SNA. Dans un

entretien, publié samedi par le journal géorgien *Atlanta Journal-Constitution*, l'ex-président américain Jimmy Carter a indiqué qu'il communiquait « assez régulièrement » depuis un mois, avec Mohamed Farah Aidid, mais qu'il ne négocierait pas la reddition de ce dernier. « Les tentatives pour tuer ou capturer Aidid doivent cesser », a affirmé M. Carter dans cet entretien.

De plus, des soldats français, attaqués par des tireurs somaliens, ont tué un et blessé deux autres, vendredi après-midi, dans le sud de Mogadiscio, a indiqué un porte-parole militaire de l'ONUSOM. Des miliciens somaliens avaient ouvert le feu sur un convoi de l'armée française, formé de trois chars et d'un camion qui revenait de Baidoa, où sont déployées les forces françaises. Six soldats ont riposté et poursuivi les assaillants dans la maison d'où ils tiraient. Un Somalien a été tué et deux autres ont été blessés à l'intérieur de la maison. — (AFP.)

Les concentrations dans le secteur de la communication aux Etats-Unis

## Le groupe Viacom rachète Paramount

Le groupe de télévision Viacom a pris le contrôle, dimanche 12 septembre, de Paramount Communications, l'une des « majors » de Hollywood. Cette opération de 8,2 milliards de dollars (46 milliards de francs environ) donne naissance à l'un des plus grands groupes mondiaux dans le domaine de la communication. La nouvelle société, intitulée Paramount Viacom International, représente un chiffre d'affaires cumulé de 6 milliards de dollars (33 milliards de francs environ).

Ted Turner gagna Paramount, mais c'est Viacom qui a conduit. Dimanche 12 septembre, le groupe américain de télévision Viacom a pris le contrôle de Paramount Communications, l'une des « majors » de Hollywood. L'opération de rachat, dont la rumeur courait Wall Street depuis une semaine, a été approuvée à l'unanimité par les deux conseils d'administration.

La nouvelle société, intitulée Paramount Viacom International, représente un chiffre d'affaires cumulé d'environ 6 milliards de dollars (33 milliards de francs) dans les domaines du câble, de la télévision, de la production audiovisuelle et cinématographique et de l'édition de livres.

Paramount qui, aux termes de l'accord, fusionnera avec Viacom est un important producteur de films (*Proposition indécise, la Femme...*) et de programmes de télévision (*Star Trek*, *Le juste prix*...). Paramount contrôle également un certain nombre de stations régionales de télévision (WKBD-TV à Detroit par exemple, récemment rachetée à Rupert Murdoch) et possède un département fort actif dans la mise au point de logiciels éducatifs. Paramount possède également un catalogue de près de huit cents films.

Viacom (12 milliards de francs de chiffre d'affaire environ), quinzième câble-opérateur des Etats-Unis (1,1 million d'abonnés en 1992) est surtout connu par les chaînes de télévision thématique qu'il contrôle et dif-

fuse sur le câble : MTV (musique), Nickelodeon et Nick at Nite (chaînes pour enfants et adolescents dans la journée et qui vise un public d'adultes le soir), Showtime et The Movie Channel (chaînes cinéma).

Épisode d'un processus généralisé

Le groupe possède également des participations dans Lifetime (chaîne pour les femmes à la maison), All News Channel (informations), et d'autres chaînes câblées. Viacom est également un important distributeur de programmes de télévision (*« Cosby Show »* notamment).

La fusion entre Viacom et Paramount n'est qu'un épisode au sein d'un processus généralisé de concentration entre le monde de la télévision et celui du cinéma. Tous les groupes de communication améri-

cains préparent aujourd'hui l'événement de la télévision numérique qui permettra dans un avenir proche de multiplier le nombre de chaînes de télévision par sept ou huit. Dans cette perspective, assurer l'approvisionnement des chaînes de télévision en programmes passe principalement par des prises de contrôle à Hollywood. Il n'est donc pas étonnant que l'accord conclu dimanche prévoit la diffusion exclusive des films produits par Paramount sur les chaînes de télévision câblée de Viacom.

« La révolution technologique mondiale dans le domaine du divertissement vient de commencer. Cette fusion est une stratégie idéale, adoptée par deux grands groupes complémentaires dont les moyens sont sans limite », a commenté Sumner Redstone, président de Viacom.

YVES MAMOU

### SOMMAIRE

#### DÉBATS

Un entretien avec Jürgen Habermas ..... 2

#### ÉTRANGER

L'accélération du processus de paix au Proche-Orient ..... 3 à 6  
La situation dans l'ex-Yougoslavie ..... 7

#### POLITIQUE

Le retour de Lionel Jospin sur la scène politique ..... 8  
A la fête de l'Humanité, les communistes appellent à « faire échec au plan Belloc » ..... 9  
L'élection législative partielle de Loire-Atlantique et quatre cantonales partielles ..... 10

#### SOCIÉTÉ

Une large majorité de Français est favorable à de fortes augmentations des taxes sur le tabac ..... 11  
Les horizons incertains de la plaine dans les Côtes-d'Armor ..... 12  
La tempête a secoué la façade atlantique ..... 13  
Le championnat du monde d'échecs ..... 24

#### SPORTS

Tennis : les Internationaux des Etats-Unis ..... 14  
Athlétisme : les Chinoises battent les records féminins du demi-fond ..... 14  
Automobile : le Grand Prix d'Italie de formule 1 ..... 14

#### CULTURE

La 50<sup>e</sup> Mostra de Venise ..... 15  
Le Festival du cinéma américain de Deauville ..... 15

#### ÉCONOMIE

La préparation du budget 1994 ..... 18  
Le Crédit lyonnais, l'UAP et le Crédit national pourraient changer de président ..... 18  
Vie des entreprises ..... 22

#### COMMUNICATION

Le groupe Hersant est-il en règle avec le loi ? ..... 21

#### L'ÉCONOMIE

La réforme du système de santé aux Etats-Unis • Vietnam : l'an 1 du décollage • La multipropriété nouvelle vague • Dossier : les produits verts • Le marché des changes critiqué ..... 27 à 38

#### Services

Abonnements ..... 16  
Annonces classées ..... 24  
Cartes ..... 24  
Loto, Loto sportif ..... 24  
Marchés financiers ..... 22 et 23  
Météorologie ..... 25  
Mots croisés ..... 24  
Radio-télévision ..... 25  
Spectacles ..... 17

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » folioté 27 à 38

Le numéro du « Monde » daté 12-13 septembre 1993 a été tiré à 537 364 exemplaires.

### Demain dans « le Monde »

#### Pologne, an V

Quatre ans après avoir entamé leur transition, à marche forcée, vers l'économie de marché et la démocratie, les Polonais retournent aux urnes, dimanche 19 septembre, pour renouveler leur Parlement. Nous commentons, demain, la publication d'une série d'articles consacrés aux succès et aux doutes de cette Pologne nouvelle.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



السلامة العامة

# Le Monde

<b>La multipropriété nouvelle vague</b>  page 28	<b>Dossier : Les produits verts</b>  page 34	<b>Le marché des changes critiqué</b>  page 35	<b>MODE D'EMPLOI</b> ..... 28 Humeur, par José Doyère : Psychologie. La cote des mots, par Jean-Pierre Colignon : Entrepreneuriat (e). Livres : Les secrets du temps, une critique du dernier livre de Bruno Jarrasse. Note de lecture. Agenda. <b>PERSPECTIVES</b> ..... 29 à 33 Lux : Vranko, le mouton noir du champagne. Récolte : un retour à la raison. <b>CONJONCTURE</b> ..... 34 Les taux d'intérêt : Lente déroute. L'économie mondiale : L'Europe à la traîne. Marchés financiers : Euphorie boursière. Les produits laitiers : Le fleuve blanc trouble.
---	--	---	--

## L'ÉCONOMIE

### À-CÔTÉS

#### A l'abordage !

**Les pirates sont de retour. Equipages dépouillés, cargaisons pillées ou bâtiments envoltés. Des centaines de méfaits par an, dans le secret...**

LONDRES  
correspondance

**L**e Baltimore-Zephyr, un cargo danois de 3 200 tonnes, battant pavillon des Bahamas, transportant des équipements miniers de Fremantle (Australie) à Singapour, longe les petites îles de la Sonde, dans les eaux territoriales indonésiennes. Par une nuit de pleine lune, des pirates, masqués et armés de fusils d'assaut AK 47, à bord d'une vedette rapide amarrée à la poupe, montent à bord à l'aide de cordes et de grappins. Le capitaine anglais, John Bashforth, lance un SOS, mais les nombreux navires qui transitent par cette route pourtant très fréquentée, refusent de venir à la rescousse.

Les autorités de Sumatra et de Java font également la sourde oreille. L'officier qui refuse d'ouvrir le coffre et son premier adjoint, un Philippin, sont abattus à coups de revolver. Les neuf hommes d'équipage sont dévalisés. Les pirates disparaissent dans la nature.

A l'abordage ! Les pirates sont de retour et le fait divers n'a fait qu'un petit saut dans le *Lloyd's List*, le quotidien du numéro un mondial de l'assurance. Il ne s'agit pourtant pas d'un épisode isolé. Equipages dépouillés, cargaisons pillées, bâtiments parfois envoltés.

Marc Roche  
Lire la suite page 32

### LA RÉFORME DU SYSTÈME DE SANTÉ AUX ÉTATS-UNIS

## L'Amérique réinvente la Sécurité



Le 22 septembre, le président des États-Unis, Bill Clinton, doit présenter au Congrès la réforme difficilement élaborée qui devrait enfin guérir le système de santé américain des deux maux qui le minent. Faute de contrôle, les coûts ne cessent de monter, menaçant les systèmes d'assurance publics ou privés. En même temps, un nombre croissant d'Américains ne sont pas ou sont mal couverts contre la maladie. Bill Clinton veut généraliser, d'ici à 1998, une assurance de base, définie sur le plan national, avec des normes communes gérées au niveau de chaque État. Aidés par des exonérations fiscales, employeurs et salariés se partageront les frais.

Lire pages 30 et 31  
les articles de Serge Marti, Claudine Mulard et Colombe Schneek

### ASIE

## Vietnam : l'an 1 du décollage

En attendant la levée de l'embargo américain, le Vietnam a de nouveau accès aux crédits internationaux. Un nouveau coup de fouet pour une économie renaissante. Mais les handicaps demeurent lourds

HÔ-CHI-MINH-VILLE  
de notre envoyé spécial

**H**ABITUÉS à vivre très chichement jusqu'en 1987 au moins, les Vietnamiens ont subi un peu. Les réformes économiques introduites ces sept dernières années ont stimulé la production et attiré les investisseurs étrangers. En 1992, le taux de croissance était de 8,3 %, et le montant global des investissements étrangers - agréés depuis janvier 1991 - a dépassé le cap des 6 milliards de dollars (9 le 31 juillet dernier). La croissance ne poursuit cette année à un taux de 7 %, et Hanoi s'est fixé pour objectif de croissance de 8 % à 9 % en 1993.

Depuis 1991, les exportations augmentent de 20 % en moyenne chaque année. Entre-temps, l'économie a survécu à la suppression de l'aide de l'ancien bloc communiste (en 1991) en établissant rapidement des liens commerciaux avec plusieurs pays de l'Asie. En outre, la libéralisation des prix et du commerce ont permis au Vietnam de devenir, depuis 1989, le troisième exportateur mondial de riz. Le 14 juillet dernier, l'Assemblée nationale a offert aux paysans des garanties

supplémentaires. A défaut du rétablissement du droit de propriété, mesure à laquelle ne se sont pas encore résolus les dirigeants marxistes de Hanoi, les cinquante-sept millions de ruraux vietnamiens bénéficient de baux renouvelables de vingt ans pour les cultures annuelles et de cinquante ans pour celles de longue durée. Surtout, outre un allègement des impôts, les droits de transfert, d'échange, de location et d'héritage des terres ont été accordés aux paysans dont les exploitations sont limitées à 3 hectares. Le développement de la production agricole - que beaucoup d'experts considèrent comme cruciale - devrait donc de nouveau rebondir.

**PROSPÉRITÉ** • Bref, l'économie vietnamienne est sortie de sa léthargie sans attendre la levée de l'embargo américain. Principal centre industriel et commercial du pays, Hô-Chi-Minh-Ville, son quartier chinois de Cholon et leurs environs immédiats (cinq millions d'habitants) n'ont probablement jamais connu un tel niveau d'activité. Dans le delta du Mékong, grenier à riz, les signes d'une nouvelle prospérité sont évidents. Même le Nord surpeuplé s'anime rapidement. Mais ces changements, si

nets soient-ils, ne doivent pas faire oublier de lourds handicaps après trente ans de guerres ruineuses et, dans la foulée, dix années d'une gestion qui a conduit le pays au bord de la faillite.

Les ressources humaines constituent, de loin, l'atout le plus crucial. Mais l'infrastructure du pays est en ruine ou reste à créer. Par exemple, cette année en dépit d'exportations record (780 000 tonnes pendant les six premiers mois, soit 30 % de plus que l'année précédente), les riziculteurs se sont retrouvés avec 600 000 tonnes qu'ils n'ont pas les moyens de stocker faute d'installations, alors qu'ils sont obligés de vendre à bas prix parce que la perche du Vietnam sur le marché mondial a déjà fait nettement chuter les cours. Les Vietnamiens estiment à plus de 20 milliards de dollars (sur un total de quelque 50 milliards) les crédits étrangers nécessaires à l'équipement du pays d'ici à l'an 2000.

Jean-Claude Pomonti  
Lire la suite  
et le point de vue de Jean Brunot de Rouvre  
page 29

(1) 1 dollar vaut environ 6 francs.

**INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA**  
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.  
SAN FRANCISCO 220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

**Université à San Francisco,**  
spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

**MBA** Master of Business Administration  
for International Management  
■ Filière d'admission 3<sup>e</sup> cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.  
■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

**DOCTORATE** of Business Administration  
for International Management  
■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation.  
■ Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

Informations et sélections pour l'Europe :  
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris  
Tél. : (1) 40 70 11 71  
Communiqué par International University of America - San Francisco - CA  
Programme associé en Asie : AMBA HONG KONG

**IUA**  
SAN FRANCISCO

**SCIENCES & VIE**  
HORS SÉRIE  
**LES SECRETS DU VIVANT**

- Voyage fantastique au cœur de l'ADN
- Ce que les embryons nous apprennent sur le cancer
- Comment le cerveau programme la conscience

**UN NUMÉRO HORS SÉRIE DE SCIENCE & VIE**







## PERSPECTIVES

HUMOUR • par Josée Doyère

## Psychologie

Nous avons tous plus ou moins dans la tête une idée de la formation des prix : l'offre et la demande, la loi du marché, la loi de la concurrence, la loi de la rareté, la loi de la loi.

Où bien sûr, il y a la loi du marché, qu'on appelle la loi de la concurrence, la loi de la rareté, la loi de la loi.

Pour les produits manufacturés, le processus est plus simple. La concurrence est la loi du marché, la loi de la rareté, la loi de la loi.

Mais les hommes de marketing, ceux qui maîtrisent le processus de la conception à la production, ont du mal à saisir la loi du marché, la loi de la concurrence, la loi de la rareté, la loi de la loi.

Si le prix psychologique est inférieur au prix de revient, si les économies dues à la robotisation, à la productivité

sont insuffisantes et si l'homme de marketing ne trouve pas l'astuce pour vendre son produit, il crée un prix psychologique plus élevé que le prix de revient, et les consommateurs, plus le prix psychologique est élevé, plus le prix psychologique est élevé.

Vous pensez que les psychologues sont des chercheurs, des chercheurs de bénéfices assurés. Surtout, s'agit d'articles bien vendus, de produits à leur portée, de produits à leur portée.

Et puis, à côté de produits sans cesse réajustés, les produits nouveaux, ceux-ci sont plus porteurs d'espoirs que de réelles attentes et de réelles attentes, ce qui les rendent bien plus sur le marché. Et le cas, galère, parce qu'ils ne sont pas tous les mêmes, mais ils sont tous les mêmes, ils sont tous les mêmes.

ASIE

## Vietnam : l'an 1 du décollage

Suite de la page 27

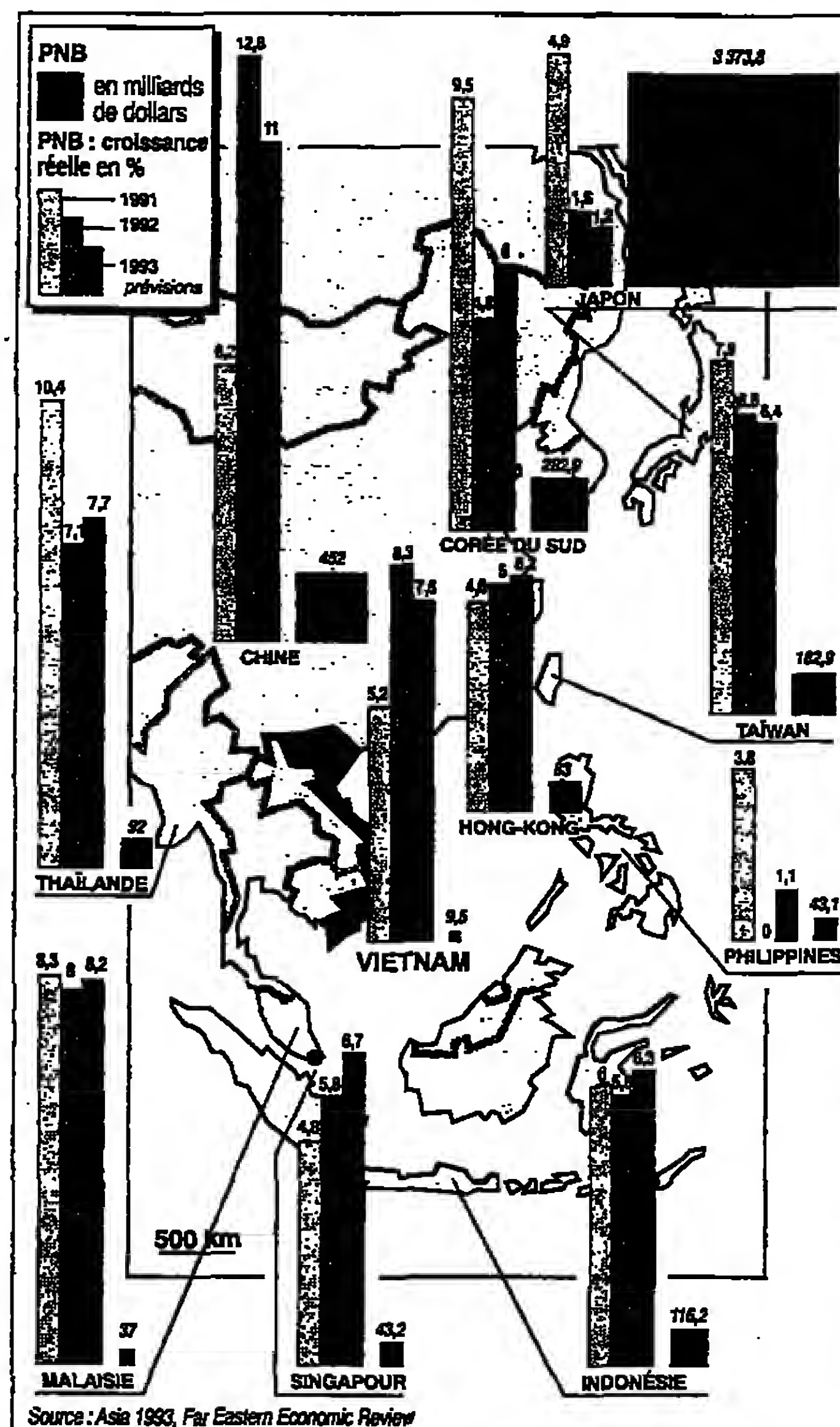
Les autres handicaps sont nombreux : le niveau de vie reste très bas, avec un revenu annuel par tête estimé entre 220 et 350 dollars, et un PNB de 13 milliards de dollars (contre 150 milliards pour la Thaïlande) ; la bureaucratie est lourde et parfois incompétente, ce qui explique la lenteur avec laquelle sont imposés des règlements précis et clairs (un tiers seulement des investissements étrangers agréés sont, pour l'instant, réalisés) ; le système bancaire est inadéquat (lire ci-dessous), etc.

STRATÉGIE • A plus long terme, la croissance du Vietnam se heurte

A long terme la croissance du pays se heurte à deux obstacles : la ruine écologique et l'expansion démographique galopante.

tera également à deux obstacles de taille : la ruine écologique de plusieurs régions, due en grande partie aux deux guerres d'Indochine, et une expansion démographique encore galopante dans le Sud.

Le pays devra également choisir une stratégie de développement. Si des crédits étrangers sont indispensables à la création d'une infrastructure, il sera vital de ne pas laisser trop gonfler une dette extérieure pour l'heure encore très légère (l'équivalent de 7 à 8 milliards de dollars en comptant la dette en roublie). Simultanément, il faudra triompher, au sein de la nomenclature communiste, des réserves de ceux qui s'inquiètent déjà d'une question de l'économie par le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, ce qui impli-



Source : Asie 1993, Far Eastern Economic Review

quera probablement des réformes politiques. Les « tigres » asiatiques, comme Singapour, la Corée du Sud ou Taiwan, se sont rapidement développés en pratiquant un capitalisme d'Etat. Au Vietnam, géré par un parti pendant les quinze années qui ont suivi sa réu-

nification, l'Etat reste encore à créer. Pour y parvenir, le régime devra fatalement confier des responsabilités à des éléments compétents extérieurs aux rangs du PC.

Jean-Claude Pomonti

## L'« exportation » de travailleurs

HÔ-CHI-MINH-VILLE de notre envoyé spécial

L'effondrement du bloc soviétique et les réformes économiques ont aggravé le chômage au Vietnam. Dans un pays où la population vient de franchir le cap des 72 millions d'habitants – dont la moitié sont âgés de moins de dix-neuf ans – près de 8 millions de gens, pour les deux tiers en milieu rural, sont actuellement sans emploi ou sous-employés, selon des chiffres officiels.

Des réformes économiques, notamment la suppression progressive des subventions aux entreprises d'Etat, expliquent en partie cette crise. En outre, sur plus de 100 000 Vietnamiens rapatriés depuis 1990 – principalement d'Irak, de l'ancienne Union soviétique et d'Allemagne de l'Est, – de 70 % à

90 % n'ont pas trouvé d'emploi. Le gouvernement a donc décidé de reprendre l'« exportation » de travailleurs. Mille cinq cents d'entre eux (maçons, mécaniciens et ouvriers non qualifiés) sont actuellement acheminés vers l'Arabie saoudite avec des contrats de trois ans. Un nombre identique d'ouvriers sont déjà à la tâche dans le désert libyen pour le compte d'un entrepreneur sud-coréen. Hanot négocie, en outre, l'envoi de 7 000 à 10 000 ouvriers dans les pays du Golfe. « Notre politique, dit un officiel, est d'envoyer des travailleurs dans tout pays qui offre un emploi. » Le gouvernement vise également les marchés régionaux, comme ceux de Singapour, de la Malaisie ou de Taiwan, où la demande de travailleurs immigrés est forte.

Avant la guerre du Golfe et l'effondrement du bloc soviétique, plus de 300 000 Vietnamiens étaient employés outre-mer, notamment en Irak, en Union soviétique et en Europe de l'Est. Il n'y en restait plus que 55 000 à la mi-1993, en majorité en Russie. Hanot s'est fixé pour objectif de faire passer ce chiffre à 70 000 dès le début de l'année prochaine (compte non tenu des dizaines de milliers de Vietnamiens installés dans l'Est cambodgien et dans le Sud laotien).

J.-C. P.

## Les risques du crédit privé

HÔ-CHI-MINH-VILLE de notre envoyé spécial

L'expérience a rendu les Vietnamiens méfiants vis-à-vis du système bancaire orchestré par le pouvoir socialiste. La Banque centrale, institut d'émission, a trop longtemps émis des billets dont, ces dernières années, les gens avaient pris l'habitude de se débarrasser le plus vite possible, en raison de l'inflation galopante.

Cet état de choses a commencé à se modifier. Depuis fin 1991, le taux du dong, la monnaie locale, par rapport au dollar s'est stabilisé. L'inflation a été ramenée à quelque 12 % par an (contre 700 % en

1988). Opérant de façon plus autonome, les banques commerciales offrent davantage de garanties et des crédits à des taux plus intéressants aux grandes entreprises. Mais le système a beau se consolider, les petits entrepreneurs n'y ont pas toujours recours. Quant à la population, plutôt que de déposer son argent auprès des banques, elle a encore tendance à thésauriser l'or ou à investir dans la pierre.

Petits entrepreneurs et commerçants ont également recours aux services de tontines illicites, qui peuvent rapporter jusqu'à 30 % d'intérêt mensuel à ceux qui les financent. A telle enseigne qu'à Hô-Chi-Minh-Ville on estime à 60 % les crédits privés accor-

dés en dehors du système bancaire. L'effondrement d'un réseau de ces sociétés, début juillet, dans le quartier chinois de Cholon, a illustré les risques encourus : l'équivalent de 10 millions de dollars partis en fumée, dix personnes arrêtées, dix tentatives de suicide et probablement quelques centaines de faillites. L'enquête de police n'a pas encore permis de savoir si comme certains le pensent, les opérateurs ont eux-mêmes fait plonger leur réseau de quelque 420 tontines pour éviter de rembourser leurs clients. Un scandale du même genre avait déjà éclaté en 1990.

J.-C. P.

Point de vue

## Un tremplin ?

Situé au cœur de la zone la plus dynamique du globe, le Vietnam constitue une excellente base pour pénétrer les marchés asiatiques. Les Français y disposent d'un avantage, ils auraient tort de ne pas en profiter.

par JEAN BRUNOT DE ROUVRE (\*)

DEPUIS que l'Indochine est à la mode, on entend des mises en garde contre un engouement romantique qui gagnerait nos entreprises. Certains rappellent qu'après tout le Vietnam ne pèse pas plus dans notre commerce extérieur que l'Ile de Malte et qu'il ne faudrait pas se tromper de cible en Asie. Cette vision mercantiliste oublie que les échanges économiques ne se réduisent pas aux exportations et que les flux d'investissements sont plus significatifs au moment où la dynamique de la mondialisation s'accroît.

Certes, nous ne regardons pas assez vers l'Asie, perçue chez nous comme un danger alors qu'elle est d'abord une formidable source d'opportunités : s'il faut donc aux entreprises françaises une stratégie en Asie, quelle place donner au Vietnam dans cette stratégie ?

Pour les investisseurs asiatiques, la question ne se pose plus. Depuis l'an dernier, leur intérêt pour le Vietnam ne cesse de grandir. Les industriels nippons qui recentrent désormais sur l'Asie leurs intentions d'investir placent la Chine en tête pour leurs prochaines nouvelles implantations, suivie par les pays de l'ASEAN et le Vietnam en bonne position. C'est ce que constate la dernière enquête annuelle de l'Export Import Bank du Japon, qui a envoyé en 1992 une mission au Vietnam et dans la région pour tater le climat des investissements. Cet été, la Far Eastern Economic Review, éditée à Hongkong, sondait également les hommes d'affaires de la région, de l'Australie au Japon : cette fois le Vietnam vient en deuxième position, juste après la Chine.

Sur les 6 milliards de dollars d'investissements étrangers autorisés par Hanoi jusqu'ici, les Asiatiques se taillent la part du lion. Taiwan et Hongkong, aidés par la communauté chinoise au Vietnam, viennent en tête avec les tiers à eux deux. On pense que nombre de petits projets de PME chinoises échappent aux autorisations officielles : le chiffre réel est donc encore supérieur. Le gouvernement vietnamien, préoccupé de voir ses entreprises investir massivement en Chine continentale (le Monde de l'économie du 30 août), incite très officiellement ses ressortissants à se diriger ailleurs, et leur désigne le Vietnam comme premier choix. Ces relations nouvelles se sont concrétisées par l'ouverture d'une ligne aérienne directe et par une représentation commerciale dans chacun des deux pays.

L'Australie, de plus en plus présente au Vietnam, a dépassé la France, qui était le troisième investisseur. En fait, les entreprises nippones sont omniprésentes, laissant les Vietnamiens par leurs innombrables enquêtes et la lenteur de leurs décisions : mais ils avouent aussi que les Japonais font les meilleures études et que, lorsque la décision est prise, la mise en œuvre est remarquablement fluide. La Corée du Sud, qui a établi des relations diplomatiques avec Hanoi fin 1992, a déjà dépassé la Grande-Bretagne, Singapour, principal fournisseur du Vietnam, pour se placer deuxième. La Malaisie vient pourtant de lui passer devant, et on pourrait voir aussi des délocalisations depuis la Thaïlande.

## Délocalisations

Car ce qui motive tous ces investissements, ce n'est pas seulement le marché vietnamien, qui reste encore limité avec un revenu par habitant très faible. En plus de ses réserves naturelles, pétrole et minerais, le Vietnam offre des avantages grâce à sa main-d'œuvre bon marché et à sa position géographique, au milieu de la zone en expansion la plus rapide de la planète. Tous les hommes d'affaires de la région pensent donc en termes de délocalisations, d'autant que les Vietnamiens accordent des avantages aux entreprises qui s'implantent pour réexporter. En sortant de son isolement avec l'intégration dans l'ASEAN comme aboutissement logique, le Vietnam devient sans doute une des meilleures bases pour pénétrer ces marchés, avec des productions à des prix pouvant concurrencer les autres productions de la région.

Devant l'afflux de concurrents asiatiques en Indochine, la France ne se défend pas mal : de décembre à mai, malgré son recul d'une place, ses investissements sont passés de 7 % à 9 % des investissements autorisés. Et les Vietnamiens eux-mêmes cherchent un contrepoids à la présence massive des Chinois et des Japonais : ils souhaitent plus d'investissements européens, comme le premier ministre Vo Van Kiet l'a dit de Paris à Bruxelles dans sa tournée de juin. En rencontrant les chefs d'entreprises françaises au siège du CNPF, les ministres vietnamiens qui l'accompagnaient ont souligné les efforts de leur pays pour améliorer sa

réglementation concernant les investisseurs étrangers. Le code des investissements de 1987 a été amendé deux fois : en fait, tout bouge si vite (droit des entreprises, droit foncier, liberté de mouvement et de transaction des étrangers) que certains se plaignent de ne plus suivre.

Mais la leçon des expériences concrètes présentées par les Français montre que la pratique a souvent précédé la règle : dès lors que le projet contribue au développement du pays, les autorités vietnamiennes finissent par accorder des facilités qui n'étaient pas dans les textes. Comme il est fréquent en Asie, la parole donnée compte plus que le contrat, la compréhension réciproque que le cadre juridique.

Nos entreprises ont-elles pourtant les moyens d'investir à la hauteur des enjeux en Asie ? Et le Vietnam peut-il attirer les investisseurs à la hauteur de son ambition régionale ? Les obstacles sont connus (lire ci-contre). L'aide internationale, qui plénait en attendant la régularisation de la situation du Vietnam au FMI, va pouvoir donner un coup d'accélérateur, mais cela prendra du temps. La France a réussi à doubler chaque année son aide publique depuis 1989, mais nos moyens sont limités. L'erreur serait de trop attendre de ces aides internationales.

## S'allier avec des partenaires locaux

Les capacités d'investissement de nos entreprises ne sont pas au mieux non plus, et pour le moment il est impossible de monter des crédits à moyen terme pour le Vietnam. En Europe du moins, car en Asie c'est différent. Taiwan ou Singapour offrent déjà des crédits garantis. Et les retours rapides sur investissement que visent les Asiatiques leur permettent de mobiliser des moyens, dans une région où l'accès aux capitaux est beaucoup moins coûteux. Aussi les banques françaises actives au Vietnam et dans la région ont-elles couramment recours à des capitaux asiatiques pour boucler le financement d'opérations en Indochine. S'allier avec des Chinois ou des Japonais ? L'idée suscite encore la méfiance et pourtant elle fait son chemin.

Nos grandes entreprises le font déjà : Total investit au Vietnam avec des Japonais, puis des Français. Des Français sont associés avec des intérêts de Hongkong dans l'hôtellerie. Mieux, des industriels japonais, des sociétés de commerce ou d'ingénierie, nous sollicitent pour préparer des opérations conjointes au Vietnam. Notre intérêt est de prendre part à la croissance de l'Asie, d'utiliser ses flux de capitaux. C'est dans cette perspective régionale qu'il faut apprécier les atouts du Vietnam. S'associer avec des partenaires asiatiques pour investir au Vietnam offre alors un double avantage : d'une part pour compléter les financements, mais aussi pour avoir des associés qui faciliteront l'accès à des marchés porteurs moins difficiles.

Comme l'écrit un responsable de la Deutsche Bank « on ne réalise pas assez en Europe que l'Asie va dominer l'économie mondiale avec une capacité d'investissement qui commandera le flux de capitaux. L'Asie épargne, étudie, investit, prépare le long terme. On lui prévoit dans dix ans un tiers du PNB mondial, et c'est la seule zone en croissance rapide : c'est d'ailleurs une chance pour l'économie mondiale qu'une région aussi peuplée soit encore en expansion. Les Français n'y sont pas assez présents, mais si la France ne représente en moyenne que 2 % des échanges des pays d'Asie, au Vietnam c'est plus de 9 % ».

Nos atouts au Vietnam sont réels. Il n'est pas surprenant que les Japonais nous considèrent sérieusement comme des partenaires potentiels intéressants en Indochine. Comme le font malicieusement remarquer nos interlocuteurs, notre chance n'est pas tant de bien connaître le Vietnam, c'est que les Vietnamiens nous connaissent bien. Avec un Français, la confiance sera facile, avec un Japonais ce sera la vigilance. L'importante communauté vietnamienne en France, ou d'origine vietnamienne, avec ses liens familiaux des deux côtés, joue un rôle considérable dans cette complicité.

Le Vietnam force l'admiration des experts internationaux pour avoir réussi seul, en dépit de l'embargo américain, les ajustements structurels qui sont si difficiles ailleurs même avec l'aide de la Banque mondiale. Il a maîtrisé l'inflation, est devenu exportateur de riz, a relancé la croissance industrielle et s'est ouvert aux investisseurs. Certains disent même que cela s'est passé plus sainement qu'avec une injection massive d'aide internationale. Lorsque les dettes au FMI seront réglées avec l'aide de la France et du Japon et que reprendra l'aide de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, les hommes d'affaires vont affluer. Il est conseillé de ne pas attendre ce moment-là pour aller au Vietnam.

(\*) Ingénieur général des Ponts et Chaussées, ancien directeur de l'Agence de la DATAR en Asie.

## Un annuaire

EOC, Extrême Orient Conseil (1), vient de publier un annuaire sur le Vietnam pour les hommes d'affaires et industriels.

Dans le cadre d'une collection intitulée *Vos interlocuteurs en Asie du Sud-Est*, ont été déjà publiés des annuaires sur la Thaïlande et la Laos, suivis cet hiver par la Malaisie. EOC entend informer ceux qui intéressent les affaires dans cette région du monde sur les hommes et les sociétés avec les-

quels ils auront à traiter. 937 noms de personnalités au Vietnam (2 221 en Thaïlande, 863 dans le petit Laos), des listes de sociétés, un index des entreprises par secteur, l'adresse des ministères, les noms des principaux responsables du Parti communiste (au pouvoir) et de l'armée, dont le rôle demeure considérable, représentent une indispensable information de base. A laquelle doit s'ajouter, évidemment, une bonne

connaissance de la législation et des pratiques dans un des derniers pays marxistes-léninistes, pour laquelle l'ouvrage *Investir en Indochine*, publié par le cabinet d'avocats Gide Loyrette Nouel, sera également très utile (le Monde du 7 mai).

(1) EOC, 30, rue Boissière, 75116 Paris, tél. 47-27-63-58, télécopie 47-27-40-98. Chaque annuaire coûte 950 F HT, 1 126,70 F TTC.

## NOTE DE LECTURE

L'ENTREPRISE EN ETAT DE CHOC de Brigitte Haumant, Ed. du Fernand, 214 pages, 149 F.

APPRENDRE A GÉRER LES CRISES de Patrick Lagarde, Editions d'Organisation, 128 pages, 149 F.

Comment garder le contrôle des événements lorsqu'une entreprise est frappée par une crise ? Comment maîtriser, à tout le moins pour la crise, une fois qu'elle est survenue ? Y a-t-il des solutions pour sortir de la spirale ? Comment planifier l'organisation après la déstabilisation de l'activité ? Ces questions, certes tout nouvelles en librairie, tentent

d'apporter des réponses à ceux qui ont été touchés par une crise. En étudiant les causes de ces crises, par les médias, les leçons de l'expérience, on donne quelques conseils. L'entreprise sort de la crise, son état de choc.

Quant à Patrick Lagarde, chercheur devenu expert en méthodes industrielles, il a écrit ce livre en tant que consultant. Il a fait beaucoup de travail de terrain, par un accident malheureusement, une bonne partie de son travail de terrain est restée sans suite.

## AGENDA

MARDI 14 SEPTEMBRE. Washington. Bill Clinton doit signer les accords de libre-échange en Amérique du Nord (NAFTA).

MERCREDI 15 SEPTEMBRE. Paris. La Coopération rurale et le MODEF se préparent à organiser des manifestations autour de Paris afin de démontrer au gouvernement que les pay-

sans demeurent après la réforme agricole.

VENDREDI 17 SEPTEMBRE. Moscou. Journée de l'Union à l'appel des pays de l'Union.

DIMANCHE 19 SEPTEMBRE. Pologne. Elections locales.

Alternatives économiques

septembre-octobre 93

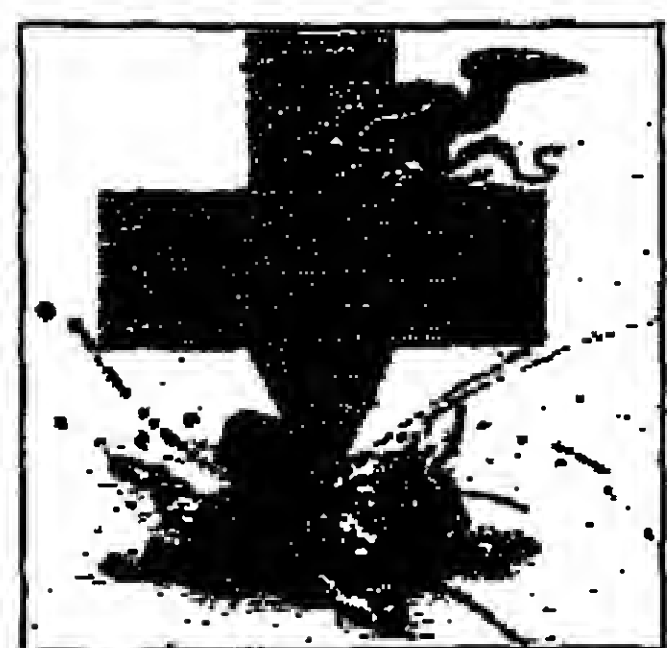
CARTON JAUNE POUR L'EUROPE MONÉTAIRE

20 F Chez votre marchand de journaux

12 rue du Choisy 21000



## PERSPECTIVES

NEW-YORK  
de notre correspondant

**R**HEA CHILES-MACKINNON, la fille du gouverneur de Floride, qui faisait campagne, avec d'autres jeunes mères, devant le Capitole de l'Etat, a obtenu gain de cause : elle pourra bientôt allaiter son nourrisson en public, sans crainte d'un procès-verbal. Victoire sur l'absurde, la décision du parlement local va aussi permettre à la Floride d'économiser chaque année 22 millions de dollars de lait en poudre distribués aux mères à faibles ressources. A l'heure où pratiquement tous les Etats sauf Hawaii sont confrontés au constant dérapage de leur budget santé, la moindre économie est la bienvenue.

Les Etats-Unis vivent un double problème. D'une part, l'assurance-maladie est facultative. Certes la majorité des 258 millions d'Américains sont couverts, au moins partiellement, par une assurance souscrite par leur entreprise, ou par eux-mêmes personnellement ; en outre des systèmes publics prennent en charge les 34 millions de plus de 65 ans (le Medicare) et les 30 millions les plus démunis (le Medicaid). Mais 37 millions - près de 15 % de la population - n'ont aucune couverture. D'autre part, les coûts explosent : les compagnies d'assurance n'ont souvent d'autre arme que la hausse des primes ou la sélection des assurés et des risques. Contradiction fondamentale du système : les dépenses s'envolent alors même que la couverture se réduit.

Depuis longtemps, les gouverneurs qui, pour le compte de Washington, gèrent les programmes Medicare et Medicaid créés au milieu des années 60, avaient tiré le signal d'alarme. En vain. Mais le président Clinton, qui a fait de la santé l'un des principaux thèmes de sa campagne électorale semble bien décidé à agir, pour se sauver et sauver l'ensemble du système.

Car si rien n'est fait pour réduire - de façon drastique et très vite - l'envolée des dépenses de santé, qui, chaque année, croissent deux fois plus vite que l'inflation, c'est tout son programme de réduction du déficit budgétaire sur cinq ans qui se trouvera compromis. En effet, ces deux programmes gouvernementaux représentent à eux seuls 16 % du budget fédéral : le troisième poste, après la défense et le service de la dette, qui ne gonfle pas aussi vite.

**COMMISSION** • En février dernier, Bill Clinton a confié la responsabilité d'une vaste réforme à son épouse, Hillary Rodham Clinton. Celle-ci a aussitôt délégué à Ira Magaziner, un ancien consultant, ami de la famille, et à une commission de 500 personnes composée de membres de l'administration, du Congrès, d'universitaires et de consultants (mais non de professionnels de la santé, une erreur politique vertement critiquée) la mission d'élaborer des propositions crédibles et financièrement viables. Ce sont ces dispositions que, après plusieurs reports, le président Clinton devrait présenter le 20 septembre, à l'occasion d'une session conjointe du Congrès.

Il était temps. Fin 1993, les Américains, champions du monde, auront dépensé 940 milliards de dollars pour la santé, contre 834 milliards l'année précédente et 666 milliards en 1990 (et, à titre de comparaison, 74 milliards en 1970). Soit 14 % du produit intérieur brut (PIB) américain, contre 12 % en 1990. Si rien n'est entrepris, ces dépenses pourraient culminer à 17 % du PIB à la fin de la décennie (et 20 % en 2020).

Parallèlement, le nombre d'Américains dépourvus de la carte portant le nom d'un organisme d'assurance qui permet d'être remboursé croît au rythme de 100 000 par mois en raison du chômage et de la décision de certaines entreprises qui, effrayées par l'augmentation du coût d'assurance de leurs salariés (en hausse de 15 % à 20 %

par an), décident de la rayer des avantages sociaux qu'ils leur accordent.

A ces non-assurés qui ne sont pas seulement des « pauvres » ou des chômeurs, mais aussi de dignes représentants de la classe moyenne travaillant dans des PME ou à leur compte, il faut ajouter quelque 40 millions de salariés qui, faute d'une couverture suffisante, sont contraints de régler des factures démentielles, atteignant 8 000 dollars pour un accouchement (deux jours d'hospitalisation) ou 140 dollars pour consulter un ophtalmologiste (10 minutes d'examen).

Une fois n'est pas coutume, les Américains ont appris à se plaindre. « A quoi bon posséder la meilleure médecine au monde (ce qui est de moins en moins vrai, dans de nombreux domaines) - NDLR - si ceux qui l'utilisent se retrouvent ruinés et si les Etats-Unis continuent à figurer au vingtième rang mondial en termes de mortalité infantile (classement 1991), aux côtés de... Cuba ? », s'insurgent les plus amers.

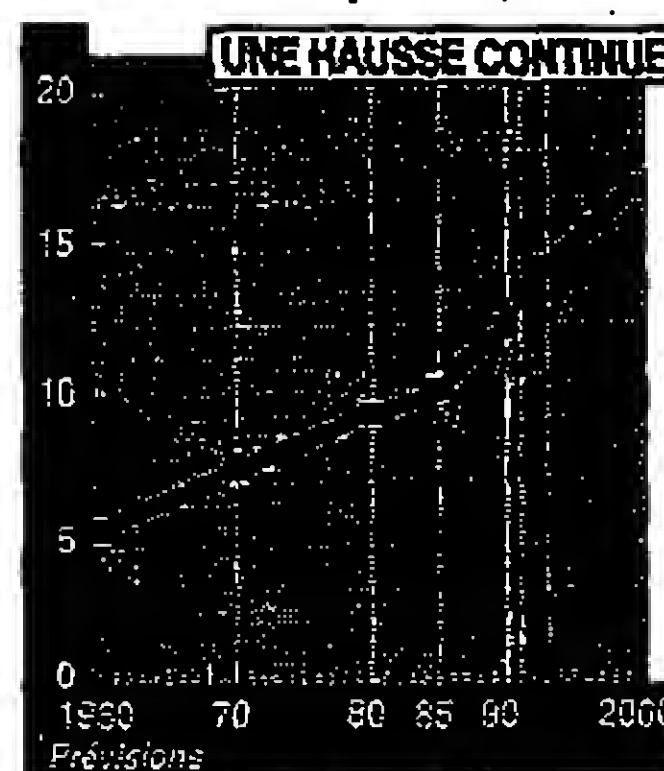
Le mal n'est pas nouveau, et George Bush s'était déjà efforcé d'y trouver remède. Selon ses principes libéraux. En février 1992, l'ancien président avait présenté les grandes lignes d'un projet consistant, pour l'essentiel, à adapter les mécanismes existants. Les familles dont le revenu ne dépassait pas un certain seuil se voyaient proposer un crédit d'impôt ou une déduction fiscale (allant jusqu'à 3 750 dollars pour un foyer de quatre personnes) lorsqu'elles souscrivaient une assurance médicale.

**RÉSEAUX** • Dans le même temps, le « plan Bush » proposait de contrôler la dérive des coûts (notamment en fixant un plafond aux indemnités versées par les tribunaux lors des innombrables pro-

cès intentés aux praticiens pour faute médicale) et encourageait la création des Health Insurance Networks (HIN), ces « réseaux de santé » constitués dans un certain nombre d'Etats et qui permettent aux PME de se réunir pour souscrire des contrats de groupe auprès des compagnies d'assurance. Autant de suggestions restées lettre morte pour cause d'échec électoral.

**CENTRALES** • La philosophie qui inspire le tandem Hillary Clinton-Ira Magaziner est tout autre. Fidèles au programme électoral du président (« la santé doit être un droit, pas un privilège »), ses conseillers s'efforcent de préserver cinq grands principes : garantir l'accès universel aux soins, maîtriser les dépenses, établir des normes, promouvoir la médecine générale et confier l'essentiel du dispositif aux Etats. Point fondamental : tout le monde devra être assuré.

Dans un premier temps, l'entourage du président avait envisagé de s'inspirer du système canadien, où c'est l'Etat (le fédéral et les provinces), « payeur unique », qui règle directement médecins et hôpitaux. Mais, bien que 40 % des Américains (sondage Gallup) se disent favorables au « modèle canadien », il est vite apparu que la simple évocation de ce « système socialiste » était un chiffon rouge agité sous le nez de l'opposition républicaine dont le président a besoin pour faire adopter son projet au Congrès. Pourtant, « le système américain est déjà socialisé puisque le premier payeur de soins est l'Etat fédéral », relève un spécialiste : 44 % des dépenses sont payées par des fonds publics, et même 51 % en tenant compte des déductions fiscales liées à l'assurance maladie, selon le bureau du budget du Congrès.



Après avoir paru pencher pour un système de *managed care* ou « soins coordonnés », comportant la nécessité d'ententes préalables, pour les assurés comme pour les médecins, le président Clinton a privilégié une *managed competition* ou « concurrence encadrée », laissant le libre choix du médecin et de l'assureur.

**CONTRÔLE** • Les employeurs seraient invités à se regrouper pour faire jouer la concurrence entre les assureurs et obtenir la meilleure couverture au prix le plus bas. Dans chaque Etat, deux ou trois « centrales d'achat », baptisées *Health Alliances*, seraient mises à leur disposition : leurs prestations seraient définies à partir d'un contrat-type élaboré au niveau fédéral.

L'assurance-maladie proprement dite serait fournie par un nombre également restreint de réseaux d'assurance (une quinzaine sur l'ensemble des Etats-Unis, ce qui obligerait les quelque 1 500 compagnies opérant actuellement dans le pays à procéder à un important regroupement). Ce système reposerait sur un contrôle rigoureux des hospitalisations ainsi

que des procédures et des actes jugés coûteux grâce au recours accru à des organismes tels que les *Health maintenance organizations* (HMO), une formule « organisée » dont le développement a été moins rapide qu'anticipé mais qui devrait retrouver une nouvelle vigueur avec « la réforme Clinton ». En 1976, les HMO comptaient 6 millions d'adhérents. A présent, elles détiennent environ 23 % du marché de la santé « administrée » et regroupent plus de 35 millions de salariés.

**FISCALE** • Deux importantes questions restent jusqu'ici en suspens : comment la réforme sera-t-elle financée ? Quels seront ses effets sur l'emploi ? Un système permettant de réintégrer 37 millions de non-assurés coûterait de 30 à 150 milliards de dollars par an selon les divers calculs. Des économies importantes (de l'ordre de 70 milliards de dollars par an) pourraient être réalisées en éliminant une paperasserie justifiée uniquement par le nombre actuel d'intervenants, assurent les défenseurs du projet.

De plus, tous les employeurs qui ne sont pas déjà auto-assurés (la plupart des grandes entreprises américaines figurent dans cette dernière catégorie) devraient contribuer au financement de l'assurance-maladie de leurs salariés. Les autres ressources seraient de nature fiscale.

Ayant abandonné l'idée d'une taxe à la valeur ajoutée (à 5 %, elle rapporterait 100 milliards de dollars), l'impensable après les déboires connus le programme budgétaire de Bill Clinton, l'entourage présidentiel évoque une hausse des taxes sur les tabacs et les alcools (« l'impôt du péché »).

Les conséquences en matière d'emploi sont encore plus

confuses. Les chiffres catastrophiques avancés par les différents lobbies, liés au milieu médical (*lire ci-dessus*) sont à prendre avec une extrême prudence. Il est vrai, en revanche, que le secteur de la santé, principal créateur d'emplois des années 80 (14,2 % des nouveaux emplois) va souffrir et que quelques-uns des 10,6 millions de personnes qui y travaillent, notamment des administratifs, devront se chercher un autre job.

De même, les compagnies d'assurances vont licencier. « Il faut effectivement s'attendre à un coup de torchon, admet un familier du secteur. Mais d'autres professions vont se créer, par exemple celle de spécialistes pouvant mieux informer les consommateurs. De plus, la médecine américaine est très tournée vers l'exportation et là aussi, de nouveaux emplois seront créés ».

Pour Bill Clinton, l'emploi reste un sujet politiquement très sensible. Au patronat, le président a promis 70 milliards de dollars de subventions et déductions fiscales ; il a fait marche arrière sur l'idée d'un contrôle des prix des médicaments, initialement avancée par son administration. De même, certains soins (troubles mentaux et soins dentaires) ne sont pas sûrs de figurer dans la version définitive du « contrat-type ».

Enfin, ce système de couverture médicale propre à chaque Etat, financé à 80 % par l'employeur et pour le solde par les salariés, n'entraverait que progressivement en vigueur, la date-butoir étant fixée à 1998. Mais, ainsi que la rappelle Ira Magaziner, le projet comporte au moins 700 dispositions diverses. « Et chacune d'elles a de bonnes raisons de faire au moins un mécontent ».

Serge Marti

## Entreprises : un « fardeau » inégal

Les grands groupes se ruinent, les PME se dérobent. Les expériences antérieures n'ont pas fourni un système général satisfaisant et accessible aux uns et aux autres

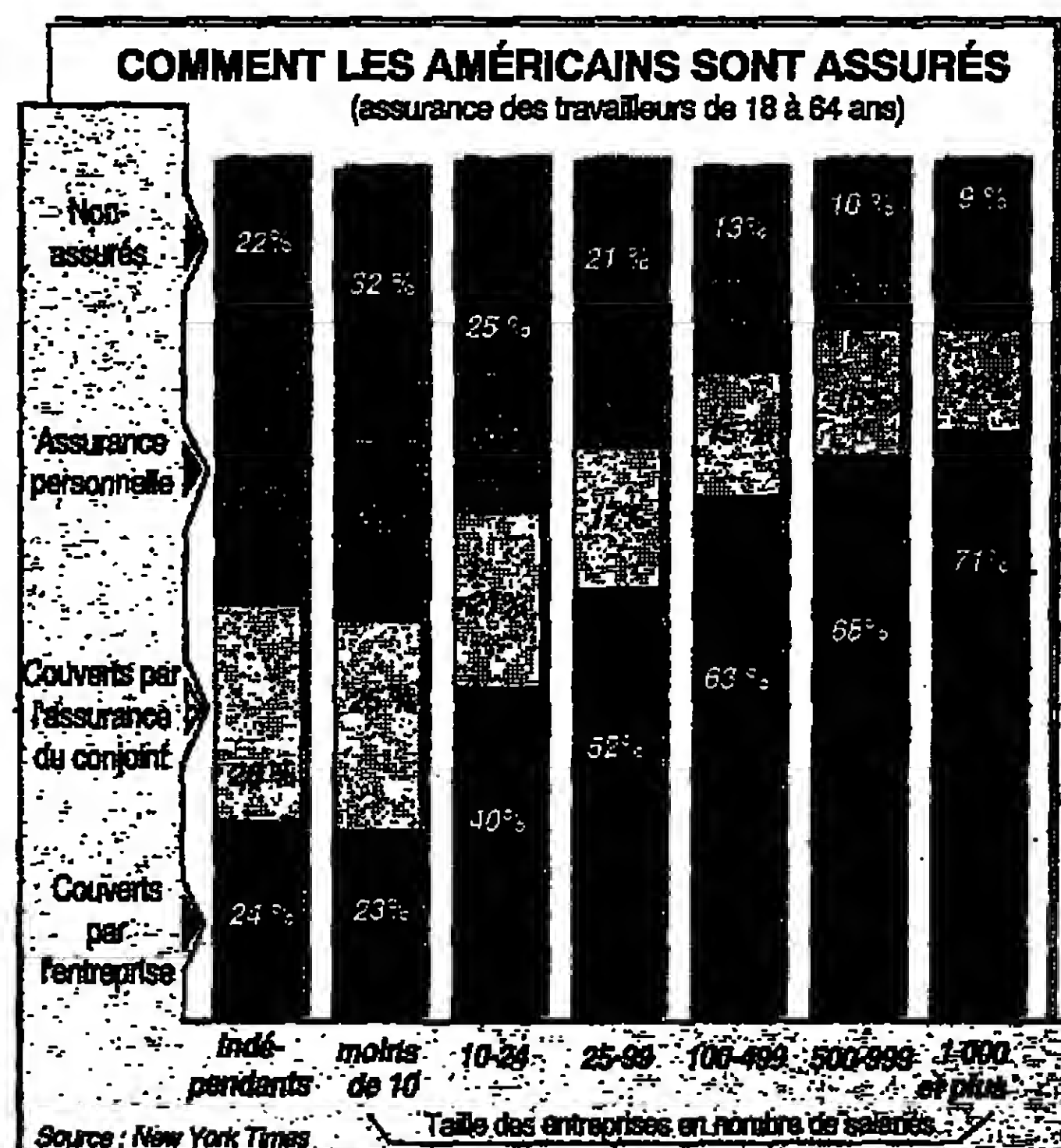
NEW-YORK  
correspondance

**L**e problème paraît insurmontable : d'un côté, des millions de salariés - généralement de PME - sans couverture médicale, de l'autre des entreprises qui consacrent des millions de dollars par an à l'assurance-maladie de leurs salariés (1).

Dans certaines branches, comme l'automobile, c'est une obligation, obtenue par les syndicats. A raison de 2 119 dollars par personne, General Motors (GM) verse ainsi 3,7 milliards de dollars de primes d'assurance pour couvrir les dépenses de santé de ses 1,7 million de salariés, de leur famille, et des retraités de la société. Ces sommes représentent, affirment les dirigeants de GM, 1 469 dollars par véhicule, contre 300 dollars pour une voiture étrangère montée aux Etats-Unis par des ouvriers non syndiqués. Mais l'United Automobile Workers (UAW) a prévenu les dirigeants de la firme en avril que toute tentative de réduire la couverture des salariés déboucherait sur une grève.

**CHARGE** • En revanche, dans les entreprises de 25 à 100 personnes, 52 % des salariés seulement sont assurés par leur employeur, et le chiffre tombe à 23 % pour celles de moins de 10 salariés. D'où les inquiétudes suscitées par le plan Clinton qui veut obliger les entreprises à prendre en charge 80 % d'une couverture de base de leurs salariés.

Selon la National Federation of Independent Business, qui réunit 600 000 PME, la charge supplémentaire (jusqu'à 7 % de la masse salariale) entraînerait la perte de 3,2 millions d'emplois. « Toute charge salariale supplémentaire signifie une réduction de mon plan d'embauche », dit Jeanne Morissey, ingénier qui vient de créer une société de construction. Et pour la majorité des patrons de PME



(Le total des pourcentages est supérieur à 100, certains étant assurés à la fois par leur conjoint et leur entreprise.)

interrogés par la National Association of Manufacturers, « le coût de l'assurance-maladie est la menace la plus importante sur notre compétitivité ».

La généralisation de la couverture permettra au contraire de réduire le coût de l'assurance pour les petites entreprises et n'aura donc pas d'effets négatifs sur l'emploi, rétorque le Bureau fédéral du travail, s'appuyant sur l'expérience de Hawaï où, depuis 1974, les employeurs doivent participer au financement de l'assurance-maladie de leurs salariés. Aujourd'hui, en effet, les compagnies d'assurance imposent souvent aux PME qui veulent couvrir leur personnel des tarifs de 20 % à 30 % plus élevés, arguant que les risques sont

souvent plus importants sur le plan professionnel et plus étendus (les familles aussi sont prises en charge).

Pour les grandes comme pour les petites et moyennes entreprises, en tout cas, les tarifs d'assurance continuent d'augmenter au rythme de 15 % l'an et, selon une étude du cabinet Foster Higgins, le coût moyen par salarié atteignait 3 968 dollars en 1992. Les échappatoires sont rares. ATT (télécommunications), par exemple, qui avait tenté, en 1989, d'obliger ses salariés à payer 20 % de leurs frais médicaux, a dû reculer devant la menace d'une grève. Texas Instruments a pu seulement imposer une surcharge de 10 dollars par mois aux salariés qui fument.

Cependant, notamment depuis les années 70, de nouvelles formules d'assurance et d'organisation des soins se sont développées, qu'on regroupe sous le nom général de *managed care* (soins organisés), pour abaisser le coût des soins et obtenir un « meilleur rapport qualité-coût ».

Alors que les assurances traditionnelles se contentent de rembourser les actes médicaux (*fee for service*), il s'agit pour les entreprises de se regrouper et de confier à un organisme commun le soin d'obtenir des hôpitaux ou des médecins des tarifs plus avantageux, contre la garantie d'un chiffre d'affaires minimum.

**DÉPENSERS** • Les systèmes les plus répandus sont les *Preferred provider organizations* (ou PPO) et les *Health maintenance organizations* (HMO), dont la première fut créée en Californie, à la fin des années 50, par l'entreprise Kaiser, et dont l'avocat le plus éloquent est Alan Enthoven, professeur d'économie de la santé à l'université Stanford, célèbre par la presse américaine comme un des pères du *managed care*.

Rank Xerox offre ainsi depuis quinze ans à son personnel le choix entre une assurance traditionnelle et un système « organisé » - adopté aujourd'hui par 65 % de ses salariés. Dans une HMO, souligne Patricia Nazemeth, directeur des affaires sociales de Xerox, « le médecin n'a pas intérêt à gonfler les actes, car il ne touchera pas plus, et grâce aux protocoles médicaux, on peut surveiller les résultats obtenus. Des contrôles réguliers de la qualité et du prix des soins nous ont ainsi amenés à mieux prendre en charge les actes de prévention, par exemple les mammographies pour détecter le plus tôt possible le cancer du sein, un examen rarement remboursé par les assurances traditionnelles ».

Chez General Motors, 36 % des salariés adhèrent à un système « organisé ». Mais Tom Fydn, res-

pensable des affaires sociales, estime que la formule « n'a pas eu les effets escomptés : les HMO reviennent aussi cher que les assurances traditionnelles ». En fait, le coût moyen d'une HMO (3 600 dollars par an et par salarié chez Xerox) n'avait augmenté que de 8,8 % entre 1991 et 1992, contre 14,2 % pour le paiement à l'acte, selon l'étude Foster Higgins. Mais ces meilleurs résultats (reconnait-on même chez Xerox) peuvent tenir au fait que les assurés les plus « dépensiers » préfèrent l'assurance traditionnelle qui leur permet de choisir leur médecin. Et HMO ou pas, la charge reste encore lourde pour une entreprise, surtout une PME.

Le plan Clinton tente de surmonter l'obstacle et de rassurer : en étendant le *managed care* à l'échelle de chaque Etat pour rendre abordables les tarifs d'assurance, en laissant 20 % des cotisations à la charge des salariés, en donnant cinq ans aux entreprises pour se conformer à la loi, et enfin en accordant à toutes des déductions fiscales et aux PME des subventions fédérales, de façon à ramener de 7 % à 3,5 % la part de la masse salariale nécessaire pour faire adhérer son personnel à une HMO.

Mais tout le monde n'est pas convaincu. Pour Leslie Anshin, de la National Federation of Independent Business, les subventions entraîneront une hausse des impôts, car on ne pourra pas récupérer sur les programmes Medicare (soins aux personnes âgées) et Medicaid (personnes démunies) les sommes nécessaires pour couvrir les non-assurés. « Nous sommes conscients que tout le monde a le droit à une assurance médicale, dit-elle, mais nous n'en avons pas les moyens ».

Colombe Schneek

(1) On estime que 80 % des salariés des très grandes entreprises sont assurés par leur employeur.

مكتبة جامعة القاهرة







## PERSPECTIVES

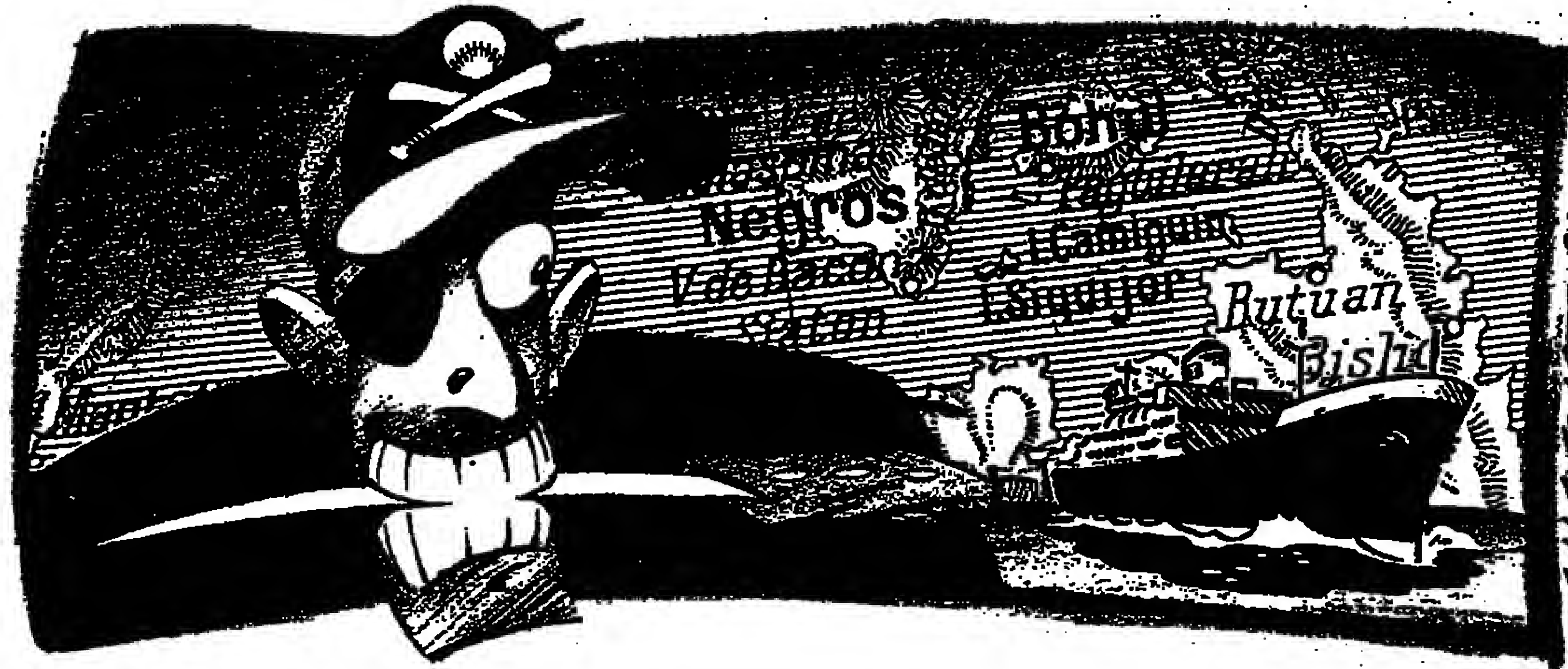
## A l'abordage !

Suite de la page 27

Officiellement, on décompte quelque deux cents actes de piraterie par an, mais comme la plupart des attaques ne sont pas révélées, le nombre réel est beaucoup plus important.

Comme l'atteste la mésaventure du *Baltimore Zephyr*, les détroits du Sud-Est asiatique sont le gros point noir de la flibuste moderne. L'une des zones favorites d'intervention des malfaiteurs est le détroit de Malacca, séparant Singapour, la Malaisie et l'Indonésie. Il s'agit d'un *channel* par lequel transite un dixième du commerce mondial. L'autre secteur est la mer de Chine méridionale - côtes chinoises, port de Hongkong, île de Luzon - mais la piraterie est également présente au large des côtes d'Afrique de l'Ouest et australe et d'Amérique du Sud.

Les vols à main armée dans les ports du Libéria, du Mozambique, de l'Angola, pays en proie à la guerre civile, la disparition de conteneurs au Nigeria, les vols d'ordinateurs sur les quais de Rio-de-Janeiro et de Santos (Brésil), le trafic de drogue dans les Caraïbes et en Colombie, celui des armes dans l'ex-URSS, sont aussi l'œuvre des nouveaux forbans des flots. Leurs coups de main peuvent se chiffrer



en millions de dollars. « Les pirates ont une image romantique à la capitaine Crochet. Mais ceux d'aujourd'hui appartiennent aux réseaux du crime organisé qui se tapissent au centre d'une énorme toile d'araignée », déclare Eric Ellen, directeur du Bureau maritime international (voir encadré). A entendre ce « super-flic » des mers, des « parous » ont mis en place des filières très organisées : « des commanditaires de la diaspora chinoise organisent la prise de bateaux, obtiennent de faux documents, font changer les noms, vendent des cargaisons, flottes ou non ; le marché est libre. »

conteneurs et le secret bancaire sont autant d'incitations à l'escroquerie.

La plupart des projets concoctés à force de longues négociations par la communauté internationale, ont fini dans les poubelles. Les pirates savent se jouer des lacunes du secteur maritime et des carences des législations nationales en

matière de souveraineté. Celles-ci empêchent souvent la mise en place de forces de protection navale à l'échelle régionale. En Indonésie, en Chine, aux Philippines, les autorités locales, la police et les dockers sont souvent de mêlée avec les bandits. Dans un premier temps, le gouvernement de Djakarta, par exemple,

affirmait dur comme fer que le capitaine du *Baltimore Zephyr*, John Bashforth, avait été tué lors d'une mutinerie. Quand à l'Occident, il a demandé pourquoi il faudrait intervenir dans cette jungle maritime que sont devenues les mers du Sud, où naviguer équivaut pour beaucoup de capitaines à jouer à la rou-

lette russe. Pourtant, les esprits évoluent, les grandes compagnies pétrolières prennent désormais au sérieux les risques potentiels que font courir à l'environnement les tankers, cibles des pirates, qui peuvent s'échouer ou prendre feu.

Les armateurs renforcent les consignes de sécurité à bord. L'IMB vient d'installer un bureau régional à Singapour. Pékin s'est déclaré intéressé par l'offre d'Eric Ellen d'en ouvrir un autre à Hongkong, chargé notamment de la lutte contre l'émigration clandestine et la contrebande. L'Indonésie et les Philippines ont lancé plusieurs opérations « coup de poing » pour tenter de nettoyer leurs détroits.

« Il faut créer une force d'intervention à l'échelle planétaire, former dans chaque pays concerné des policiers spécialisés, rompus aux arcanes du monde de la mer. Bref, l'ONU doit engager la même lutte à mort contre ce fléau que contre le trafic de drogue », proclame Eric Ellen, qui s'agitte comme un sémaphore pour alerter l'opinion. Et de supplier que l'on entende sa voix pour que les flots ne deviennent pas un cimetière de navires et de marins.

Marc Roche

(1) 1 livre vaut environ 8,70 francs.

## Chasseur de pirates

LONDRES  
correspondance

Un ancien policier anglais aux trousseaux des flibustiers de la mer, des escrocs de l'assurance et des pilliers de cargaisons aux quatre coins du monde. Les stéréotypes le voudraient mal rasé, vêtu d'un imperméable élimé, fumant la cigarette, la nuit, à la lueur d'un lampadaire, sur un quel désert. Sam Spade ou Philip Marlowe, un malabar, tombeur de dames, cynique et coriace...

Las ! Eric Ellen, sobriquet de deux ans, n'a rien de tout cela. Dans son bureau de Barking, dans l'est de la capitale, le chasseur de pirates a l'air bien banal : costume bleu strict, cheveux courts, voix douce, phrases brèves et froide courtoisie britannique. Mais son sourire sceptique, un peu sévère et sa détermination certaine ont dû hanter les cauchemars de bien des gangs organisés qui sévissent au large ou dans les ports.

Eric Ellen est né dans cette zone d'East End, solidement ancrée sur les rives de la Tamise, à quelques encablures des quais. L'univers des gens de la mer, des escales et des appareillages n'ont guère de secrets pour cet ancien commissaire en chef du port de Londres, qui a mené toute sa carrière de policier au sein de la brigade fluviale. En 1981, à la demande de la chambre de commerce internationale, ce spécialiste des vols de conteneurs, auteur d'un livre remarqué, intitulé *Le Terrorisme maritime*, crée le bureau maritime international. Il dispose d'une secrétaire et d'une cagnotte de 20 000 livres.

Aujourd'hui, le budget de l'organisme, qui emploie une vingtaine d'enquêteurs, s'élève à 750 000 livres, financé en grande partie par les quelque 200 000 membres de la profession. Ceux-ci ont notamment accès à l'ordinateur qui contient les données de près de 13 millions de navires et qui recense tous les incidents survenus. En 1988, un bureau anti-contrefaçon est créé au sein même du BMI pour extirper ce cancer de l'industrie du luxe. Dans la foulée de l'affaire Maxwell, un Commercial Crime Bureau a vu le jour pour s'attaquer aux placements financiers douteux.

M. R.

Par crainte de conséquences préjudiciables à leur réputation, les armateurs victimes de ce fléau gardent le silence. Une enquête policière prenant au moins une journée et coûtant l'immobilisation d'un porte-conteneur peut atteindre 20 000 livres (1). Tout retard de livraison entraîne un surcoût substantiel en raison des pénalités financières. « Je ne veux pas que mes clients puissent penser que les mar-

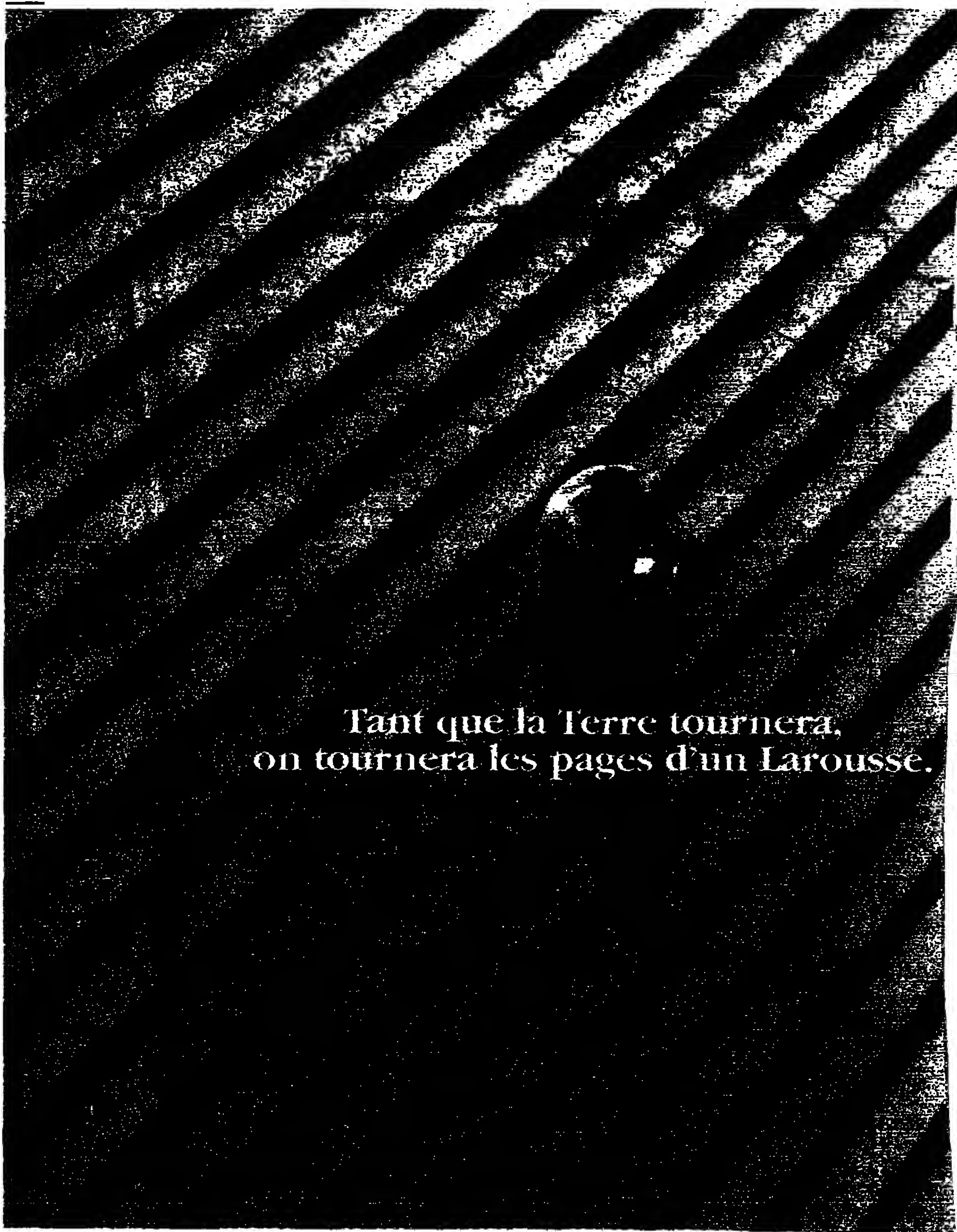
« Il faut créer une force d'intervention à l'échelle planétaire, former dans chaque pays concerné des policiers spécialisés. »

chandises qu'ils me confient peuvent être dérobées avant d'arriver au port », nous explique un courtier maritime londonien, souhaitant conserver l'anonymat. La loi de la mer, c'est aussi la loi du silence.

Confrontés à une tentative de fraude, les assureurs préfèrent souvent faire appel à des détectives privés (Kroll, Bishop international, Control-risk...) pour retrouver la trace d'un navire ou le contenu de ses soutes. La discrétion est assurée, les différends se règlent à l'amiable, l'attention des médias est évitée.

SILENCE « Il ne faut pas exagérer la menace. Tant que les actes de piraterie ne provoquent pas de grandes catastrophes, comme une marée noire. On peut très bien vivre avec. Pour certaines zones chaudes, nous nous contentons d'augmenter les primes », indique Christopher Rome, patron du principal syndicat d'assurance maritime Lloyd's, reflétant le sentiment général dans la célèbre bourse maritime.

La désorganisation chronique du milieu du *shipping* - navires qui changent constamment de propriétaire ou d'appellation, - le manque de fiabilité des documents, des tampons, des certificats d'inspection, les difficultés d'authentification des contrats, constituent d'importants obstacles au combat contre les pavillons noirs. L'utilisation permanente de pavillons de complaisance, la multiplication des ports francs, le transbordement automatique des

GROUPE  
RODIE

Tant que la Terre tournera,  
on tournera les pages d'un Larousse.

Notre monde change chaque an

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



PERSPECTIVES

LUXE

# Vranken, le mouton noir du champagne

En choisissant de s'adresser aux grandes surfaces, tout en maintenant la qualité et en soignant sa réputation, cet « étranger » s'est hissé en vingt ans parmi les dix premiers vendeurs du vignoble.

**A**VENUE de Champagne à Epernay. C'est là que résident les maisons Moët et Chandon, Mercier, Perrier-Jouët, de Venoge, Pol Roger, dont le prestige n'a rien à envier à celui des Mumm, Pommery, Lanson, Piper-Heidsieck, Krug et Veuve Clicquot à Reims. C'est là que se niche l'office de tourisme de la capitale du champagne : 43 000 visiteurs en 1992, intéressés surtout par la visite des caves.

C'est là précisément que s'est installée en 1988 la Demoiselle de Paul Vranken, sur le site des champagnes Sacotte. Une première consécration pour ce Parisien, né en Belgique en 1947. Il n'aura fallu qu'une vingtaine d'années à la société Vranken, qui, outre Demoiselle, commercialise sous les marques Charles Lafitte (à Vertus) et Histoire de Champagne (à Comgny), pour se hisser parmi les dix premières maisons de champagne : la sixième par le volume d'expéditions en 1992, selon Paul Vranken, avec 4 150 000 bouteilles vendues (presque 12 % des ventes totales de champagne), pour un chiffre d'affaires de 342 millions de francs et

un bénéfice après impôt de 2 millions.

« Quelques maisons gagnent de l'argent... encore, mais leur rentabilité s'amenuise », affirme Jean-Michel Ducellier, PDG d'Ayala, cofondateur et coprésident du Comité interprofessionnel des vins de Champagne (1). C'est précisément en raison de la contrainte de rentabilité que Paul Vranken met actuellement la dernière main à une modification de son « haut de bilan ». Elle se fera en augmentant ses capitaux propres, sans modifier, assure-t-il, la structure du capital. Une mesure qui apportera de l'eau au moulin de ses détracteurs. Si la réussite de Vranken, en effet, suscite le respect en Champagne, elle provoque aussi bien des grincements de dents. D'aucuns susurrant que cette réussite serait fondée sur un fort taux d'endettement.

**TURBULENCES** • Paul Vranken lui-même est le premier à tempérer son succès : « Nous sommes dans les turbulences comme tout le monde, dit-il, même si nous tirons notre épingle du jeu. »

Turbulences ? Alors que la production croît régulièrement, depuis 1990, la consommation de champagne chute, comme tout le secteur du luxe, en raison de la crise. Elle s'est stabilisée en 1992 à 214 millions de bouteilles (contre 248 millions en 1990), mais les stocks s'élèvent aujourd'hui à près d'un milliard de bouteilles.

Vranken, lui, annonce trois années de stock seulement. Un chiffre idéal, compte tenu du vieillissement du vin. Il a réussi à vendre. A quel prix ? Dans les hypermarchés, la bouteille de champagne est descendue au-dessous de 50 francs l'hiver dernier, au grand dam de la profession, qui a crié au suicide. Quand le kilo de raisin se négocie à 30, voire 35 francs, une telle politique, devenue systématique, ramène les marges à zéro... « Il serait mensonger de dire que nous ne l'avons pas fait », explique Laurent Davaine, responsable de l'exportation, qui est depuis dix ans chez Vranken, mais chez nous, ce fut très ponctuel. C'est marginal. »

La réussite de Vranken est ailleurs. C'est d'avoir compris très vite, plus vite que la plupart des

maisons, le poids de la grande distribution et surtout d'avoir su s'y placer. Son diplôme de droit privé de l'université de Liège en poche, Paul Vranken débarque en Champagne en 1974, au moment de la crise de surproduction, achète des raisins et loue un local à Fèrebrianges. Il part de rien ou presque, et fait figure de novice. Son expérience d'administration dans le groupe anglo-saxon Bass l'a en fait formé au grand commerce. Il va démontrer qu'il sait vendre.

**SAVOIR-FAIRE** • Ainsi, dès ses débuts, le Parisien, assisté de son fidèle Régis Desbleds, opte résolument pour la vente en grandes et moyennes surfaces. Il applique au champagne la recette d'Alain-Dominique Perrin de chez Cartier pour les bijoux : « Nous faisons tous deux dans la grande diffusion : il apporte le luxe, moi le plaisir... »

Aujourd'hui, 70 % de ses bouteilles sont vendues dans les hyper et supermarchés. La société Vranken, avec ses trois marques, et notamment Histoire de champagne, est présente dans la quasi-totalité des enseignes leaders. Les vins Nicolas,

les bars, cafés, restaurants s'ajoutent le reste.

« Nous bénéficions aujourd'hui d'une certaine antériorité. Cela nous a permis d'acquiescer un savoir-faire », explique Laurent Davaine. La grande distribution est très sollicitée. Un prix n'est pas facile à négocier, et le cahier des charges est très rigoureux. Il ne s'agit en aucun cas de vendre des sous-produits.

Face à un consommateur exigeant, il faut justifier les prix. Vranken apporte un soin particulier au verre et à la présentation des bouteilles. Quelle que soit la gamme, la qualité reste un maître mot, et chaque produit a son identité. La Demoiselle, créméau moyen et supérieur, se vend entre 100 et 130 francs, Charles Lafitte entre 80 et 100 francs. Même démarche pour les marques de distributeurs, Paul Demart chez Franprix, Club des vins et terroirs chez Système U.

Mais Vranken a aussi amassé un capital d'image, en soignant sa notoriété et sa crédibilité.

**COMMUNICATION** • Notoriété. En 1985, il achète le Château des Castaignes sis au lieu-dit Demoiselle, près de Montmort, et décide d'en faire son « site d'image », le lieu où il reçoit. Homme de communication, Paul Vranken pare sa Demoiselle d'atours divers. Il en fait en 1991 la Demoiselle de Salzboulevard dans le cadre d'une cuvée spéciale pour le bicentenaire de la mort de Mozart, la Demoiselle de nuit pour les discothèques de Régine. Avec elle, il est présent à la plupart des opérations de mécénat de Cartier (comme le Printemps de la photo à Cahors), dans les salons de l'Hôtel de Ville de Paris, quand Jacques Chirac reçoit la princesse Margaret d'Angleterre ou le Royal Ballet.

Crédibilité. En septembre 1992, Paul Vranken s'adjuge les

## Un retour à la raison

En Champagne, la récolte 1993 sera « exceptionnelle » et « nous en ferons un millésime », assure Jean-Pierre Giraud, président de la branche chez Rémy-Martin (Krug, Charles Heidsieck et Piper Heidsieck), qui résume, ainsi, le sentiment général à Reims et Epernay. Cette récolte sera, aussi, très abondante, atteignant de 15 000 à 18 000 kilogrammes de raisin par hectare dans certains endroits, ce qui n'est pas tout à fait une bénédiction dans une profession qui croque sous les stocks. La situation financière des maisons de champagne s'est fortement dégradée, d'où les programmes de licenciements qui secouent toute la région et provoquent de vifs mouvements sociaux.

Pour les vignerons, qui fournissent 80 % de leur raisin aux grands producteurs, l'horizon s'assombrit également. La vendange 1993 leur sera payée au prix de 20,50 francs le kilo de raisin, en baisse de près de 15 % sur celui de 1992 (24 francs), lui-même en recul de 20 % sur les 30 francs de 1991. On est loin du record de 32 francs au kilo, établi en 1980, après la dénonciation du contrat de six ans, renouvelé régulièrement depuis 1958, qui liait vignerons et producteurs.

Il y a trois ans, une pénurie de raisin régnait encore en Champagne. La hausse de 1990 marquait le terme d'une folle ascension qui avait renchérit le prix du raisin de 50 % en trois ans, le portant jusqu'à 40 francs le kilo, avec les primes, pour les meilleurs qualités. Comme il faut 1,25 kilo de raisin pour une bouteille de champagne, on imagine les répercussions désastreuses de cette folle envolée.

Aujourd'hui, c'est le retour à la raison pour tout le monde. Les maisons de champagne ont dû consentir des rabais massifs pour relancer la consommation, qui a réagi plutôt favorablement, non seulement lors des fêtes de la fin de l'année 1992, mais aussi au premier semestre 1993 où des « frémissements » ont été enregistrés, avec l'espoir de porter les livraisons à 220 millions, ou même 225 millions, de bouteilles cette année. Selon Paul Vranken (lire ci-contre), presque aucun champagne de marque non millésimé ne peut se vendre au-dessus de 120 francs la bouteille.

Quant aux vignerons, qui voyaient les ceps monter jusqu'au ciel, puisque leur coût de production n'atteint que 10 francs à 12 francs au kilo, ils voient le prix de ce kilo revenir presque à celui de 1992 (19,18 francs) et de fait, en France constante, à celui de 1979 (7,18 francs). De plus, ils ont dû consentir, non seulement, une limitation à 10 400 kilos de raisin par hectare de la récolte classée « champagne » mais, aussi, le blocage en cuves de 2 000 kilos par hectare, qui s'ajoutent à celui de 2 800 kilos décidé l'an dernier, soit l'équivalent d'une demi-récolte au total mise en réserve.

La discussion a été après : les vignerons ne veulent pas descendre au-dessous de 22 francs au kilo, les « maisons » voulant 20 francs, même 18 francs, et c'est le préfet de région qui a fini par trancher à 20,50 francs, ce prix, au surplus, n'étant qu'un « incitatif », puisque les transactions sont libres, mais tout de même, il donne le « la » à la profession.

François Renard

**Il lance le 16 septembre prochain à Paris sa première ligne haut de gamme Orgueil de France et vient d'ouvrir au public ses caves Demoiselle avec son et lumière comme les grandes maisons.**

7,5 hectares de vignes Lallement à Bouzy, un cru classé à 100 %, ce qui porte ses vignes à 65 hectares. Il investit en étendant sa cuverie, en modernisant sa chaîne d'habillage et en augmentant sa capacité de remuage à Vertus.

**CONSECRATION** • « Le champagne a un bel avenir devant lui », affirme Paul Vranken. Il compte s'attaquer au marché européen avec les mêmes méthodes et le même réseau. Il s'est engagé sur les prochaines vendanges à hauteur de 800 hectares, ce qui correspondrait à plus de 5 millions de cols.

Autant dire qu'il a foi en son produit. Il lance le 16 septembre prochain à Paris sa première ligne haut de gamme, Orgueil de France, et vient d'ouvrir au public ses caves Demoiselle, avec son et lumière, comme les grandes maisons. « Je ne fais que suivre le chemin emprunté par les pionniers des maisons de champagne au XIX<sup>e</sup> siècle », explique-t-il sans fanfaronnade. S'il gagne ses paris, il ne lui manquera plus que deux consécérations : celle d'entrer dans le très sélect club du Syndicat des grandes marques, et de voir la sienne figurer sur le plan distribué par l'Office de tourisme d'Epernay, et plus seulement dans les encarts publicitaires.

Isabelle Dubois

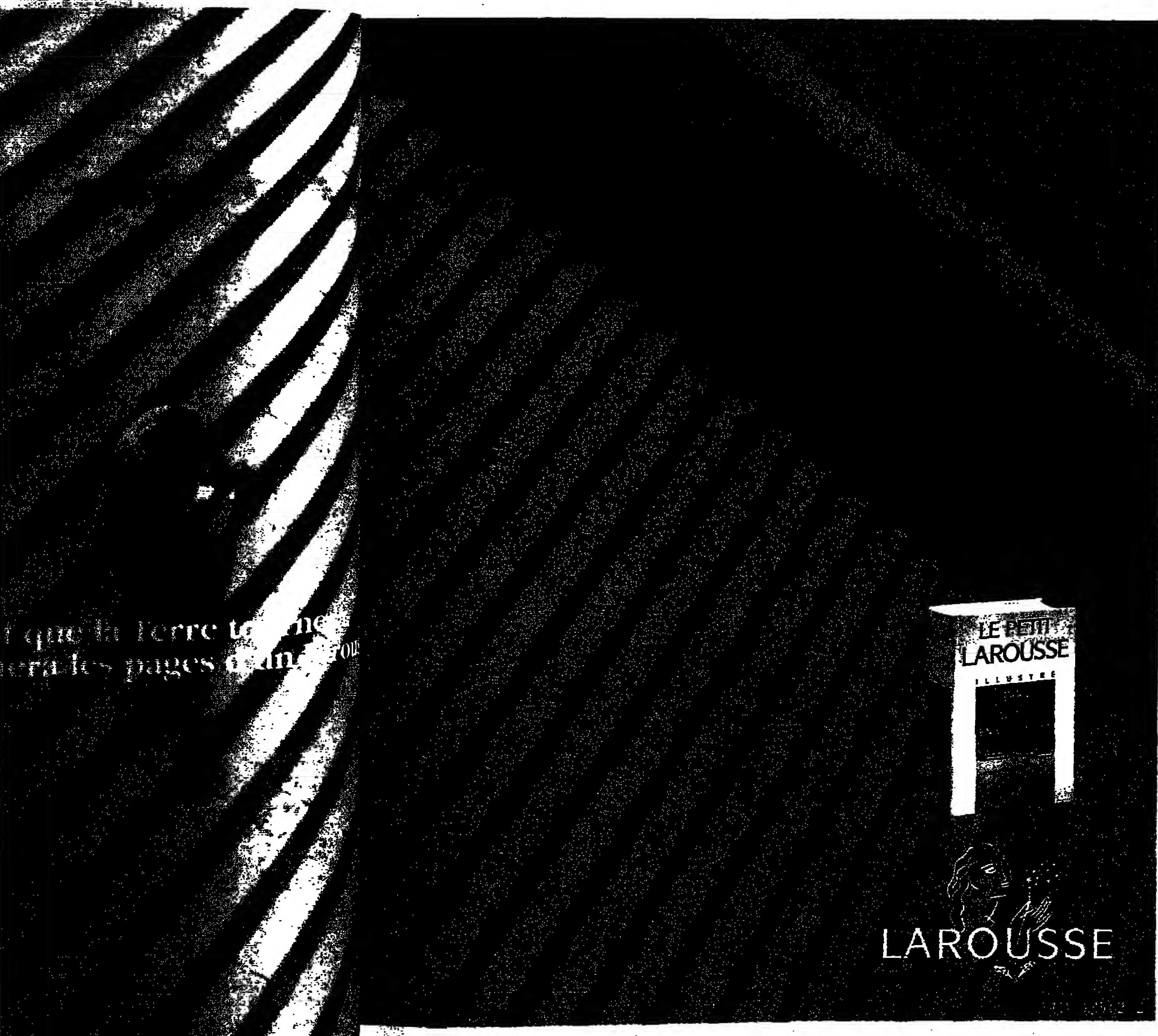
(1) Organisme créé en 1941, chargé de réguler les relations entre vignerons, négociants et pouvoirs publics.

lette russe. Pourtant, les héros prennent des risques sérieux les risques tanks, cibles des avions, vent s'échouent ou perdent.

Les armateurs reçoivent des consignes de sécurité à Singapour. Pén de s'intéresser par l'office d'immigration. Pén de s'occuper de la mise en charge de l'immigration. L'immigration est une charge de 43 000 visiteurs en 1992, intéressés surtout par la visite des caves.

Il faut être un bon dans chaque pays pour être un spécialiste. Pour être un spécialiste, il faut être un bon dans chaque pays pour être un spécialiste. Pour être un spécialiste, il faut être un bon dans chaque pays pour être un spécialiste.

(1) Livre sur les vins de France.



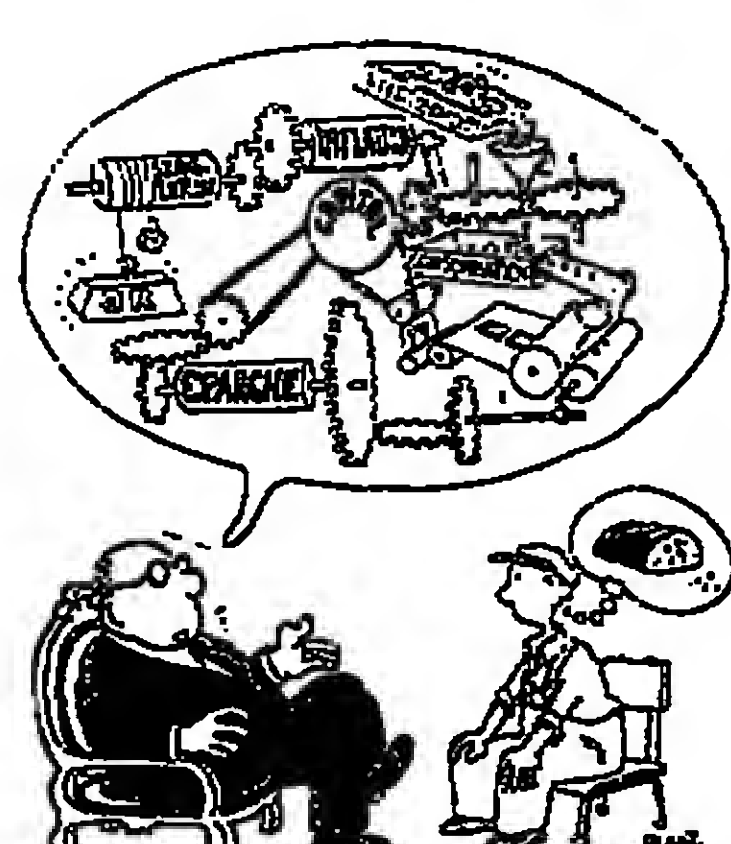
Petit Larousse renaît tous les ans.

Notre monde change



## DOSSIER

## Les produits verts



Les industriels français ont toujours pris l'environnement comme une contrainte et non comme un moyen de développer de nouveaux produits ou technologies. Quant aux consommateurs eux-mêmes, ils ne se sont jusqu'à présent guère mobilisés en faveur des produits verts suspectés d'être chers, inefficaces ou peu crédibles. Pour toutes ces raisons, le marché des produits verts n'a guère décollé, chacun attendant une réglementation pour modifier ses habitudes de production ou de consommation. Avec le retour des difficultés économiques, le timide engouement de ces dernières années semble même retombé. Pourtant, derrière cet encéphalogramme apparemment plat, les frémissements sont nombreux. Selon les études du CREDOC, le consommateur français semble enfin prêt à se mobiliser en faveur des produits verts. La crise ne doit donc pas faire illusion : si le prix est aujourd'hui un facteur déterminant, des valeurs aussi immatérielles que l'environnement seront sans doute, demain, susceptibles de relancer la consommation. Les premiers labels français et européens, décernés dernièrement aux produits verts « méritants », marquent sans doute un tournant. Aussi timide soit-elle, cette officialisation leur donne une nouvelle dimension. Elle pourrait annoncer les prémices d'une réglementation plus contraignante. D'ailleurs, les affrontements qui entourent l'attribution du label européen montrent que les produits verts sont beaucoup plus prometteurs qu'il n'y paraît. Autour des enjeux écologiques se dessinent les contours d'une nouvelle guerre économique entre fabricants, matériaux et procédés. La guerre des lessives avec ou sans phosphates n'était sûrement pas un avatar publicitaire... Certes, compte tenu des lacunes scientifiques et des imperfections de la gestion de l'environnement — en particulier du traitement des déchets, — les produits verts ne sont pas toujours crédibles. Et ces failles ouvrent la porte à toutes les dérives possibles. Mais les produits verts d'aujourd'hui constituent sans aucun doute une étape intermédiaire indispensable. Certains industriels européens ne s'y sont pas trompés. Ils ont fait du « management vert » leur cheval de bataille.

Dossier préparé par Catherine Lévi

## Quel est leur poids ?

■ Aérosols sans CFC, piles sans mercure, lessives sans phosphates, essence sans plomb, emballages recyclés ou biodégradables, peintures sans solvants, etc. Les produits verts, dits aussi éco-produits, sont supposés moins polluer l'environnement et sont identifiés comme tels par les consommateurs grâce à des mentions particulières.

Apparus en France à la fin des années 80, ils ne jouent encore qu'un faible rôle, ne dépassant pas 7 % des ventes. Selon une étude du ministère de l'Industrie portant sur 8 000 entreprises françaises (78 secteurs concernés, hors agro-alimentaire), 14 % seulement d'entre elles déclarent fabriquer des éco-produits, pour l'essentiel vendus par les grandes entreprises, les PME n'intervenant que marginalement.

Les consommateurs sont aujourd'hui peu sensibles à l'argument environnemental dans leurs achats de tous les jours.

« Le prix est le premier critère de choix des consommateurs. S'ils sont tout à fait prêts à contribuer à la protection de l'environnement, c'est dans la limite de leur pouvoir d'achat. »

Véronique Neiertz (député socialiste).

10 % seulement d'entre eux se sentent concernés. S'ils redoutent les grandes pollutions accidentelles, ils font par contre rarement le lien entre leurs gestes quotidiens et les équilibres naturels. Faute sans doute d'une information adéquate. Surtout, comme le montrent diverses études, ils ne sont pas prêts à payer plus cher pour les produits écologiques, qui doivent prouver leur efficacité. Ainsi, la lessive verte qui laverait moins blanc aurait de grandes chances de rester sur les étagères des linéaires. « En France, les produits écologiques, pour réussir à grande échelle, devraient être innovants, moins chers et aussi bons », confirme Jacques Beulin, directeur certification à l'AFNOR.

Le manque d'intérêt des consommateurs s'explique aussi par la faiblesse du mouvement consumériste français et son absence de mobilisation autour des produits verts. Le boycottage d'un produit polluant n'est guère envisageable chez nous à moins d'un accident grave, à la différence des pays anglo-saxons où la sensibilité verte est nettement plus importante. La crise actuelle fait aussi revenir en force l'argument prix. Enfin, la faible engouement actuel se justifie chez maints consommateurs par la difficulté de se repérer dans les arcanes floues des éco-produits.

## LEXIQUE

**ÉCO-PRODUIT.** Ce terme « savant » qualifie un produit vert, censé ne pas nuire à l'environnement, du moins causer le minimum de dégâts.

**ÉCO-BILAN.** C'est une analyse complète du cycle de vie du produit, de sa conception à son élimination. Il permet d'évaluer l'impact réel d'un produit sur l'environnement, sans se limiter à la prise en compte d'un seul critère donnant nécessairement une appréciation plus partielle.

**ÉCO-LABELS.** Les labels verts apposés sur les emballages certifient au consommateur le caractère vert d'un produit. La « griffe » officielle française est la marque NF Environnement.

**ÉCO-INDUSTRIES.** Ces entreprises fabriquent des matériels ou des services permettant de produire plus propre ou de traiter les nuisances (rejets atmosphériques, eaux et effluents, déchets, bruit, etc.).

**ÉCO-MANAGEMENT.** L'environnement engage tous les aspects de l'entreprise y compris sa stratégie, son organisation et ses fonctions. Le management vert suppose la mise en place d'une politique globale incluant la planification des objectifs environnementaux, les actions à mener et leur contrôle. L'AFNOR a publié récemment une première norme pour donner un fil directeur aux actions des industries.

AFNOR, Agence française de normalisation.

## Quelle est leur crédibilité ?

■ Le plus grand flou règne aujourd'hui autour des produits verts, compte tenu du manque de connaissances scientifiques et de l'absence de cadre officiel de référence. Le marketing vert, véritable fourre-tout, génère une multitude de labels que les fabricants s'autodécernent et dont la crédibilité est parfois contestable. Peut-on, par exemple, proclamer un emballage « recyclable » en l'absence de vraies structures de recyclage ? Peut-on déclarer un produit « bon pour l'environnement » si son procédé de fabrication est polluant ou fortement consommateur d'énergie ? Et que dire des arguments écologiques qui mettent l'accent sur la suppression de composants nuisibles en faisant l'impasse sur les autres substances toxiques qui demeurent ? En outre, les équivoques autour des produits verts ne manquent pas. Les phosphates polluent-ils vraiment les rivières ? Les CFC détruisent-ils vraiment la couche d'ozone ? Les théories scientifiques n'ont jamais apporté de réponse définitive à ces questions. On peut même recycler ou incinérer saleté, etc.

En fait, le caractère écologique ou non d'un produit dépend d'une multitude de paramètres complexes incluant les matières premières, la production, la distribution, les déchets. C'est tout l'enjeu des écobilans d'entreprises, qui étudient le cycle de vie du produit jusqu'à sa mort, pour savoir si celui-ci apporte ou non une contribution positive à l'environnement. La tâche est toujours longue, complexe et coûteuse tant le nombre de critères à analyser est élevé. Dans le secteur des peintures, par exemple, plus de deux cents paramètres différents ont été relevés. Une dizaine de sociétés spécialisées travaillent aujourd'hui sur ces mesures, dont la plus connue est Ecobilan.

Dans ce domaine, les problèmes de crédibilité se posent également. En l'absence de normalisation des procédures, chacun est en effet libre de réaliser son écobilan sur ses propres bases, ce qui donne lieu à des abus de toutes sortes en matière de prix comme de fiabilité. L'AFNOR travaille sur la normalisation des procédures, et les labels officiels qui se mettent aujourd'hui en place tant au niveau français qu'européen tentent de limiter les abus de toutes sortes et d'apporter une réponse cohérente au consommateur.

## Quels sont les labels ?

■ Reposant sur une démarche de certification volontaire, la marque NF Environnement, pilotée par l'AFNOR, a vu le jour en juin 1992. Aujourd'hui, elle concerne exclusivement les fabricants de peinture. Mais un label sac-poubelle devrait sortir prochainement, et d'autres projets sont en cours (shampoings, piles, lubrifiants, etc.).

Pour déterminer les critères de labellisation, la France réalise des analyses de cycles de vie (écobilans) et tient compte de l'efficacité des produits. Pas moins de dix-huit critères ont été retenus pour les peintures : moins de solvant, pas de substance considérée comme cancérigène, pas de pigment susceptible de polluer les eaux, etc. Cette approche garantit d'une crédibilité globale est néanmoins complexe, d'où la sortie au compte-gouttes des produits labellisés.

Lancés dès 1978, les labels allemands (l'Ange bleu) semblent par comparaison moins solides puisque leur attribution porte sur un seul critère. Cependant, le système est simple, ce qui permet aujourd'hui à plusieurs milliers de produits d'en bénéficier. En outre, il donne largement satisfaction en Allemagne.

Issu du règlement communautaire de mars 1992, l'Ecolabel européen, lui, a retenu l'approche « cycle de vie ». La procédure est la suivante : un pays prend l'initiative de piloter la labellisation d'un produit, réunit des experts et organise des réunions de concertation avec ses partenaires européens. Le Royaume-Uni est leader pour les laques, le Danemark pour les produits papeteries, l'Allemagne pour les détergents, la France pour les peintures, etc. Mais la méthodologie du bilan est laissée au libre arbitre du pays leader, sans qu'il ne soit fait explicitement référence à la diversité des produits et des situations industrielles européennes. Ce qui conduit chacun à retenir les critères les plus conformes aux intérêts de son industrie nationale... Portant sur les machines à laver, le premier label européen en titre, datant du mois de juin, tient compte de la consommation d'énergie et d'eau, mais non du bruit. Il a été voté à l'arraché malgré l'avis défavorable des Allemands et des Français. Des batailles d'experts qui traduisent le flou scientifique entourant encore l'environnement, mais aussi l'importance des enjeux économiques.

## Quels sont les enjeux ?

■ Théoriquement, le but des labels verts n'est pas d'éliminer un produit ou de favoriser un secteur, mais de faire progresser des industries vers des produits plus respectueux de l'environnement. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle les labels, démarche volontariste, ont été préférés à une réglementation beaucoup plus contraignante. En Allemagne, par exemple, le label est une incitation à l'innovation technologique et à l'amélioration des performances d'autant plus forte que 80 % des consommateurs achètent en priorité les produits (plusieurs milliers au total) l'ayant obtenu.

Dans la pratique, les enjeux économiques et politiques l'emportent. D'où le lobbying qui sévit à Bruxelles. Ce n'est sans doute pas un hasard si l'agriculture et l'automobile ont été pour l'instant exclues du champ du label européen. La prise en compte des différences de conception entre cultures de plein champ et cultures sous serre pourrait heurter bien des intérêts. Et risquer de récompenser d'un label une voiture japonaise ne serait pas au goût de tout le monde.

Le meilleur exemple de « bataille verte » — hors label en l'occurrence — reste sans doute celle des lessives sans phosphates, qui ne représentaient qu'un volume marginal du marché jusqu'à ce que Henkel reprenne Le Chat en 1989. Troisième producteur mondial de phosphates, Rhône-Poulenc est alors passé à l'offensive, car l'argument écologique risquait de lui faire perdre des parts de marché considérables. Aujourd'hui, les deux produits se partagent le marché sur fond d'incertitude écologique. Au consommateur de choisir. Des enjeux économiques vertes que l'on retrouve de façon larvée dans d'autres secteurs, notamment dans l'emballage.

La production de produits verts entraîne aussi à des degrés divers la remise en cause des habitudes de fabrication. Une démarche coûteuse dans laquelle les petites entreprises ne peuvent jouer à jeu égal avec les grands. D'ici quelques années, on peut imaginer l'apparition, au nom de l'écologie, de discriminations — justifiées ou abusives — comme l'exclusion des sous-traitants incapables de se conformer au cahier des charges de leurs donneurs d'ordre verts. L'instauration de normes vertes contraignantes pourrait même créer de nouvelles armes protectionnistes.

## DE L'ÉCO-LABEL

## A L'ÉCO-EMBALLAGE

Nos poubelles sont pleines d'emballages se proclamant écologiques, mais qui ne sont pas valorisés. Peu importe alors qu'ils soient recyclables, biodégradables ou énergétiques. Le projet initié par l'Agence de l'Environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) devant à terme régler ce problème (le monde des 13 janvier et 22 mars 1993). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993, toute société doit en effet contribuer à la valorisation de ses déchets d'emballages ménagers en versant une contribution financière à Eco-Emballages, société privée agréée par les pouvoirs publics.

En contrepartie, cette dernière leur accorde l'autorisation d'apposer le logo Point vert sur ses emballages. Les fonds collectés sont versés aux collectivités locales volontaires pour la collecte et le tri des emballages usagers. Objectif : valoriser 75 % des emballages usagés à l'horizon 2002 contre 5 % à 40 % aujourd'hui selon les filières.

Ce projet ne règle pas tous les problèmes. Si les opérations de récupération vont plus vite que la mise en place des filières de traitement, les professionnels vont se retrouver avec des tonnes d'emballages inutilisés sur les bras. Très vite, elles vont aussi devoir s'interroger sur le caractère écologique ou non des modes de traitement choisis. En d'autres termes, un matériau doit-il être recyclé ou incinéré avec récupération d'énergie ? Faute de données fiables, il est encore difficile de se prononcer. Reste que les réponses seront sans doute très différentes selon les matériaux et les situations locales. Dans le domaine des emballages comme sans celui des produits, les éco-bilans analysant les cycles de vie se justifient pleinement.

On comprend toutes les ambiguïtés du label européen, qui tient compte des aspects emballage pour se prononcer sur le caractère vert ou non d'un produit. Un pays largement pourvu en équipements d'incinération avec récupération d'énergie peut décerner un label vert à un produit facilement incinérable et à haut pouvoir calorifique. Alors qu'en l'absence de telles installations tel autre pays peut juger le même produit peu écologique ! Dans quel sens les autorités de Bruxelles doivent-elles trancher ?

## Les principaux labels écologiques (1)

PAYS	Label	Date de création	Durée	Produits concernés*
ALLEMAGNE.....	L'Ange bleu	1977	Trois ans, renouvelable	Environ 80 groupes de produits représentant 4000 références
CANADA.....	Le Choix environnemental	1988	Trois ans, renouvelable	Environ 15 catégories de produits, essentiellement à base de matériaux recyclés
JAPON.....	L'Eco-mark	1989	Deux ans, renouvelable	Environ 20 catégories de produits essentiellement ménagers, plus de 300 produits
PAYS SCANDINAVES..	Le Cygne blanc	1989	Variable et renouvelable selon les produits	Environ 10 catégories de produits divers
ÉTATS-UNIS.....	Le Sceau vert	1991	Trois ans, renouvelable	Deux catégories de produits
FRANCE.....	NF Environnement	1992	Trois ans, renouvelable	Un label : les peintures et vernis 8 projets en chantier
EUROPE.....	« U Ecolabel » européen	1992	Trois ans, renouvelable	Un label : les machines à laver, 26 catégories à l'examen

Source : documents AFNOR.  
(\*) D'autres expériences se mettent en place, notamment aux Pays-Bas. Pratiquement tous les labels sont multiproduits à l'exception de l'Allemagne.  
\* Il s'agit d'estimations sur la base de l'année 1992 pour les labels les plus anciens.

## BIBLIOGRAPHIE

- Les Marchés verts, réconcilier croissance économique et écologie, de France Cairnecross, Les Éditions d'organisation, avril 1993.
- L'Impératif écologique, l'entreprise européenne parle sur l'environnement, de Nick Robins, Calmann-Lévy, 325 pages, février 1992.
- Tous verts, la surenchère écologique, de Roger Cans, Calmann-Lévy, 233 pages, avril 1992.
- Guide vert à l'usage des entreprises, de Laurent Binet et Carole Livio, AFNOR, Défis, 222 pages, février 1993.
- Entreprise, environnement, la révolution paradoxale, de François de Teyssier, Les Éditions d'organisation, 128 pages, décembre 1992.
- Vers une consommation engagée, étude du CREDOC, 4 pages, mars 1993.
- L'industrie investit les marchés de l'environnement, étude du SESSI, ministère de l'Industrie, 4 pages, mars 1993.
- On peut lire également le dossier « NF Environnement, les peintures et vernis un an après », qui est paru dans la Lettre du marketing vert du 23 juin 1993.

## LE PONTONNAGE



## Deux voies pour l'

Les pompiers pyro...

## Les pompiers pyro

Les pompiers pyro...

Handwritten note in Arabic script: "هذا امر لا بد"







